

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44852]

1^{er} JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.6/1, D.19, § 1^{er}, D.177 bis, D.183, § 1^{er}, D.185, D.181, § 1^{er}, D.187, D.188, D.192 et D.193, modifiés en dernier lieu par décret du 20 avril 2023 ;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 28 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'énergie en Région wallonne ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 mai 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2023 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 30 mars 2023 ;

Vu le rapport du 22 mars 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Union des villes et des Communes de Wallonie rendu en date du 13 octobre 2022 ;

Vu l'avis du pôle « Environnement », donné le 18 juillet 2022 ;

Vu les avis d'AQUAWAL rendus en date du 28 juillet 2022 et du 10 mars 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 21 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'une pratique de fourniture d'eau destinée à la consommation humaine à partir de réservoirs collectifs d'eau de pluie se développe en Wallonie, que cette pratique induit de nouveaux risques pour la santé humaine et doit être contrôlée de la même manière que la fourniture d'eau destinée à la consommation humaine à partir d'une prise d'eau privée ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Chapitre 1^{er}. — Objet

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Chapitre 2. — Modifications du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Art. 2. À l'article R. 230, § 1^{er}, de la partie réglementaire du livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, aux 2^o et 3^o les mots « 31 mars » sont remplacés par les mots « 31 janvier ».

Art. 3. À l'article R. 233 du même code, modifié en dernier lieu par arrêté du 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o un 3^obis est inséré, rédigé comme suit :

« 3^obis "composition" : la composition chimique d'un matériau inorganique métallique, en émail, céramique ou autre matériau inorganique. » ;

2^o un 12^obis est inséré, rédigé comme suit :

« 12^obis "événement dangereux" : un événement qui introduit des dangers dans le système d'approvisionnement en eaux destinées à la consommation humaine, ou qui ne supprime pas ces dangers du système. » ;

3^o un 21^oter est inséré, rédigé comme suit :

« 21^oter "risque" : pour la compréhension des dispositions couvertes sous les chapitres III et IV, du Titre I^{er} de la Partie III du présent code, le risque est une combinaison de la probabilité qu'un événement dangereux se produise et de la gravité des conséquences, si le danger et l'événement dangereux surviennent dans le système d'approvisionnement en eaux destinées à la consommation humaine. » ;

4^o un 22^obis est inséré, rédigé comme suit :

« 22^obis "substance de départ" : une substance ajoutée intentionnellement dans la production de matériaux organiques ou d'adjuvants pour matériaux à base de ciment. » ;

5^o un 28^obis est inséré, rédigé comme suit :

« 28^obis "zone de captage" : aire ou bassin hydrogéologique d'alimentation d'un prélèvement ponctuel d'eau souterraine ou de surface. ».

Art. 4. Dans la Partie III, Titre I^{er} du même code, il est inséré un nouveau Chapitre 2bis comportant les articles R. 251bis/1 à R.251bis/8, rédigé comme suit :

« Chapitre 2bis. - Évaluation et gestion des risques liés aux zones de captage et liés au système d'approvisionnement
Section 1 - Évaluation et gestion des risques liés aux zones de captage d'eaux destinées à la consommation humaine

R. 251bis/1. La présente section ne s'applique pas aux eaux destinées à la consommation humaine qui sont exclues du champ d'application visé à l'article D.182.

R. 251bis/2. § 1^{er}. L'évaluation des risques liés aux zones de captage d'eau destinée à la consommation humaine comprend les éléments suivants :

- 1° une caractérisation des zones de captage, y compris :
 - a) un recensement et une cartographie des zones de captage ;
 - une cartographie des zones de prévention et des zones de surveillance pour les captages d'eau potabilisable ;
 - b) sauf lorsque l'accès à ces données est restreint en vertu du décret du 22 décembre 2010 relatif à l'infrastructure d'information géographique wallonne, les références géographiques pour l'ensemble des points de prélèvement dans les zones de captage ;
 - c) une description de l'affectation des sols et des processus de ruissellement et recharge dans les zones de captage ;
- 2° l'identification des dangers et des événements dangereux dans les zones de captage et une évaluation des risques qu'ils peuvent représenter pour la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, cette information porte sur les risques éventuels susceptibles de détériorer la qualité de l'eau, dans la mesure où il peut y avoir un risque pour la santé humaine ;
- 3° une surveillance appropriée dans les eaux de surface ou les eaux souterraines ou dans ces deux types d'eaux, dans les zones de captage ou dans les eaux brutes, des paramètres, substances ou polluants pertinents sélectionnés parmi les éléments suivants :
 - a) les paramètres de l'annexe XXXI, partie A et B, ou les paramètres supplémentaires fixés en vertu de l'article D. 183, § 1^{er} ;
 - b) les polluants des eaux souterraines visés à l'article R. 43ter-4 et à l'annexe XIV, partie A, ainsi que des polluants et des indicateurs de pollution pour lesquels des valeurs seuils sont établies en vertu de l'annexe XIV, partie B ;
 - c) les substances prioritaires et certains autres polluants figurant aux annexes I et Xbis ;
 - d) les polluants spécifiques à des bassins hydrographiques déterminés dans le cadre de la surveillance de l'état des eaux ;
 - e) les autres polluants pertinents pour les eaux destinées à la consommation humaine déterminés sur base des informations recueillies conformément au 2° ;
 - f) les substances présentes à l'état naturel qui peuvent constituer un danger potentiel pour la santé humaine du fait de l'utilisation de l'eau destinée à la consommation humaine ;
 - g) les substances ou composés inscrits sur la liste de vigilance établie en vertu de l'article D. 188, § 5.

L'évaluation des risques est réalisée par l'Administration. Au sens du présent article, l'on entend par Administration, la Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie.

Pour la caractérisation visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, l'Administration peut utiliser les informations recueillies en vertu des articles D. 17 et D. 168.

Aux fins de l'identification des dangers et des événements dangereux visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, l'Administration peut recourir à l'étude des incidences de l'activité humaine entreprise en vertu de l'article D. 17 et aux informations relatives aux pressions importantes collectées en vertu des articles D.17 à D.17/2.

L'Administration sélectionne dans les points visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, a) à c), les paramètres, les substances ou polluants qui sont considérés comme pertinents pour la surveillance à la lumière des dangers et des événements dangereux recensés conformément à l'alinéa 1^{er}, 2°, ou à la lumière des informations communiquées par les fournisseurs d'eau en vertu de l'article D.185, alinéa 2.

Aux fins de la surveillance appropriée telle que visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, y compris afin de détecter de nouvelles substances nocives pour la santé humaine du fait de l'utilisation de l'eau destinée à la consommation humaine, l'Administration peut recourir à la surveillance effectuée en vertu des articles D.19 et D.168 ou à d'autres dispositions de la législation de l'Union européenne pertinentes quant aux zones de captage.

§ 2. Les fournisseurs d'eau qui effectuent l'opération de surveillance dans les zones de captage, ou dans les eaux brutes, sont tenus de communiquer à l'administration les données relatives aux paramètres, substances ou polluants faisant l'objet de la surveillance, ainsi que les nombres ou concentrations inhabituels relevés pour ces paramètres, substances ou polluants.

R. 251bis/3. Sur base de l'évaluation des risques effectuée conformément à l'art. R.251bis/2, le Ministre détermine comme suit et arrête selon le cas, les mesures de gestion des risques, destinées à prévenir ou à maîtriser les risques recensés, en commençant par les mesures de prévention.

Pour ce faire, le Ministre :

- 1° définit et met en œuvre des mesures de prévention et des mesures d'atténuation dans les zones de captage, en plus des mesures prévues ou prises conformément à l'article D. 23, § 3, 5°, lorsque cela est nécessaire pour préserver la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;
- 2° assure une surveillance appropriée, dans les eaux de surface ou les eaux souterraines ou dans ces deux types d'eaux, dans les zones de captage ou dans des eaux brutes, des paramètres, substances ou polluants qui peuvent constituer un risque pour la santé humaine lorsque l'eau est consommée ou lorsque ces substances entraînent une détérioration inacceptable de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, et qu'ils n'ont pas été pris en considération dans la surveillance effectuée conformément aux articles D.19 et D.168. ;
- 3° évalue la nécessité d'établir ou d'adapter les zones de prévention ou de surveillance pour les eaux souterraines et les eaux de surface, visées à l'article D.168, § 3, et toute autre zone pertinente.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, ces mesures de prévention sont incluses dans les programmes de mesures visés à l'article D.23 et, s'il y a lieu, le Ministre veille à ce que les pollueurs, en coopération avec les fournisseurs d'eau et les parties prenantes concernées, prennent des mesures de prévention conformément au Livre II du Code de l'Environnement et au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

La surveillance visée à l'alinéa 2, 2°, est incluse dans les programmes de surveillance visés à l'article D.19.

Le Ministre veille à ce que l'efficacité des mesures visées au présent article soit réexaminée selon une fréquence appropriée.

Section 2 - Évaluation et gestion des risques liés au système d'approvisionnement

R. 251bis/4. La présente section ne s'applique pas aux eaux destinées à la consommation humaine qui sont exclues du champ d'application visé à l'article D.182.

R. 251bis/5. L'évaluation des risques liés au système d'approvisionnement comporte les caractéristiques suivantes :

1° elle tient compte des résultats de l'évaluation et de la gestion des risques des zones de captage effectuées conformément à l'article D.19 ;

2° elle comporte une description du système d'approvisionnement depuis le point de prélèvement jusqu'au point de distribution, en passant par le traitement, le stockage et la distribution des eaux, et ;

3° elle recense les dangers et événements dangereux dans le système d'approvisionnement et inclut une évaluation des risques que ceux-ci peuvent présenter pour la santé humaine du fait de l'utilisation des eaux destinées à la consommation humaine, compte tenu des risques dus au changement climatique et aux fuites du réseau, ainsi que de l'état et de la nature des canalisations.

R. 251bis/6. En fonction des résultats de l'évaluation des risques effectuée conformément à l'article R.251bis/5, le Ministre veille à ce que les mesures de gestion des risques suivantes soient prises :

1° définir et mettre en œuvre des mesures de contrôle pour la prévention et l'atténuation des risques recensés dans le système d'approvisionnement lorsque ceux-ci peuvent compromettre la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

2° définir et mettre en œuvre des mesures de contrôle du système d'approvisionnement en plus des mesures prévues à l'article R. 251 bis/3 ou à l'article D.23, § 3, pour l'atténuation des risques provenant des zones de captage qui peuvent compromettre la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

3° mettre en œuvre un programme de surveillance opérationnel axé sur l'approvisionnement conformément à l'article D.188 ;

4° lorsque la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine comprend un traitement de désinfection, garantir que l'efficacité de la désinfection appliquée, que toute contamination par les sous-produits de la désinfection est maintenue au niveau le plus bas possible sans compromettre la désinfection, que toute contamination par des agents chimiques de traitement est maintenue au niveau le plus bas possible et qu'aucune substance subsistant dans l'eau ne compromette le respect des obligations générales énoncées à l'article D.181, § 2, et D.183, § 1^{er} ;

5° vérifier la conformité des matériaux, agents chimiques de traitement et médias filtrants entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine qui sont utilisés dans le système d'approvisionnement conformément aux articles D.181, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7° et 8° et D.187.

R. 251bis/7. L'évaluation des risques liés au système d'approvisionnement concerne les paramètres énumérés à l'annexe XXXI, parties A, B et C, les paramètres fixés en vertu de l'article D.183, § 1^{er}, alinéa 4, ainsi que les substances et composés inscrits sur la liste de vigilance établie en vertu de l'article D.188, § 5.

R. 251bis/8. Cette évaluation des risques est fournie par le fournisseur à l'appui de son programme de contrôle et est soumise à l'approbation de l'Administration. Au sens du présent article, l'on entend par Administration, la Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie.

À cette fin, selon les critères et dans les conditions fixées par le Ministre, le fournisseur établit un projet de plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau par zone de distribution et le transmet à l'Administration en même temps que le programme annuel de contrôle. À condition de ne pas compromettre les objectifs de qualité de l'eau destinée à la consommation humaine et la santé des consommateurs, il peut, dans les conditions définies par le Ministre, établir un projet de plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau dans un ensemble de zones de distribution ayant des liens fonctionnels et hydrauliques entre elles, ou regroupées en raison d'une proximité géographique et de similitudes fonctionnelles.

Le plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau comprend l'évaluation et les mesures de gestion des risques envisagées et, le cas échéant, précise les réductions de fréquence ou les reports de contrôle demandés pour une ou des zones de distribution.

Le Ministre approuve le plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau.

Le plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau est actualisé à l'initiative du fournisseur ou sur demande de l'Administration. Le fournisseur s'assure de la constante validité de son plan et le réexamine au moins dans les circonstances suivantes :

1° en réponse à des changements pertinents, par exemple au niveau :

a) du système d'alimentation en eau potable ;

b) des exigences réglementaires, en ce compris les principes généraux de l'évaluation des risques ;

c) des spécifications techniques et des procédures ;

d) de l'environnement dans lequel il opère ;

2° en réponse à des incidents ou urgences ;

3° après chaque événement dangereux significatif. ».

Art. 5. L'article R. 252 du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« R. 252. Le présent chapitre fixe les règles qualitatives et les règles de contrôle ou de surveillance de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. ».

Art. 6. L'article R. 253 du même code, est remplacé par ce qui suit :

« R. 253. Les valeurs paramétriques microbiologiques et chimiques applicables aux eaux destinées à la consommation humaine figurent à l'annexe XXXI, parties A et B.

Les paramètres indicateurs figurent à l'annexe XXXI, partie C.

Les paramètres pertinents aux fins de l'évaluation des risques liés à l'installation privée de distribution figurent à l'annexe XXXI, partie D. ».

Art. 7. À l'article R. 255 du même code, modifié en dernier lieu par arrêté du 30 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Aux fins d'application de l'article D.188, le fournisseur d'eau est tenu d'établir un programme de contrôle annuel et approprié permettant de vérifier régulièrement que les eaux destinées à la consommation humaine répondent aux exigences des articles 180 à 193bis, 401et 402 de la partie décrétable ; le premier programme de contrôle adapté à ces articles porte sur l'année 2024. » ;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Ces programmes de contrôle sont axés sur l'approvisionnement, tiennent compte des résultats de l'évaluation des risques liés aux zones de captage et liés aux systèmes d'approvisionnement, et se composent des éléments suivants :

1° le contrôle des paramètres énumérés à l'annexe XXXI, parties A, B et C, conformément à l'annexe XXXIII, parties A et B, et, lorsqu'une évaluation des risques liés au système d'approvisionnement est effectuée, conformément à l'article D181, § 1^{er}, 5°, et à l'annexe XXXIII, partie C, sauf si le Ministre décide qu'un de ces paramètres peut être retiré, en application de l'article 256, § 1^{er}, de la liste des paramètres devant faire l'objet d'une surveillance ; en ce qui concerne les pesticides et leurs métabolites, le contrôle porte au moins sur les paramètres inscrits à l'annexe XI ; cette liste est adaptée au maximum tous les 5 ans sur proposition du Ministre ;

2° le contrôle des paramètres énumérés à l'annexe XXXI, partie D, à l'exception des bactéries *Legionella*, aux fins de l'évaluation des risques liés aux installations privées de distribution, conformément à l'article D. 181, § 1^{er}, 6° ;

3° le contrôle des paramètres énumérés à l'annexe XXXI, partie E, constituant la liste de vigilance conformément à l'article D.188, § 5 ;

4° le contrôle, aux fins du recensement, des dangers et des événements dangereux, suite à l'identification de la surveillance appropriée, dans les eaux de surface ou les eaux souterraines ou dans ces deux types d'eaux, dans les zones de captage ou dans les eaux brutes, des paramètres, substances ou polluants pertinents sélectionnés ;

5° le contrôle opérationnel effectué conformément à l'annexe XXXIII, partie A, point 3.

Le Ministre établit des exigences en matière de surveillance concernant la présence potentielle de substances ou composés inscrits sur la liste de vigilance visée au 3°, et à des points pertinents de la chaîne d'approvisionnement des eaux destinées à la consommation humaine. A cette fin, il peut se servir des informations recueillies dans le cadre de l'évaluation et de la gestion des risques liés à la zone de captage pour des points de prélèvement visée à l'article D.181, § 1^{er}, alinéa 2. En outre, il peut utiliser les données de surveillance collectées en vue de la surveillance de l'état des eaux conformément aux articles R.43, R.43bis et R.43bis-3 ainsi que les données de surveillance des substances prioritaires et polluants pour lesquels des normes de qualité sont fixées.

Les méthodes d'analyse sont spécifiées à l'annexe XXXIV. Les spécifications pour l'analyse des paramètres respectent les principes définis à l'article R. 259.

Les prélèvements ponctuels d'échantillons sont réalisés conformément à l'annexe XXXIII, partie D. » ;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le Ministre peut adapter les programmes de contrôle des fournisseurs, en termes de paramètres, d'échantillonnage et d'analyses prévus au paragraphe 3 en vue de les compléter. Cette adaptation est réalisée sur base du rapport de plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau.

Un contrôle supplémentaire est effectué au cas par cas pour les substances et micro-organismes pour lesquels aucune valeur paramétrique n'est fixée conformément à l'article R.253, s'il y a des raisons de soupçonner qu'ils peuvent être présents en nombre ou à des concentrations constituant un danger potentiel pour la santé humaine.

Le Ministre peut également imposer des contrôles supplémentaires de paramètres tels que figurant dans la liste de vigilance visée au § 1^{er}. Les coûts supplémentaires liés à ces contrôles sont pris en charge par un projet dans le cadre d'un arrêté de subvention. Dans cet arrêté, le Ministre précise les fréquences et les lieux de contrôle, ainsi que le contenu du rapport final du projet. ».

Art. 8. L'article R.256 du même code, modifié en dernier lieu par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« R.256. Sur base de l'évaluation des risques liés au système d'approvisionnement effectuée conformément à l'article R.251bis/5, le Ministre peut réduire la fréquence de surveillance d'un paramètre ou retirer un paramètre devant faire l'objet d'un contrôle, à l'exception des paramètres visés à l'annexe XXXI, partie A, pour autant que cela ne compromette pas la qualité des eaux destinées à la consommation humaine :

1° sur la base de l'occurrence d'un paramètre dans les eaux brutes, conformément à l'évaluation des risques liés aux zones de captage visés à l'article R.251bis/2, § 1^{er} ;

2° lorsqu'un paramètre résulte uniquement de l'utilisation d'une certaine technique de traitement ou d'une méthode de désinfection donnée, et que cette technique ou méthode n'est pas utilisée par le fournisseur d'eau, ou ;

3° sur la base des spécifications énoncées à l'annexe XXXIII, partie C.

Le Ministre peut également renforcer les programmes de contrôle des fournisseurs d'eau quant aux paramètres et fréquences d'échantillonnage visés à l'article R.255, § 3, dans les cas suivants :

1° à la suite d'une évaluation des risques visée à l'article R.251 bis/2, § 1^{er} ;

2° sur la base des spécifications visées à l'annexe XXXIII, partie C ;

3° sur base de résultats d'analyses réalisées dans le cadre de la surveillance ;

4° sur base de toute nouvelle information scientifique officielle pertinente relative à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine susceptible d'affecter la zone de distribution. ».

Art. 9. À l'article R. 259 du même code, modifié par arrêté du 30 novembre 2017, le paragraphe 3 est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« L'Administration communique à la Commission toutes les informations pertinentes concernant ces méthodes et leur équivalence permettant de démontrer que les résultats obtenus sont au moins aussi fiables que ceux obtenus par les méthodes spécifiées à l'annexe XXXIV, partie A. ».

Art. 10. A l'article R.260, modifié par arrêté du 30 novembre 2017, les mots « dans le courant du trimestre suivant l'expiration de cette dernière » sont remplacés par les mots « au plus tard le 15 février de l'année suivante ».

Art. 11. A l'article R.261, modifié par arrêté du 13 décembre 2018, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau » sont remplacés par les mots « la Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement » ;

b) à l'alinéa 2, les mots « Sous réserve du § 2 » sont insérés avant les mots « le Ministre » ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) les mots « Cette troisième dérogation ne dépasse pas trois ans. » sont abrogés.

Art. 12. À l'article R. 262 du même code, à l'alinéa 3, les mots « Direction générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau » sont remplacés par les mots « Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie, Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

Art. 13. À l'article R. 264 du même code, dans le paragraphe 3, les mots « Direction générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau » sont remplacés par les mots « Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie, Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

Art. 14. À l'article R. 265 du même code, à l'alinéa 3, les mots « Direction générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau » sont remplacés par les mots « Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie, Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

Art. 15. À l'article R. 268 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les paragraphes 1^{er} et 2, les mots « à l'article 184 » sont remplacés par les mots « à l'article D. 183, § 1^{er} » ;

2° dans le paragraphe 4, les mots « Direction générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau » sont remplacés par les mots « Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau, du Service public de Wallonie, Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

Art. 16. À l'article R. 270 du même code, les mots « Direction générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau » sont remplacés par les mots « Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie, Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

Art. 17. Dans la Partie III, le Titre I^{er} du même code, il est inséré un chapitre IV-ter comportant l'article R.270bis-21 rédigé comme suit :

« Chapitre IV/ter. Informations

R. 270bis-21. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article D.193, § 4, du code, les informations figurant aux points suivants sont publiées en ligne à l'intention des consommateurs, sous une forme adaptée. Par d'autres moyens et sur demande justifiée, les consommateurs peuvent obtenir l'accès aux informations suivantes :

1° l'identité du fournisseur d'eau concerné, la zone et le nombre de personnes approvisionnées ainsi que la méthode utilisée pour la production d'eau, y compris les informations générales sur les types de traitement ou de désinfection de l'eau appliqués. Cette exigence peut faire l'objet d'une dérogation conformément à l'article 13 du décret du 22 décembre 2010 relatif à l'infrastructure de l'information géographique wallonne ;

2° les résultats de surveillance les plus récents pour les paramètres énumérés à l'annexe XXXI, parties A, B et C, comprenant la fréquence de surveillance, ainsi que la valeur paramétrique fixée conformément à l'article D.183, § 1^{er}. Les résultats de la surveillance ne remontent pas à plus d'un an, sauf lorsque la fréquence de surveillance fixée en dispose autrement ;

3° les informations et les valeurs correspondantes non énumérés à l'annexe XXXI, partie C, concernant les paramètres suivants :

a) la dureté de l'eau ;

b) les minéraux, anions/cations dissous dans l'eau ;

4° en cas de danger potentiel pour la santé humaine, tel que déterminé par les autorités compétentes ou d'autres organismes pertinents, résultant d'un dépassement des valeurs paramétriques fixées conformément à l'article D.183, § 1^{er}, des informations sur les dangers potentiels pour la santé humaine, assorties de conseils en matière de santé ou de consommation, ou d'un hyperlien permettant d'accéder à de telles informations ;

5° les informations pertinentes sur l'évaluation des risques liés au système d'approvisionnement ;

6° les conseils aux consommateurs sur les manières de réduire leur consommation d'eau, et s'il y a lieu, d'utiliser l'eau de manière responsable en fonction des conditions locales afin d'éviter les risques pour la santé qui sont liés à l'eau stagnante ;

7° toutes les informations qui sont fixées au paragraphe 2 ;

8° lorsque les informations sont disponibles et que le consommateur introduit une demande motivée, celui-ci peut recevoir un accès à l'ensemble des données historiques fournies au titre des points 2 et 3, remontant à dix années écoulées.

§ 2. Lorsque celles-ci sont disponibles, les fournisseurs d'eau fournissant au moins dix mille m³ d'eau par jour ou desservant au moins cinquante mille personnes communiquent annuellement les informations suivantes aux consommateurs :

1° la performance globale du système de distribution d'eau en termes d'efficacité et de taux de fuite ;

- 2° la structure de propriété de l'approvisionnement en eau par le fournisseur d'eau ;
- 3° les informations sur la structure du tarif par m³ d'eau, comprenant les coûts fixes et variables ainsi que, le cas échéant, les coûts liés aux mesures prises par les fournisseurs d'eau aux fins de l'application de l'article D.180, § 2 ;
- 4° une synthèse et les statistiques concernant les plaintes de consommateurs reçues sur des sujets relevant du champ d'application de la présente section.

Le Ministre précise le contenu de ces informations. ».

Art. 18. A l'annexe IV du même code, modifiée en dernier lieu par arrêté du 22 octobre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° sous le titre II, point 1, e), à l'alinéa 1^{er}, les mots « 31 mars » sont remplacés par les mots « 31 janvier » ;
- 2° sous le titre II, point 2, e), à l'alinéa 2, les mots « 31 mars » sont remplacés par les mots « 31 janvier ».

Art. 19. L'annexe XI, modifiée en dernier lieu par arrêté du 30 novembre 2017, est modifiée comme suit :

- 1° dans le tableau, après les mots « Pesticides et leurs métabolites » sont ajoutés le mot « pertinents » ;
- 2° dans ce même tableau, sous le nouvel intitulé « Pesticides et leurs métabolites pertinents » sont supprimées les lignes correspondantes aux codes ESO « 4483 », « 4618 », « 4497 », « 4499 », « 4620 » des paramètres suivants : « 2,6 dichlorobenzamide », « Chloridazon desphenyl », « Chlorothalonil ESA », « Métazachlore ESA », « Métolachlore ESA » ;
- 3° dans ce même tableau, la LQ de la substance « Désisopropyl Atrazine » au code ESO « 4436 » est remplacée par 25 ;
- 4° dans ce même tableau, juste après les lignes reprises sous le titre « Pesticides et leurs métabolites pertinents », est inséré un nouveau titre reprenant les indications suivantes :

Métabolites de pesticides non-pertinents :					
	4483	2,6-dichlorobenzamide	BAM	ng/l	25
	4618	Chloridazon desphenyl**	MET-B	ng/l	100
	4497	Chlorothalonil ESA**	VIS-01	ng/l	50
	4499	Métazachlore ESA**	BH479-8	ng/l	50
	4620	Métolachlore ESA**	CGA354743	ng/l	50
	4610	Flufénacet ESA		ng/l	50

Art. 20. L'annexe XXXI du même code est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 21. L'annexe XXXII du même code, modifiée par errata paru au *Moniteur belge* du 21 juin 2005, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 22. L'annexe XXXIII du même code, modifiée par arrêté du 30 novembre 2017, est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Art. 23. L'annexe XXXIV du même code, modifiée par arrêté du 30 novembre 2017, est remplacée par l'annexe 4 jointe au présent arrêté.

Chapitre 3. - Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol

Art. 24. A l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2021, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la rubrique 42.0, les mots, « à l'exception du traitement de l'eau destinée à la consommation humaine provenant d'une source individuelle fournissant moins de 10 m³ par jour en moyenne ou approvisionnant moins de 50 personnes, sauf si elles sont fournies dans le cadre d'une activité commerciale, touristique ou publique » sont ajoutés après les mots « la consommation humaine » ;

2° est insérée une rubrique 42.02 rédigée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Risque pour le sol	Organismes à consulter	Facteurs de division		
					ZH	ZHR	ZI
42.02. Traitement d'eau de pluie destinée à la consommation humaine : 42.02.01 Installation pour le traitement d'eau de pluie destinée à la consommation humaine à partir d'une citerne collective	2			DESO			

Chapitre 4. - Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 25. À l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° eau destinée à la consommation humaine : l'eau, soit en l'état, soit après traitement, destinée à la boisson, à la cuisson, à la préparation d'aliments, ou à d'autres usages domestiques dans des lieux publics comme dans des lieux privés, quelle que soit son origine, et qu'elle soit fournie par un réseau de distribution par canalisations ou à partir d'une prise d'eau privée, d'une citerne collective, d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne, ainsi que l'eau fournie aux établissements alimentaires à partir d'un réseau de distribution avant toute manipulation ou tout traitement dans ces établissements; ».

Art. 26. A l'article 28 du même arrêté, les mots « D.193 » sont remplacés par les mots « D.193bis ».

Art. 27. Dans le même arrêté, il est inséré un article 29bis rédigé comme suit :

« Art.29bis. L'exploitant d'une prise d'eau privée ou d'une citerne collective d'eau destinée à la consommation humaine permettant d'alimenter par des canalisations des consommateurs sans passer par un réseau public de distribution d'eau, fournissant moins de dix m³ d'eau par jour en moyenne ou desservant moins de cinquante personnes, dans l'exercice d'une activité commerciale, touristique ou publique, est soumis aux obligations visées à l'article D.182, § 4, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau. ».

Chapitre 5. Dispositions finales et transitoires

Art. 28. Jusqu'au 12 janvier 2026, les fournisseurs d'eau ne sont pas tenus d'effectuer la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine conformément à l'article R. 255 pour les paramètres suivants :

- 1° le bisphénol A ;
- 2° les acides haloacétiques ;
- 3° la microcystine-LR ;
- 4° le total des perfluorés, en abrégé total PFAS.

Art. 29. Le présent arrêté produit ses effets le 12 janvier 2023.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles R.251bis/1 à R.251bis/3 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2023.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles R.251bis/4 à R.251bis/8 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2027.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, les eaux destinées à la consommation humaine respectent les valeurs paramétriques fixées à l'annexe XXXI, partie B, pour le bisphénol A, les chlorates, les chlorites, les acides halo-acétiques, la micro-cystine-LR, la somme des PFAS et l'uranium pour le 12 janvier 2026 au plus tard.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, les eaux destinées à la consommation humaine respectent la valeur paramétrique fixée à l'annexe XXXI, partie B, pour les perchlorates pour le 12 janvier 2028 au plus tard.

Art. 30. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2023 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine

Annexe XXXI du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau
Exigences minimales relatives aux valeurs paramétriques utilisées pour évaluer la qualité des eaux destinées à la consommation humaine

Partie A Paramètres microbiologiques

Entérocoques intestinaux :

Valeur paramétrique	Unité	Notes
0	Nombre/100 ml	Pour les eaux mises en bouteilles ou dans des conteneurs, l'unité est le nombre/250 ml

Escherichia coli, en abrégé E.Coli

Valeur paramétrique	Unité	Notes
0	Nombre/100 ml	Pour les eaux mises en bouteilles ou dans des conteneurs, l'unité est le nombre/250 ml

Partie B Paramètres chimiques

Paramètres	Valeur paramétrique	Unité	Note
Acrylamide	0,10	µg/l	La valeur paramétrique se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément aux spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau
Aluminium	200	µg/l	
Antimoine	10	µg/l	
Arsenic	10	µg/l	
Benzène	1	µg/l	
Benzo(a)pyrène	0,010	µg/l	
Bisphénol A	2,5	µg/l	
Bore	1,5	mg/l	Une valeur paramétrique de 2,4 mg/l est appliquée lorsque l'eau dessalée est la principale source d'eau du système d'approvisionnement concerné ou dans les régions où les conditions géologiques peuvent occasionner des niveaux élevés dans les eaux souterraines.
Bromates	10	µg/l	Si possible, sans compromettre la désinfection, le fournisseur s'efforce d'obtenir une valeur inférieure.
Cadmium	5,0	µg/l	
Chlorate	0,25	mg/l	Une valeur paramétrique de 0,7 mg/l est appliquée lorsqu'une méthode de désinfection qui génère du

			chlorate, en particulier le dioxyde de chlore, est utilisée pour la désinfection d'eaux destinées à la consommation humaine. Si possible, sans compromettre la désinfection, les fournisseurs s'efforcent d'atteindre une valeur inférieure. Ce paramètre est uniquement mesuré dans les cas où de telles méthodes de désinfection sont utilisées.
Chlorite	0,25	mg/l	Une valeur paramétrique de 0,7 mg/l est appliquée lorsqu'une méthode de désinfection qui génère du chlorite, en particulier le dioxyde de chlore, est utilisée pour la désinfection des eaux destinées à la consommation humaine. Si possible, sans compromettre la désinfection, les fournisseurs s'efforcent d'atteindre une valeur inférieure. Ce paramètre est uniquement mesuré dans les cas où de telles méthodes de désinfection sont utilisées.
Chrome	25	µg/l	La valeur paramétrique de 25 µg/l est respectée au plus tard le 12 janvier 2036. La valeur paramétrique pour le chrome jusqu'à cette date est 50 µg/l.
Concentration en ions hydrogène	≥6,5 et ≤9,5	Unités pH	Les eaux ne doivent pas être agressives. Pour les eaux plates mises en bouteille ou en conteneurs, la valeur minimale peut être réduite à 4,5 pH. Pour les eaux mises en bouteille ou en conteneurs qui sont naturellement riches ou enrichies artificiellement avec du dioxyde de carbone, la valeur minimale peut être inférieure
Cuivre	2	mg/l	Cette valeur s'applique à un échantillon d'eau destinée à la consommation humaine, tant prélevé au robinet par une méthode d'échantillonnage appropriée, déterminée par le Ministre, de manière à être représentatif d'une valeur moyenne hebdomadaire ingérée par les consommateurs, qu'au compteur par une méthode d'échantillonnage appropriée, déterminée par le Ministre, de manière à garantir la fourniture d'une eau de qualité à l'entrée des installations intérieures privées
Cyanure	50	µg/l	
1,2-dichloroéthane	3,0	µg/l	
Dureté	« / »	° F	La dureté de l'eau en cas d'adoucissement artificiel n'est pas inférieure à dix degrés français
Epichlorhydrine	0,10	µg/l	La valeur paramétrique se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément aux spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau.
Fluorures	1,5	mg/l	

Acides haloacétiques, en abrégé HAA5	60	µg/l	Ce paramètre est uniquement mesuré dans les cas où des méthodes de désinfection qui peuvent générer des HAA5 sont utilisées pour la désinfection d'eaux destinées à la consommation humaine. Il est constitué de la somme des cinq substances représentatives suivantes : acides chloroacétique, dichloroacétique, trichloroacétique, bromoacétique et dibromoacétique.
Plomb	5	µg/l	<p>A. La valeur est respectée au plus tard le 12 janvier 2036. La valeur paramétrique pour le plomb jusqu'à cette date est 10 µg/l.</p> <p>Après la période transitoire, la valeur de 5 µg/l est respectée au moins au point d'approvisionnement des installations privées de distribution.</p> <p>B. Cette valeur s'applique à un échantillon d'eau destinée à la consommation humaine, tant prélevé au robinet par une méthode d'échantillonnage appropriée, déterminée par le Ministre, de manière à être représentatif d'une valeur moyenne hebdomadaire ingérée par les consommateurs, qu'au compteur par une méthode d'échantillonnage appropriée, déterminée par le Ministre, de manière à garantir la fourniture d'une eau de qualité à l'entrée des installations intérieures privées.</p> <p>C. Le fournisseur prend les mesures appropriées pour remplacer les raccordements en plomb sur le réseau lui appartenant ou prend toute mesure adéquate afin qu'aucun contact ne soit possible entre un raccordement en plomb et l'eau destinée à la consommation humaine, en donnant la priorité aux cas où les concentrations en plomb dans les eaux destinées à la consommation humaine sont les plus élevées.</p> <p>Conformément à l'article R.256, §2, chaque raccordement en plomb subsistant fait l'objet, une première fois durant l'année 2020 ou 2021 et ensuite annuellement, ou tous les cinq ans s'il est chemisé, de la part du fournisseur, d'un double contrôle compteur/cuisine des concentrations en plomb dans l'eau, dans les règles fixées par le Ministre.</p> <p>Le fournisseur informe, au moins une fois par an, les consommateurs des dangers que peuvent représenter les installations intérieures privées en plomb pour la santé publique.</p>
Mercure	1	µg/l	

Microcystine_LR	1	µg/l	Ce paramètre est uniquement mesuré en cas d'efflorescences potentielles dans les ressources en eau de surface, soit la croissance de la densité cellulaire de cyanobactéries ou potentiel de formation d'efflorescence
Nickel	20	µg/l	Cette valeur s'applique à un échantillon d'eau destinée à la consommation humaine, tant prélevé au robinet par une méthode d'échantillonnage appropriée, déterminée par le Ministre, de manière à être représentatif d'une valeur moyenne hebdomadaire ingérée par les consommateurs, qu'au compteur par une méthode d'échantillonnage appropriée, déterminée par le Ministre, de manière à garantir la fourniture d'une eau de qualité à l'entrée des installations intérieures privées.
Nitrates	50	mg/l	Le fournisseur prend les mesures nécessaires afin que la condition selon laquelle $[\text{nitrates}]/50 + [\text{nitrites}]/3 \leq 1$ {la concentration en mg/l pour les nitrates et pour les nitrites, indiquée entre crochets} soit respectée et que la valeur 0,10 mg/l pour les nitrites ne soit pas dépassée dans les eaux au départ des installations de traitement.
Nitrites	0,50	mg/l	Le fournisseur prend les mesures nécessaires afin que la condition selon laquelle $[\text{nitrates}]/50 + [\text{nitrites}]/3 \leq 1$ {la concentration en mg/l pour les nitrates et pour les nitrites, indiquée entre crochets} soit respectée et que la valeur 0,10 mg/l pour les nitrites ne soit pas dépassée dans les eaux au départ des installations de traitement.
Perchlorate	15	µg/l	
Pesticides	0,10	µg/l	Par pesticides, l'on entend : <ul style="list-style-type: none"> - Les insecticides organiques, - Les herbicides organiques, - Les fongicides organiques, - Les nématocides organiques, - Les acaricides organiques, - Les algicides organiques, - Les rodenticides organiques, - Les produits antimoisissures organiques, - Les produits apparentés comme les régulateurs de croissance, et leurs métabolites, tels que définis à l'article 3, paragraphe 32, du règlement (CE) n°1107/2009, qui sont considérés comme pertinents par les autorités fédérales belges ou européennes. Un métabolite de pesticide est jugé pertinent pour les eaux destinées à la consommation humaine s'il y a lieu de considérer qu'il possède des propriétés intrinsèques comparables à celles de la substance

			<p>mère en ce qui concerne son activité cible pesticide ou qu'il fait peser un risque sanitaire pour les consommateurs.</p> <p>La valeur paramétrique s'applique à chaque pesticide particulier.</p> <p>En ce qui concerne l'aldrine, la dieldrine, l'heptachlore et l'heptachlorépoxyde, la valeur paramétrique est 0,030 µg/l.</p> <p>Les pesticides et métabolites pertinents repris en annexe XI sont au moins contrôlés conformément à l'origine de l'eau mentionnée dans cette annexe.</p> <p>-----</p> <p>Une valeur indicative de 4,5 µg/l est définie aux fins de la gestion de la présence des métabolites non pertinents de pesticides dans l'eau potable.</p> <p>Le Ministre peut fixer une valeur limite inférieure pour les métabolites non pertinents qui présentent des signes de toxicité.</p> <p>Les métabolites non pertinents repris en annexe XI sont au moins contrôlés conformément à l'origine de l'eau mentionnée dans cette annexe.</p>
Total Pesticides	0,50	µg/l	Par « Total pesticides », l'on entend la somme de tous les pesticides particuliers définis à la ligne précédente, détectés et quantifiés dans le cadre de la procédure de surveillance. Seuls les pesticides et métabolites pertinents repris à l'annexe XI sont pris en considération pour calculer cette somme.
Total PFAS	0,5	µg/l	Par « Total PFAS », l'on entend la totalité des substances alkylées per- et polyfluorées. Cette méthode est alternative à la méthode Somme PFAS reprise ci-dessous. Une fois les lignes directrices des deux méthodes fournies par la Commission européenne, le Ministre indique la méthode à retenir définitivement et ses spécifications techniques.
Somme PFAS	0.1	µg/l	Par « Somme PFAS », l'on entend la somme des substances alkylées per- et polyfluorées qui sont considérées comme préoccupantes pour les eaux destinées à la consommation humaine et dont la liste figure à l'annexe XXXIII, partie B, point 3. Il s'agit d'un sous-ensemble des substances constituant le Total PFAS qui contiennent un groupement de substances perfluoroalkylées comportant trois atomes de carbone ou plus, à savoir, $-C_nF_{2n}-$, $n \geq 3$, ou un groupement de perfluoroalkyléthers comportant deux atomes de carbone ou plus, à savoir, $C_nF_{2n}OC_mF_{2m}-$, n et $m \geq 1$

Hydrocarbures aromatiques polycycliques	0,10	µg/l	Somme des concentrations des composés spécifiés suivants : benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(ghi)pérylène, et indéno(1,2,3-cd) pyrène
Sélénium	20	µg/l	La valeur paramétrique de 30 µg/l est appliquée pour les régions dans lesquelles les conditions géologiques peuvent occasionner des niveaux élevés dans les eaux souterraines.
Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène	10	µg/l	Somme des concentrations des paramètres spécifiés
Total trihalométhanes, en abrégé THM	100	µg/l	Si possible, sans compromettre la désinfection, les fournisseurs s'efforcent d'atteindre une valeur inférieure. Somme des concentrations des composés spécifiés suivants : le chloroforme, le bromoforme, le dibromochlorométhane et le bromodichlorométhane
Uranium	30	µg/l	
Chlorure de vinyle	0,50	µg/l	La valeur paramétrique se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément aux spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau

Partie C : paramètres indicateurs

Paramètre	Valeur paramétrique	Unité	Note
Ammonium	0,50	mg/l	
Chlorure	250	mg/l	Les eaux ne doivent pas être corrosives
Clostridium perfringens, y compris les spores	0	Nombre/100 ml	Ce paramètre est mesuré si l'évaluation des risques l'indique. En cas de non-respect de cette valeur paramétrique, le fournisseur procède à une enquête sur la distribution d'eau pour s'assurer qu'il n'y a aucun danger potentiel pour la santé humaine résultant de la présence de micro-organismes pathogènes, par exemple des cryptosporidium. Le fournisseur transmet à l'Administration les résultats de ces enquêtes conformément aux dispositions de l'article R. 260

Couleur	Acceptable pour les consommateurs		
Conductivité	2500	$\mu\text{S cm}^{-1}$ à 20°C	Les eaux ne doivent pas être agressives
Fer	200	$\mu\text{g/l}$	
Manganèse	50	$\mu\text{g/l}$	
Odeur	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal		
Oxydabilité	5	mg/l d'O_2	Ce paramètre n'est pas mesuré si le paramètre Carbone organique total, en abrégé COT, est analysé
Sulfates	250	mg/l	Les eaux ne doivent pas être corrosives
Sodium	200	mg/l	Le fournisseur ne dépasse pas une valeur paramétrique de 150 mg/l à la frontière de l'installation privée de distribution
Saveur	Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal		
Teneur en colonies à 22°C	Aucun changement anormal		
Bactéries coliformes	0/100 ml		Pour les eaux mises en bouteilles ou dans des conteneurs, l'unité est le nombre total/250 ml
Calcium	270	mg/l	
Carbone organique total, en abrégé COT	6	mg/l C	Ce paramètre n'est pas mesuré pour les distributions d'un débit inférieur à 10 000 m^3 par jour
Magnesium	50	mg/l	
Turbidité	4	UTN	En cas de traitement d'eaux de surface, le fournisseur vise une valeur paramétrique ne dépassant pas 1,0 unité standard de mesure de la turbidité NTU (nephelometric turbidity units) dans l'eau au départ des installations de traitement.
Chlore libre résiduel	250	$\mu\text{g/l}$	A mesurer en cas de désinfection de l'eau à l'hypochlorite de soude ou au chlore gazeux
Phosphore	1	mg P/L	

Potassium	Aucun changement anormal	mg/l	
Température (à la frontière de l'installation privée de distribution)	25	°C	Si, dans un ouvrage de production ou de distribution sous la responsabilité du fournisseur d'eau, cette valeur paramétrique est dépassée pendant plus de 7 jours consécutifs, ce dernier s'assure qu'il n'y a pas de prolifération bactérienne et, ce, jusqu'au retour à une température inférieure à 25°C
Les eaux ne doivent être ni agressives ni corrosives. Le Ministre définit ce qu'il faut entendre par une eau agressive ou corrosive. Ceci s'applique en particulier aux eaux subissant un traitement, soit une déminéralisation, un adoucissement, un traitement membranaire, une osmose inverse.			
Lorsque les eaux destinées à la consommation humaine sont issues d'un traitement qui déminéralise ou adoucit les eaux de manière importante, des sels de calcium et de magnésium peuvent être ajoutés afin de conditionner les eaux dans le but de réduire les incidences négatives possibles pour la santé ainsi que la corrosivité et l'agressivité des eaux, et d'en améliorer la saveur.			

Partie D : Paramètres pertinents aux fins de l'évaluation des risques liés à l'installation privée de distribution

Paramètre	Valeur paramétrique	Unité	Note
Legionella	< 1000	UFC/l	Cette valeur paramétrique est fixée aux fins de l'évaluation des risques de l'installation privée de distribution et des mesures correctives ou restrictives d'utilisation. Les mesures prévues dans ces articles peuvent être envisagées y compris en deçà de la valeur paramétrique, par exemple en cas d'infections ou de foyers de maladie. Dans ces cas, il convient de confirmer la source d'infection et d'identifier l'espèce à laquelle elle appartient
Plomb	10	µg/l	Cette valeur paramétrique est fixée aux fins de l'évaluation des risques de l'installation privée de distribution et des mesures correctives ou restrictives d'utilisation. Les propriétaires s'efforcent d'atteindre une valeur minimale de 5 µg/l pour le 12 janvier 2036

Partie E : Liste de vigilance relative aux substances et composés constituant un sujet de préoccupation sanitaire pour les citoyens ou les milieux scientifiques

Paramètre	Numéro CAS	Numéro EU	Valeur guide	LOQ	Unité	Méthode possible
-----------	------------	-----------	--------------	-----	-------	------------------

17-beta-estradiol	50-28-2	200-023-8	1	≤ 1	ng/l	--
nonylphénol	84852-15-3	284-325-5	300	≤ 300	ng/l	EN ISO 18857-2
amiante	12001-29-5	-	1000	≤ 10	fibres/ml	Dérivée de NFX 43-050

Note : LOQ désigne la limite de quantification à atteindre par la méthode

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er juin 2023 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Namur, le 1er juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2023 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine

Annexe XXXII du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau
Substances autorisées pour le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine

1. Pour la désinfection ou l'oxydation :

Réactif	Formule	Dose maximale à mettre en œuvre (g/m ³)
Chlore	Cl ₂	30 (de Cl ₂)
Hypochlorite de sodium	Na ClO	30 (de Cl ₂)
Hypochlorite de calcium	Ca (ClO) ₂	30 (de Cl ₂)
Hypochlorite de magnésium	Mg (ClO) ₂	30 (de Cl ₂)
Chlorite de sodium	Na ClO ₂	5
Dioxyde de chlore	ClO ₂	3
Ammoniaque	NH ₃	0,5
Chlorure d'ammonium	NH ₄ Cl	1,5
Sulfate d'ammonium	(NH ₄) ₂ SO ₄	1,8
Anhydride sulfureux	SO ₂	4
Bisulfite de sodium	NaHSO ₃	8
Métabisulfite de sodium	Na ₂ S ₂ O ₅	7
Thiosulfate de sodium	Na ₂ S ₂ O ₃	14
Sulfite de sodium	Na ₂ SO ₃	14
Sulfite de calcium	CaSO ₃	10
Sulfate de cuivre	CuSO ₄	10
Permanganate de potassium	KMnO ₄	5
Ozone	O ₃	10
Oxygène	O ₂	30
Peroxyde d'hydrogène	H ₂ O ₂	10
Pyréthrines (à réserver pour les cas exceptionnels)		0,5

2. Pour la coagulation floculation :

Réactif	Formule	Dose maximale à mettre en œuvre (g/m ³)
Silicate de sodium	Na ₂ O.nSiO ₂	10 (de SiO ₂)

Sulfate d'aluminium	$\text{Al}_2(\text{SO}_4)_3 \cdot n\text{H}_2\text{O}$	12 (de Al)
Aluminate de sodium	$\text{Na}_2\text{Al}_2\text{O}_4$	12 (de Al)
Polyhydroxychlorure d'aluminium	$\text{Al}_n(\text{OH})_m\text{Cl}_{3n-m}$	12 (de Al)
Polyhydroxychlorosulfate d'aluminium	$\text{Al}_n(\text{OH})_m(\text{SO}_4)_k\text{Cl}_{3n-m-2k}$	25 (de Al)
Sulfate ferreux	FeSO_4	20 (de Fe)
Sulfate ferrique	$\text{Fe}_2(\text{SO}_4)_3$	20 (de Fe)
Chlorure ferrique	FeCl_3	35 (de Fe)
Chlorosulfate ferrique	FeClSO_4	20 (de Fe)
Homopolymères du chlorure de diméthyl diallyl ammonium de poids moléculaire entre 400000 et 3000000 avec moins de 10 p.c. de monomère	$(\text{C}_8\text{H}_{16}\text{NCl})_n$	5
Copolymères d'acrylamide et d'acrylate de sodium (max. 250 ppm de monomère)	$(\text{C}_3\text{H}_5\text{NO})_n (\text{C}_3\text{H}_3\text{O}_2\text{Na})_m$	0,8
Polyacrylamide anionique (<200ppm)	$[-\text{CH}_2-\text{CH}(-\text{CONH}_2)-]_n$	0,4
Soude caustique	NaOH	400
Acide sulfurique	H_2SO_4	100

3. Pour la correction du pH et ou la minéralisation :

Réactif	Formule	Dose maximale à mettre en œuvre (g/m ³)
Soude caustique	NaOH	200
Carbonate de sodium	Na_2CO_3	200
Bicarbonate de sodium	NaHCO_3	200
Chlorure de sodium	NaCl	150
Chaux vive	CaO	200
Chaux éteinte	$\text{Ca}(\text{OH})_2$	200
Lait de chaux	$\text{Ca}(\text{OH})_2$	470
Carbonate de calcium	CaCO_3	300
Chlorure de calcium	CaCl_2	120
Sulfate de calcium	CaSO_4	140
Oxyde de magnésium	MgO	80
Carbonate de calcium - Oxyde de magnésium	CaCO_3MgO	300
Carbonate de magnésium	MgCO_3	175
Anhydride carbonique	CO_2	140
Acide chlorydrique	HCl	200

Acide sulfurique	H ₂ SO ₄	250
------------------	--------------------------------	-----

4. Divers.

Réactif	Unité de base	Dose maximale à mettre en œuvre (g/m ³)
Hexamétaphosphate de sodium	P ₂ O ₅	5
Sels de sodium, potassium ou calcium d'acides mono ou polyphosphoriques	P ₂ O ₅	5
Charbon actif en poudre	C	10
Ethanol pour dénitrification biologique	C ₂ H ₅ OH	40
Acide acétique pour dénitrification biologique	CH ₃ COOH	100
Acide phosphorique	H ₃ PO ₄	1
Sels sodiques d'acide polyacrylique et organophosphates	-	5

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er juin 2023 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Namur, le 1er juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2023 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine

Annexe XXXIII du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau
Contrôle

PARTIE A. Objectifs généraux et programmes de contrôle des eaux destinées à la consommation humaine

1. Les programmes de contrôle de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine permettent de :

(a) vérifier que les mesures en place afin de maîtriser les risques pour la santé humaine tout au long de la chaîne d'approvisionnement, depuis la zone de captage jusqu'à la distribution en passant par le prélèvement, le traitement et le stockage, sont efficaces et que l'eau disponible au point de conformité est propre et salubre ;

(b) fournir des informations sur la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine afin de démontrer que les obligations définies en vertu des articles D.181, §1^{er} D.183, §1^{er} sont respectées ;

(c) déterminer les moyens les plus appropriés d'atténuer les risques pour la santé humaine.

2. Conformément à l'article D.188, § 2, les fournisseurs mettent en place des programmes de contrôle qui respectent les paramètres et les fréquences fixés à la partie B de la présente annexe, qui peuvent consister en :

(a) la collecte et l'analyse d'échantillons d'eau ponctuels ou ;

(b) des mesures enregistrées de manière continue.

En outre, les programmes de contrôle peuvent prendre la forme :

(a) d'inspections des données concernant l'état de fonctionnement et d'entretien de l'équipement ou

(b) d'inspections de la zone de prélèvement et des infrastructures de traitement, de stockage et de distribution de l'eau, sans préjudice des exigences en matière de surveillance des paramètres, des substances ou des polluants pertinents sélectionnés, dans les eaux de surface ou les eaux souterraines ou dans ces deux types d'eaux, dans les zones de captage ou dans les eaux brutes et, sans préjudice des exigences en matière de surveillance des paramètres plomb et *Legionella* dans les lieux où des risques particuliers pour la qualité de l'eau et la santé humaine ont été identifiés au cours de l'analyse générale des risques potentiels liés à l'installation privée de distribution.

3. Les programmes de surveillance comportent également un programme de surveillance opérationnelle qui donne un aperçu rapide des problèmes liés à la performance opérationnelle ou à la qualité de l'eau et qui permet d'appliquer au plus vite des mesures correctives planifiées à l'avance. Ces programmes de surveillance opérationnelle sont axés sur l'approvisionnement, tiennent compte des résultats du recensement des dangers et des événements dangereux et de l'évaluation des risques liés au système d'approvisionnement, et visent à confirmer l'efficacité de l'ensemble des mesures de surveillance appliquées lors du prélèvement, du traitement, de la distribution et du stockage.

Le programme de surveillance opérationnelle prévoit la surveillance du paramètre de la turbidité dans l'installation de production de l'eau afin de vérifier régulièrement l'efficacité de l'élimination physique au moyen de procédés de filtration, conformément aux valeurs de référence et aux fréquences indiquées dans le tableau suivant ; ces dispositions ne s'appliquent pas aux ressources en eau d'origine souterraine dans lesquelles la turbidité est causée par le fer et le manganèse en dessous d'un certain niveau de production à définir.

Dans ce dernier cas, ou dans le cas où l'installation de production de comporte pas de traitement visant à maîtriser la turbidité de l'eau et l'analyse de risque ne révèle pas la nécessité d'installer un tel traitement, le monitoring de la turbidité n'est pas obligatoire.

Paramètre opérationnel	Valeur de référence
Turbidité dans l'installation de production de l'eau	0,3 unité néphélobométrique, en abrégé UNT
	dans 95 pour cent des échantillons, dont aucun ne dépasse 1 UNT

Volume, en m ³ , d'eau distribuée ou produite chaque jour à l'intérieur d'une zone de distribution	Fréquence minimale d'échantillonnage et d'analyse
---	---

≤ 1 000	Chaque semaine
> 1000 et < 10 000	Quotidiennement, soit chaque jour de l'année
> 10 000	De façon continue

Le programme de surveillance opérationnelle prévoit également la surveillance des paramètres suivants dans les eaux brutes afin de vérifier l'efficacité des procédés de traitement contre les risques microbiologiques :

Paramètre opérationnel	Valeur de référence	Unité	Notes
Coliphages somatiques abrégé UFP/100 ml	50 pour les eaux brutes	Unités	formant des plages, en Ce paramètre est mesuré si l'évaluation des risques indique qu'il convient de le faire. S'il est constaté dans des eaux brutes à des concentrations supérieures à 50 UFP/100 ml, il est analysé après certaines étapes du traitement afin de déterminer le taux, en log, d'abattement par les barrières en place et d'évaluer si le risque de survie de virus pathogènes est suffisamment maîtrisé.

4. Le Service public Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, prend les mesures nécessaires afin que les programmes de contrôle des fournisseurs d'eau soient évalués de manière continue et mis à jour conformément à l'article R.258.

PARTIE B. Paramètres et fréquences

1. Cadre général

Un programme de contrôle prend en compte au minimum tous les paramètres visés à l'article R.253, y compris les paramètres importants pour évaluer l'impact des installations privées de distribution sur la qualité de l'eau au point de conformité visés à l'article D. 184, §1^{er}, à l'exception des bactéries *legionella* pour lesquelles le Gouvernement organise la surveillance en exécution de l'article 193 bis. La sélection des paramètres appropriés pour la surveillance tient compte des conditions locales de chaque zone de distribution d'eau.

Les fournisseurs contrôlent les paramètres énumérés au point 2 aux fréquences d'échantillonnage pertinentes établies au point 3.

2. Liste des paramètres

Paramètres du groupe A

Les paramètres suivants, soit le Groupe A, font l'objet d'un contrôle aux fréquences indiquées dans le tableau du point 3 :

- a) *Escherichia coli*, en abrégé *E. coli*, entérocoques intestinaux, bactéries coliformes, dénombrement des colonies à 22 ° C ;
- b) couleur, saveur, odeur ;
- c) turbidité, pH, conductivité, température ;
- d) l'ammonium, les nitrites et nitrates.

Dans certaines circonstances, les paramètres suivants peuvent être ajoutés au groupe A :

- (a) l'aluminium et le fer, lorsqu'ils sont utilisés pour le traitement chimique de l'eau ;
- (b) le chlore libre résiduel lorsque la désinfection est pratiquée avec de l'hypochlorite de soude ou du chlore gazeux ;
- (c) d'autres paramètres visés à l'annexe XXXI considérés comme pertinents dans le programme de contrôle, le cas échéant à l'issue d'une évaluation des risques, comme indiqué dans la partie C.

Escherichia coli, soit *E. coli* et les entérocoques intestinaux sont considérés comme des paramètres fondamentaux et leurs fréquences de surveillance ne font pas l'objet d'une réduction en raison d'une évaluation des risques liés au système d'approvisionnement conformément à la partie C de la présente annexe. Ils sont toujours surveillés au moins aux fréquences établies dans le tableau 1 du point 2.

Paramètres du groupe B

En vue de déterminer la conformité aux valeurs paramétriques fixées à l'article R.253, tous les autres paramètres qui ne sont pas analysés dans le cadre du groupe A et qui sont établis conformément à l'annexe XXXI parties A, B et C, font l'objet d'un contrôle au minimum aux fréquences indiquées dans le tableau du point 3, à moins qu'une fréquence d'échantillonnage différente soit déterminée sur la base de l'évaluation des risques liés au système d'approvisionnement menées conformément à l'article R.251bis/4 à R.251bis/8 et à la partie C de la présente annexe.

3. Fréquences d'échantillonnage

Fréquence minimale d'échantillonnage et d'analyse en vue du contrôle de conformité

Volume d'eau distribué ou produit chaque jour à l'intérieur

d'une zone de distribution, voir note 1 et 2, m³

Nombre d'échantillons par année

Nombre d'échantillons par année

		Paramètres du groupe A
		Paramètres du groupe B
≤ 100, note 3	6	1, note 5
> 100 et ≤ 1 000	12	1
> 1 000 et ≤ 3 300	24	2
> 3 300 et ≤ 6 600	36	3
> 6 600 et ≤ 9 900	48	4
> 9 900 et ≤ 13 200	60	5
> 13 200 et ≤ 20 000	72	5
> 20 000 et ≤ 30 000	96	6
> 30 000 et ≤ 40 000	132	7
> 40 000 et ≤ 50 000	168	8
> 50 000 et ≤ 60 000	204	9
> 60 000 et ≤ 70 000	234	10
> 70 000 et ≤ 80 000	264	11
> 80 000 et ≤ 90 000	294	12
> 90 000 et ≤ 100 000	324	13
> 100 000 et ≤ 120 000	360	14

ii) pour réduire la fréquence d'échantillonnage minimale de paramètres, conformément au point 3 de la partie B, les résultats obtenus à partir d'échantillons collectés à intervalles réguliers sur une période d'au moins trois ans en des points d'échantillonnage représentatifs de toute la zone de distribution sont tous inférieurs à soixante pour cent de la valeur paramétrique considérée ;

iii) pour retirer une ou des familles de paramètres de la liste des paramètres à contrôler, conformément au point 2 de la partie B, les résultats obtenus à partir d'échantillons collectés à intervalles réguliers sur une période d'au moins trois ans en des points d'échantillonnage représentatifs de toute la zone de distribution sont tous inférieurs à trente pour cent de la valeur paramétrique considérée ;

iv) le retrait d'une ou de familles de paramètres particuliers établis au point 2 de la partie B de la liste des paramètres à contrôler se fonde sur les résultats de l'évaluation des risques, étayés par les résultats de la surveillance des ressources d'eau destinée à la consommation humaine et confirmant que la santé humaine est protégée des effets néfastes de toute contamination de l'eau destinée à la consommation humaine, conformément aux articles D.180, §1^{er} et D.183, §1^{er} ;

v) la fréquence d'échantillonnage n'est réduite ou une ou des familles de paramètres retirés de la liste des paramètres à contrôler comme indiqué aux points ii) et iii) que si l'évaluation des risques confirme qu'il est improbable qu'un facteur pouvant être raisonnablement anticipé entraîne la détérioration de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Lorsque des résultats de surveillance attestant du respect des conditions établies au point 2 b)

ii) à v) sont déjà disponibles le 12 janvier 2021, ces résultats peuvent être utilisés dès cette date pour ajuster la surveillance à la suite de l'évaluation des risques liés au système d'approvisionnement. Lorsque que des adaptations de la surveillance ont déjà été mises en œuvre à la suite de l'évaluation des risques liés au système d'approvisionnement menées conformément, entre autres, à l'annexe II, partie C, de la directive 98/83/CE, le Ministre peut confirmer leur validité sans exiger qu'il soit procédé, conformément aux points 2 b), ii) et iii) à une surveillance sur une nouvelle période d'au moins trois ans en des points d'échantillonnage représentatifs de toute la zone de distribution.

En dérogation au point 2 b) iii), la période probatoire minimale de trois ans est réduite à un an pour le paramètre « perchlorate » et, dans les zones de distribution alimentées à partir de ressources en eau d'origine exclusivement souterraine, pour le paramètre « acides haloacétiques ».

3. La demande de réduction de fréquence visée au point 2 concerne une ou des familles de paramètres regroupées comme suit :

Paramètres du groupe A, mesurés à haute fréquence

F1. Paramètres microbiologiques : E coli, Entérocoques intestinaux, bactéries coliformes, Teneur en colonies à 22 °C ;

F2. Paramètres organoleptiques : couleur, odeur, saveur ;

F3. Paramètres opérationnels : turbidité, pH, conductivité, chlore libre résiduel, température ;

F4. Paramètres de la balance azotée : nitrates, nitrites, ammonium.

Paramètres du groupe B, mesurés à basse fréquence

F5. Pesticides

F6. Hydrocarbures aromatiques polycycliques, en abrégé HAP ;

F7. Trihalométhanes, en abrégé THM ;

F8. Solvants chlorés et autres hydrocarbures

F9. Métaux 1, constitutifs des équipements : Cu, Cr, Cd, Ni, Pb, Sb, Zn ;

- F10. Métaux 2 : As, Hg, Se ;
- F11. Métaux opérationnels : Al, Fe, Mn ;
- F12. Dureté totale et cations, Na, K, Ca, Mg ;
- F13. Bore et phosphore ;
- F14. Bromates ;
- F15. Cyanures ;
- F16. Anions : les anions inorganiques à l'exception du bromate et du cyanure ;
- F17. Matières organiques : oxydabilité ou carbone organique total, en abrégé COT ;
- F18. Paramètres microbiologiques complémentaires : clostridium perfringens, y compris les spores ;
- F19. Substances alkylées per- et polyfluorées, en abrégé PFAS ;
- F20. Bisphénol A ;
- F21. Chlorites et chlorates ;
- F22. Acides haloacétiques, en abrégé AHAA5 ;
- F23. Perchlorates.

PARTIE D. Méthodes d'échantillonnage et points d'échantillonnage

1. Les points d'échantillonnage sont déterminés de manière à assurer la conformité aux points de conformité définis à l'article D.184, §1^{er}. Dans le cas d'un réseau de distribution, un fournisseur peut prélever des échantillons dans la zone de distribution ou dans des installations de traitement pour contrôler des paramètres particuliers, s'il peut être démontré qu'il n'y a pas de changement défavorable dans la valeur mesurée des paramètres concernés. Dans la mesure du possible, le nombre d'échantillons est réparti de manière égale dans le temps et l'espace.

2. L'échantillonnage au point de conformité satisfait aux exigences suivantes :

(a) les échantillons de conformité de certains paramètres chimiques, en particulier le cuivre, le plomb et le nickel, sont prélevés au robinet du consommateur sans faire couler l'eau au préalable. Un échantillon d'un volume d'un litre est prélevé de manière aléatoire durant la journée. Une autre possibilité consiste pour le fournisseur à recourir à des méthodes d'échantillonnage impliquant une durée de stagnation spécifique, telles que précisées par le Ministre, à condition que ces méthodes n'aboutissent pas, au niveau de la zone de distribution, à un nombre de cas de non-conformité inférieur au nombre obtenu par la méthode de prélèvement aléatoire en journée ;

(b) les échantillons concernant les paramètres microbiologiques au point de conformité sont prélevés et manipulés conformément à la norme NBN EN ISO 19458, méthode d'échantillonnage B.

3. Les échantillons aux fins de la surveillance des bactéries Legionella dans des installations privées de distribution doivent être prélevés à des points où ces bactéries Legionella risquent de proliférer, à des points d'échantillonnage représentatifs de l'exposition systémique à des bactéries Legionella ou à ces deux types de points. L'organisme compétent visé à l'article D.193bis, §1^{er}, élabore des lignes directrices pour les méthodes d'échantillonnage visant la surveillance des bactéries Legionella.

4. A l'exception des prélèvements effectués sur les robinets des consommateurs, le prélèvement d'échantillons sur le réseau de distribution est conforme à la norme ISO 5667-5. En ce qui concerne les paramètres microbiologiques, les échantillons sont prélevés et manipulés conformément à la norme NBN EN ISO 19458, méthode d'échantillonnage A.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er juin 2023 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Namur, le 1er juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement,
de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 4 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2023 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine

Annexe XXXIV du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

SPECIFICATIONS POUR L'ANALYSE DES PARAMETRES

Conformément à l'article D.188, §3, les fournisseurs et la Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement prennent les mesures nécessaires afin que les méthodes d'analyse utilisées aux fins du contrôle et de la démonstration de la conformité de l'eau destinée à la consommation humaine, à l'exception de la turbidité, de l'amiante et des paramètres organoleptiques de la famille F2 définie à l'annexe XXXIII, soient validées et étayées conformément à la norme EN ISO 17025 ou à toute autre norme équivalente reconnue à l'échelle internationale.

Les fournisseurs et la Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, vérifient que les laboratoires ou les parties engagées par les laboratoires appliquent des systèmes de gestion de la qualité conformes à la norme EN ISO/IEC 17025 ou à toute autre norme équivalente reconnue à l'échelle internationale.

Afin d'évaluer l'équivalence entre les autres méthodes et celles prévues dans la présente annexe, ils peuvent utiliser la norme EN ISO 17994, déjà établie en tant que norme pour évaluer l'équivalence des méthodes microbiologiques, la norme EN ISO 16140 ou tout autre protocole analogue reconnu à l'échelle internationale, afin d'établir l'équivalence des méthodes fondées sur des principes autres que la mise en culture, qui sortent du champ d'application de la norme EN ISO 17994.

En l'absence d'une méthode d'analyse qui remplit les critères minimaux de performance établis dans la partie B, les fournisseurs et la Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement veillent à ce que la surveillance soit réalisée à l'aide des meilleures techniques disponibles n'entraînant pas de coûts excessifs.

Partie A

Paramètres microbiologiques pour lesquels des méthodes d'analyse sont spécifiées

Les méthodes d'analyse utilisées pour les paramètres microbiologiques sont les suivantes :

- a) *Escherichia coli*, en abrégé *E. coli* et bactéries coliformes, EN ISO 9308-1 ou EN ISO 9308-2 ;
- b) Entérocoques intestinaux, EN ISO 7899-2 ;
- c) comptage des colonies ou numération des bactéries hétérotrophes à 22 °C, EN ISO 6222 ;
- d) *Clostridium perfringens*, y compris les spores, EN ISO 14189 ;
- e) *Legionella*, EN ISO 11731, pour le respect de la valeur indiquée à l'annexe XXXI, partie D ; pour la surveillance de la vérification fondée sur les risques et pour compléter les méthodes par culture, il est en outre possible de recourir à des méthodes telles que ISO/TS 12869, des méthodes par culture rapide, des méthodes non fondées sur la culture et des méthodes moléculaires, en particulier la Q-PCR.
- f) Coliphages somatiques. Pour la surveillance opérationnelle des coliphages somatiques, on peut recourir à l'annexe XXXIII, partie A, EN ISO 10705-2, et EN ISO 10705-3.

Partie B

Paramètres chimiques et indicateurs pour lesquels des caractéristiques de performance sont spécifiées

1. Paramètres chimiques et indicateurs

En ce qui concerne les paramètres établis au tableau 1 de la présente annexe, la méthode d'analyse utilisée permet, au minimum, de mesurer des concentrations égales à la valeur paramétrique, avec une limite de quantification, conformément à l'article R.42sexies, 4°, de trente pour cent ou moins de la valeur paramétrique pertinente et avec l'incertitude de mesure indiquée dans le tableau 1 de la présente annexe. Le résultat est exprimé avec, au minimum, le même nombre de chiffres significatifs que la valeur paramétrique visée à l'annexe XXXI, parties B et C.

Pour les paramètres du tableau ci-dessous qui sont également repris à l'annexe XI, pour la surveillance des eaux souterraines et de surface potabilisables, la limite maximale de quantification dans l'eau destinée à la consommation humaine ne dépasse pas en outre celle qui est indiquée à l'annexe XI.

L'incertitude de mesure visée au tableau 1 n'est pas utilisée en tant que tolérance supplémentaire pour les valeurs paramétriques établies à l'annexe XXXI.

Tableau 1. Caractéristique de performance minimale « incertitude de mesure »

Paramètres Incertitude de mesure
(voir note 1)

Paramètres	Incetitude de mesure	Notes
pourcentage de la valeur paramétrique ,excepté pour le pH		
Aluminium	25	
Ammonium	40	
Acrylamide	30	Voir note 11
Antimoine	40	
Arsenic	30	
Benzo(a)pyrène	50	Voir note 2
Benzène	40	
Bisphénol A	50	
Bore	25	
Bromates	40	
Cadmium	25	
Chlorures	15	
Chlorates	40	
Chlorites	40	
Chrome	30	
Conductivité	20	
Cuivre	25	
Cyanure	30	Voir note 3
1,2-dichloroéthane	40	
Épichlorhydrine	30	Voir note 11
Fluorures	20	
Acides haloacétiques HAA5	50	
Concentration en ions hydrogène pH	0,2	Voir note 4
Fer	30	
	30	
Plomb	30	
	30	
Manganèse	30	
	30	

Mercure	30	
	30	
Microcystine-LR	30	
	30	
Nickel	25	
	25	
Nitrates	15	
	15	
Nitrites	20	
	20	
Oxydabilité	50	Voir note 5
	50	Voir note 5
Perchlorates	40	
Pesticides	30	Voir note 6
	30	Voir note 6
PFAS	50	
	50	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques		40
	Voir note 7	40
	Voir note 7	
Sélénium	40	
	40	
Sodium	15	
	15	
Sulfates	15	
	15	
Tétrachloroéthylène	40	Voir note 8
	40	Voir note 8
Trichloroéthylène	40	Voir note 8
	40	Voir note 8
Total trihalométhanes	40	Voir note 7
	40	Voir note 7
Carbone organique total, en abrégé COT		30
	Voir note 9	30
	Voir note 9	
Turbidité	30	Voir note 10
	30	Voir note 10
Uranium	30	
	30	
Chlorure de vinyle	50	Voir note 11
	50	
Zinc	25	Voir note 12

2. Notes concernant le tableau 1

Note 1 L'incertitude de mesure est la valeur absolue du paramètre caractérisant la dispersion des valeurs quantitatives attribuées à un mesurande, sur la base des informations utilisées. Le critère de performance de l'incertitude de mesure, où $k = 2$, est le pourcentage

de la valeur paramétrique indiquée dans le tableau ou une valeur plus stricte. L'incertitude de mesure est estimée au niveau de la valeur paramétrique, sauf indication contraire.

Note 2 Si la valeur de l'incertitude de mesure n'atteint pas atteinte, la meilleure technique disponible devrait être retenue, jusqu'à soixante pour cent.

Note 3 La méthode détermine la teneur totale en cyanure sous toutes ses formes.

Note 4 L'incertitude de mesure est exprimée en unités de pH.

Note 5 Méthode de référence : EN ISO 8467.

Note 6 Les caractéristiques de performance concernant les différents pesticides sont fournies à titre indicatif. En ce qui concerne l'incertitude de mesure, des valeurs aussi basses que trente pour cent peuvent être atteintes pour plusieurs pesticides, alors que des valeurs plus élevées allant jusqu'à quatre-vingts pour cent peuvent cependant être autorisées pour un certain nombre de pesticides, la déisopropylatrazine : cinquante pour cent.

Note 7 Les caractéristiques de performance s'appliquent à chacune des substances précisées à hauteur de vingt-cinq pour cent de la valeur paramétrique figurant à l'annexe XXXI, partie B.

Note 8 Les caractéristiques de performance s'appliquent à chacune des substances précisées à hauteur de cinquante pour cent de la valeur paramétrique figurant à l'annexe XXXI, partie B.

Note 9 L'incertitude de la mesure devrait être estimée au niveau de 3 mg/l du carbone organique total, en abrégé COT. La norme EN 1484 - Lignes directrices pour le dosage du carbone organique total, en abrégé TOC et carbone organique dissous, en abrégé COD, est utilisée pour la spécification de l'incertitude de la méthode d'essai.

Note 10 L'incertitude de la mesure devrait être estimée au niveau de 1,0 UNT, en abrégé unités néphélométriques de la turbidité, conformément à la norme EN ISO 7027 ou à une autre méthode standard équivalente.

Note 11 Les paramètres acrylamide, l'épichlorohydrine et chlorure de vinyle sont contrôlés dans les zones de distribution d'eau concernées en fonction des critères de qualité spécifiés pour un produit utilisé dans la chaîne de distribution.

Note 12 Dans les eaux brutes potabilisables et dans les installations de traitement l'incertitude de la mesure respecte en outre le prescrit de l'article R.43bis-4, § 4.

3. Somme des PFAS

Les substances qui suivent sont analysées sur la base des lignes directrices techniques élaborées par la Commission européenne et adoptées par le Gouvernement :

1. Acide perfluorobutanoïque, en abrégé PFBA ;
2. Acide perfluoropentanoïque, en abrégé PFPeA ;
3. Acide perfluorohexanoïque, en abrégé PFHxA ;
4. Acide perfluoroheptanoïque, en abrégé PFHpA ;
5. Acide perfluorooctanoïque, en abrégé PFOA ;
6. Acide perfluorononanoïque, en abrégé PFNA ;
7. Acide perfluorodécanoïque, en abrégé PFDA ;
8. Acide perfluoroundécanoïque, en abrégé PFnDA ;
9. Acide perfluorododécanoïque, en abrégé PFDODA ;
10. Acide perfluorotridécanoïque, en abrégé PFTrDA ;
11. Acide perfluorobutanesulfonique, en abrégé PFBS ;
12. Acide perfluoropentanesulfonique, en abrégé PFPeS ;
13. Acide perfluorohexane sulfonique, en abrégé PFHxS ;
14. Acide perfluoroheptane sulfonique, en abrégé PFHpS ;
15. Acide perfluorooctane sulfonique, en abrégé PFOS ;

16. Acide perfluorononane sulfonique, en abrégé PFNS ;
17. Acide perfluorodécane sulfonique, en abrégé PFDS ;
18. Acide perfluoroundécane sulfonique ;
19. Acide perfluorododécane sulfonique ;
20. Acide perfluorotridécane sulfonique.

Ces substances font l'objet d'une surveillance lorsque l'évaluation et la gestion des risques liés aux zones de captage effectuée conformément à l'article D.181, §1^{er},4^o du code, concluent que ces substances sont susceptibles d'être présentes dans un approvisionnement donné.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er juin 2023 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Namur, le 1er juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement,
de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/44852]

1. JUNI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.6/1, D.19 § 1, D.177 bis, D.183 § 1, D.185, D.181 § 1, D.187, D.188, D.192 und D.193, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 20. April 2023;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem und nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 28;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region und der Wallonischen Kommission für Energie;

Aufgrund des am 9. Mai 2022 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. März 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 30. März 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Berichts vom 22. März 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 13. Oktober 2022 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Aufgrund der am 18. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

Aufgrund der am 28. Juli 2022 und am 10. März 2023 abgegebenen Stellungnahmen von AQUAWAL;

Aufgrund des am 21. April 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass sich in der Wallonie eine Praxis der Bereitstellung von Wasser für den menschlichen Gebrauch aus kollektiven Regenwassertanks entwickelt, dass diese Praxis neue Risiken für die menschliche Gesundheit mit sich bringt und auf die gleiche Weise kontrolliert werden muss wie die Bereitstellung von Wasser für den menschlichen Gebrauch aus privaten Wasserentnahmestellen;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Kapitel 1 - Gegenstand

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2020/2184 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2020 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch teilweise umgesetzt.

Kapitel 2 - Abänderungen des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Art. 2 - In Artikel R. 230 § 1 des verordnungsrechtlichen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird in den Ziffern 2 und 3 die Wortfolge "31. März" jeweils durch die Wortfolge "31. Januar" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 233 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° Es wird eine Ziffer 3bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"3bis "Zusammensetzung": die chemische Zusammensetzung eines metallenen Werkstoffs, eines Emails, eines keramischen oder eines anderen anorganischen Werkstoffs.";

2° Es wird eine Ziffer 12bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"12bis "Gefährdungsereignis": ein Ereignis, das zu Gefährdungen in Bezug auf das System zur Versorgung mit Wasser für den menschlichen Gebrauch führt oder bewirkt, dass Gefährdungen für dieses System nicht beseitigt werden.";

1° Es wird eine Ziffer 21ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"21ter "Gefahr": Für das Verständnis der Bestimmungen, die unter die Kapitel III und IV von Teil III Titel I des vorliegenden Gesetzbuches fallen, ist das Risiko eine Kombination der Wahrscheinlichkeit des Eintretens eines Gefährdungsereignisses und des Schadensausmaßes, sollten die Gefährdung und das Gefährdungsereignis im System zur Versorgung mit Wasser für den menschlichen Gebrauch auftreten.";

4° Es wird eine Ziffer 22bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"22bis "Ausgangsstoff": ein Stoff, der zur Herstellung von organischen Materialien oder von Zusatzmitteln für zementgebundene Werkstoffe absichtlich zugesetzt wurde.";

5° Es wird eine Ziffer 28bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"28bis "Einzugsgebiet": hydrogeologisches Einzugsgebiet oder Becken einer punktuellen Entnahme von Grund- oder Oberflächenwasser."

Art. 4 - In Teil III Titel I desselben Gesetzbuches wird ein neues Kapitel 2bis, das die Artikel R. 251bis/1 bis R.251bis/8 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel 2bis - Risikobewertung und Risikomanagement der Einzugsgebiete und des Versorgungssystems

Abschnitt 1 - Risikobewertung und Risikomanagement der Einzugsgebiete des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers

R. 251bis/1 - Der vorliegende Abschnitt gilt nicht für Wasser für den menschlichen Gebrauch, das von dem in Artikel D.182 genannten Anwendungsbereich ausgenommen ist.

R. 251bis/2 - § 1. Die Risikobewertung und Risikomanagement der Einzugsgebiete des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers umfasst Folgendes:

1° eine Charakterisierung der Einzugsgebiete einschließlich

a) eine Angabe und Kartierung der Einzugsgebiete;

eine Kartierung der Präventivzonen und der Überwachungszonen für Trinkwassereinzugsgebiete;

b) außer wenn der Zugang zu diesen Daten gemäß dem Dekret vom 22. Dezember 2010 über die wallonische Geodateninfrastruktur eingeschränkt ist, die Georeferenzierung aller Entnahmestellen in den Einzugsgebieten;

c) eine Beschreibung der Flächennutzungs-, Abfluss- und Anreicherungsprozesse in den Einzugsgebieten;

2° die Identifizierung der Gefährdungen und Gefährdungereignisse in den Einzugsgebieten sowie Bewertung deren möglicher Risiken für die Qualität des Wassers für den menschlichen Gebrauch; bei dieser Bewertung werden mögliche Risiken bewertet, die eine Verschlechterung der Wasserqualität in einem Ausmaß bewirken könnten, das ein Risiko für die menschliche Gesundheit darstellen könnte;

3° eine geeignete Überwachung des Oberflächenwassers oder Grundwassers oder von beidem in den Einzugsgebieten oder des Rohwassers auf relevante Parameter, Stoffe oder Schadstoffe, die auszuwählen sind aus:

a) den Parametern in Anhang XXXI Teile A und B oder gemäß den Artikel D. 183 § 1 festgelegten Parametern;

b) den Grundwasserschadstoffen in Artikel R. 43ter-4 und in Anhang XIV Teil A sowie Schadstoffe und Verschmutzungsindikatoren, für die gemäß Anhang XIV Teil B Schwellenwerte festgesetzt werden;

c) den prioritären Stoffen und bestimmten anderen Schadstoffen in Anhang I und Xbis;

d) den einzugsgebietspezifischen Schadstoffen, die im Rahmen der Überwachung des Zustands der Gewässer festgelegt wurden;

e) anderen für Wasser für den menschlichen Gebrauch relevanten Schadstoffen, die unter Berücksichtigung der gemäß Ziffer 2 gesammelten Informationen festgelegt wurden;

f) natürlich vorkommenden Stoffen, die durch die Verwendung von Wasser für den menschlichen Gebrauch eine mögliche Gefahr für die menschliche Gesundheit darstellen können;

g) Stoffen oder Verbindungen auf der gemäß Artikel D. 188 § 5 erstellten Beobachtungsliste.

Die Risikobewertung wird von der Verwaltung durchgeführt. Im Sinne des vorliegenden Artikels ist unter Verwaltung die Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu verstehen.

Für die Charakterisierung der Einzugsgebiete gemäß Absatz 1 Ziffer 1 kann die Verwaltung die nach den Artikeln D. 17 und D. 168 gesammelten Informationen verwenden.

Für die Zwecke der Identifizierung der Gefährdungen und Gefährdungereignisse gemäß Absatz 1 Ziffer 2 kann die Verwaltung die Überprüfung der Umweltauswirkungen menschlicher Tätigkeiten gemäß Artikel D.17 und die gemäß den Artikeln D.17 bis D.17.2 gesammelten Informationen über signifikante Belastungen heranziehen.

Die Verwaltung wählt aus den in Absatz 1 Ziffer 3 Buchstaben a) bis c) genannten Punkten die Parameter, Stoffe oder Schadstoffe aus, die sie aufgrund der gemäß Absatz 1 Ziffer 2 ermittelten Gefährdungen oder Gefährdungereignisse oder der von den Wasserversorgern gemäß Artikel D.185 Absatz 2 bereitgestellten Informationen für überwachungsrelevant halten.

Die Verwaltung kann für die Zwecke der geeigneten Überwachung gemäß Unterabsatz 1 Ziffer 3, einschließlich des Nachweises neuer Stoffe, die durch die Verwendung von Wasser für den menschlichen Gebrauch schädlich für die menschliche Gesundheit sind, auf die Überwachungsmaßnahmen zurückgreifen, die gemäß den Artikeln D.19 und D.168 oder anderen Rechtsvorschriften der Europäischen Union durchgeführt werden und die für die Einzugsgebiete relevant sind.

§ 2. Wasserversorger, die in den Einzugsgebieten oder in Rohwasser Überwachungsmaßnahmen durchführen, müssen der Verwaltung Daten bezüglich der überwachten Parameter, Stoffe oder Schadstoffe übermitteln und sie über eine ungewöhnliche Anzahl oder Konzentration dieser Parameter, Stoffe oder Schadstoffe informieren.

R. 251bis/3 - Auf der Grundlage der Ergebnisse der gemäß Artikel R.251bis/2 durchgeführten Risikobewertung bestimmt der Minister wie folgt und beschließt je nach Fall, die folgenden Risikomanagementmaßnahmen zur Verhinderung oder Beherrschung der erkannten Risiken, beginnend mit den Präventivmaßnahmen:

Zu diesem Zweck trifft der Minister folgende Maßnahmen:

1° Festlegung und Durchführung von Präventiv- und Minderungsmaßnahmen in den Einzugsgebieten, zusätzlich zu den gemäß Artikel D.23 § 3 Ziffer 5 vorgesehenen oder getroffenen Maßnahmen, soweit das zur Sicherung der Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch erforderlich ist;

2° Sicherstellung einer geeigneten Überwachung des Oberflächenwassers oder Grundwassers oder von beidem in den Einzugsgebieten oder des Rohwassers auf Parameter, Stoffe oder Schadstoffe, die ein Risiko für die menschliche Gesundheit durch den Konsum von Wasser darstellen oder zu einer nicht hinnehmbaren Verschlechterung der Qualität des Wassers für den menschlichen Gebrauch führen könnten und bei der Überwachung gemäß den Artikeln D.19 und D.168 nicht berücksichtigt wurden;

3° Bewertung der Notwendigkeit, Präventivzonen und der Überwachungszonen für Grund- und Oberflächenwasser gemäß Artikel D.168 § 3 oder andere einschlägige Gebiete festzulegen oder anzupassen.

Für die Anwendung von Absatz 2 Ziffer 1 werden diese Präventivmaßnahmen in die in Artikel D.23 erwähnten Maßnahmenprogramme aufgenommen und gegebenenfalls stellt der Minister sicher, dass die Verursacher in Zusammenarbeit mit den Wasserversorgern und sonstigen relevanten Interessenträgern diese Präventivmaßnahmen nach Maßgabe von Buch II des Umweltgesetzbuches und des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung ergreifen.

Die Überwachung gemäß Absatz 2 Ziffer 2 wird in die Überwachungsprogramme gemäß Artikel D.19 aufgenommen.

Der Minister stellt sicher, dass die Wirksamkeit von in dem vorliegenden Artikel genannten Maßnahmen in angemessenen Zeitabständen überprüft wird.

Abchnitt 2 - Risikobewertung und Risikomanagement des Versorgungssystems

R. 251bis/4 - Der vorliegende Abschnitt gilt nicht für Wasser für den menschlichen Gebrauch, das von dem in Artikel D.182 genannten Anwendungsbereich ausgenommen ist.

R. 251bis/5 - Die Risikobewertung des Versorgungssystems umfasst die folgenden Merkmale:

1° es wird den Ergebnissen der Risikobewertung und des Risikomanagements der Einzugsgebiete gemäß Artikel D.19 Rechnung getragen;

2° das Versorgungssystem wird von der Entnahmestelle über die Aufbereitung, Speicherung und Verteilung des Wassers bis zur Übergabestelle beschrieben; und

3° die Gefährdungen und Gefährdungseignisse im Versorgungssystem werden identifiziert und die Risiken werden bewertet, die diese Gefahren und Ereignisse durch die Verwendung von Wasser für den menschlichen Gebrauch für die menschliche Gesundheit darstellen könnten, unter Berücksichtigung der Risiken, die sich aus dem Klimawandel, Wasserverlust und dem Zustand und der Art der Rohrleitungen ergeben.

R. 251bis/6 - Auf der Grundlage der Ergebnisse der nach Artikel R.251bis/5 durchgeführten Risikobewertung stellt der Minister sicher, dass die folgenden Risikomanagementmaßnahmen getroffen werden:

1° Festlegung und Durchführung von Maßnahmen zur Risikobeherrschung, um die im Versorgungssystem erkannten Risiken, die die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch gefährden könnten, zu verhindern und zu mindern;

2° Festlegung und Durchführung von Maßnahmen zur Risikobeherrschung im Versorgungssystem, zusätzlich zu den gemäß Artikel R.251bis/3 oder gemäß D.23 § 3 vorgesehenen oder getroffenen Maßnahmen zur Minderung von Risiken aus den Einzugsgebieten, die die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch gefährden könnten;

3° Durchführung eines versorgungsspezifischen Programms zur betrieblichen Überwachung gemäß Artikel D.188;

4° Sicherstellung, dass in den Fällen, in denen die Aufbereitung oder Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch eine Desinfektion einschließt, die Effizienz des angewendeten Desinfektionsverfahrens überprüft wird und jegliche Kontamination durch Desinfektionsnebenprodukte möglichst gering gehalten wird, ohne das Desinfektionsverfahren zu beeinträchtigen, dass jegliche Kontamination durch Chemikalien zur Aufbereitung möglichst gering gehalten wird und dass die Einhaltung der allgemeinen Verpflichtungen nach Artikel D.181 § 2 und D.183 § 1 durch im Wasser verbleibende Stoffe nicht gefährdet wird;

5° Überprüfung, ob in dem Versorgungssystem eingesetzte, mit Wasser für den menschlichen Gebrauch in Berührung kommende Materialien und Werkstoffe, Chemikalien zur Aufbereitung und Filtermedien den Artikeln D.181 § 1 Absatz 1 Ziffern 7 und 8 und D.187 genügen.

R. 251bis/7 - Die Risikobewertung des Versorgungssystems bezieht sich auf die in Anhang XXXI Teile A, B und C genannten Parameter, auf gemäß Artikel D.183 § 1 Absatz 4 festgelegte Parameter sowie auf Stoffe oder Verbindungen auf der Beobachtungsliste gemäß Artikel D.183 § 5.

R. 251bis/8 - Diese Risikobewertung wird der Verwaltung vom Wasserversorger zur Bekräftigung seines Überwachungsprogramms vorgelegt und zur Genehmigung unterbreitet. Im Sinne des vorliegenden Artikels ist unter Verwaltung die Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu verstehen.

Zu diesem Zweck erstellt der Wasserversorger gemäß den vom Minister festgelegten Kriterien und Bedingungen den Entwurf eines Managementplans für die sanitäre Sicherheit des Wassers pro Versorgungsgebiet und übermittelt diesen gleichzeitig mit dem jährlichen Überwachungsprogramm der Verwaltung. Unter der Bedingung, dass die Qualitätsziele des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers und die Gesundheit der Verbraucher nicht gefährdet werden, kann er unter den vom Minister festgelegten Bedingungen einen Entwurf für einen Managementplans für die sanitäre Sicherheit des Wassers in einer Reihe von Versorgungsgebieten erstellen, die funktionelle und hydraulische Verbindungen untereinander haben oder aufgrund einer geographischen Nähe und funktioneller Ähnlichkeiten zusammengefügt wurden.

Der Managementplan für die sanitäre Sicherheit des Wassers umfasst die Bewertung und das Management der Risiken und enthält gegebenenfalls die Häufigkeitsverringerungen oder die Aufschübe der Überwachungen, die für eine oder mehrere Versorgungsgebiete beantragt wurden.

Der Minister genehmigt den Managementplan für die sanitäre Sicherheit des Wassers.

Der Managementplan für die sanitäre Sicherheit des Wassers wird auf Initiative des Wasserversorgers oder auf Anforderung der Verwaltung aktualisiert. Der Wasserversorger vergewissert sich der unveränderten Gültigkeit seines Plans und überprüft ihn mindestens unter folgenden Umständen:

1° in Abhängigkeit von relevanten Veränderungen, zum Beispiel:

a) im System der Trinkwasserversorgung;

b) in den verordnungsrechtlichen Anforderungen, einschließlich der allgemeinen Grundsätze der Risikobewertung;

c) bei technischen Spezifikationen und Verfahren;

d) im Umfeld, in dem er tätig ist;

2° in Abhängigkeit von Vorfällen oder Dringlichkeitsfällen;

3° nach jedem bedeutenden gefährlichen Ereignis.“

Art. 5 - Artikel R.252 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

“R. 252 - Dieses Kapitel legt die qualitativen Regeln und die Regeln für die Kontrolle oder Überwachung der Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers fest.“

Art. 6 - Artikel R.253 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

“R. 253 - Die auf das für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wasser anwendbaren mikrobiologischen und chemischen Parameterwerte befinden sich in der Anlage XXXI, Teile A und B des vorliegenden Erlasses.

Die Indikatorparameter befinden sich in der Anlage XXXI, Teil C.

Die für die Risikobewertung von Hausinstallationen relevante Parameter befinden sich in der Anlage XXXI, Teil D.”.

Art. 7 - Artikel R.255 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. Im Hinblick auf die Anwendung des Artikels D.188 muss der Wasserversorger jährlich ein geeignetes Überwachungsprogramm erstellen, das es ermöglicht, regelmäßig zu prüfen, dass das für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser den Anforderungen der Artikel 180 bis 193*bis*, 401 und 402 des dekretalen Teils genügt; das erste an diese Artikel angepasste Überwachungsprogramm bezieht sich auf das Jahr 2024.”;

2° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 3. Diese Überwachungsprogramme müssen versorgungsspezifisch sein, den Ergebnissen der Risikobewertung der Einzugsgebiete von Entnahmestellen und der Versorgungssysteme Rechnung tragen und Folgendes umfassen:

1° die Überwachung der in Anhang XXXI Teile A, B und C aufgeführten Parameter sowie der gemäß Anhang XXXI Teile A und B und — soweit eine Risikobewertung des Versorgungssystems vorgenommen wird — gemäß Artikel D.181 § 1 Ziffer 5 und Anhang XXXIII Teil C festgesetzten Parameter, es sei denn, der Minister beschließt, dass einer dieser Parameter gemäß Artikel R.256 § 1 von der Liste der zu überwachenden Parameter gestrichen werden kann; für Pestizide und deren Metaboliten werden mindestens die in Anhang XI aufgeführten Parameter kontrolliert; diese Liste wird auf Vorschlag des Ministers höchstens alle fünf Jahre angepasst;

2° die Überwachung der in Anhang XXXI Teil D festgesetzten Parameter, mit Ausnahme von Legionella-Bakterien, für die Zwecke der Risikobewertung von Hausinstallationen gemäß Artikel D.181 § 1 Ziffer 6;

3° die Kontrolle der in Anhang XXXI Teil E aufgeführten Parameter, die die Beobachtungsliste gemäß Artikel D.188 § 5 bilden;

4° die Kontrolle für die Zwecke der Identifizierung von Gefährdungen und Gefährdungsereignissen - nach der Identifizierung der geeigneten Überwachung - des Oberflächenwassers oder Grundwassers oder von beidem in den Einzugsgebieten oder des Rohwassers auf ausgewählte relevante Parameter, Stoffe oder Schadstoffe;

5° die betriebliche Überwachung gemäß Anhang XXXIII Teil A Nummer 3.

Der Minister legt Anforderungen an die Überwachung bezüglich des potenziellen Vorkommens der in die Beobachtungsliste gemäß Ziffer 3 aufgenommenen Stoffe oder Verbindungen an relevanten Stellen der Versorgungskette des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers fest. Dazu kann er gemäß Artikel D.181 § 1 Absatz 2 auf die im Rahmen der Risikobewertung und des Risikomanagements für Entnahmestellen in den Einzugsgebieten erhobenen Informationen berücksichtigen. Darüber hinaus kann er die Überwachungsdaten verwenden, die für die Überwachung des Zustands der Gewässer gemäß den Artikeln R.43, R.43*bis* und R.43*bis*-3 erhoben wurden, sowie die Überwachungsdaten für prioritäre Stoffe und Schadstoffe, für die Qualitätsnormen festgelegt wurden.

Die Analyseverfahren sind in Anhang XXXIV festgelegt. Die Spezifikationen für die Analyse der Parameter entsprechen den in Artikel R. 259 festgelegten Grundsätzen.

Die Entnahme von Stichproben erfolgt gemäß Anhang XXXIII Teil D.”;

3° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 4. Der Minister kann die Prüfprogramme der Wasserversorger hinsichtlich der Parameter, der Probeentnahmen und der Analysen gemäß Paragraph 3 anpassen, um sie zu ergänzen. Diese Anpassung wird auf der Grundlage des Berichts über den Managementplan zur sanitären Sicherheit des Wassers durchgeführt.

Besteht Grund zu der Annahme, dass Stoffe und Mikroorganismen, für die keine Parameterwerte gemäß Artikel R.253 festgesetzt wurden, in einer Menge oder Anzahl vorhanden sind, die eine potentielle Gefährdung der menschlichen Gesundheit darstellt, so werden hierfür auf Einzelfallbasis zusätzliche Kontrollen durchgeführt.

Der Minister kann auch zusätzliche Kontrollen von Parametern vorschreiben, wie sie in der in § 1 erwähnten Beobachtungsliste aufgeführt sind. Die zusätzlichen Kosten für diese Kontrollen werden von einem Projekt im Rahmen eines Bezuschussungserlasses übernommen. In diesem Erlass legt der Minister die Häufigkeit und die Orte der Kontrollen sowie den Inhalt des Abschlussberichts des Projekts fest.”.

Art. 8 - Artikel R.256 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

“R.256 - Auf der Grundlage der gemäß Artikel R.251*bis*/5 durchgeführten Risikobewertung des Versorgungssystems kann der Minister die Überwachungshäufigkeit verringern oder einen der zu überwachenden Parameter aus der Liste streichen, sofern es sich nicht um einen Parameter gemäß Anhang XXXI Teil A handelt, wenn die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers dadurch nicht gefährdet wird:

1° basierend auf dem Vorkommen eines Parameters im Rohwasser gemäß der Risikobewertung der Einzugsgebiete im Sinne von Artikel R.251*bis*/2 § 1,

2° wenn ein Parameter allein aufgrund des Einsatzes eines bestimmten Aufbereitungs- oder Desinfektionsverfahrens auftreten kann und das betreffende Verfahren vom Wasserversorger nicht eingesetzt wird oder

3° basierend auf den Spezifikationen gemäß Anhang XXXIII Teil C.

Der Minister kann auch die Programme zur Überwachung der Wasserversorger hinsichtlich der in Artikel R.255 § 3 erwähnten Parameter und Probennahmehäufigkeiten in den folgenden Fällen verstärken:

1° im Anschluss an eine Risikobewertung gemäß Artikel R.251 *bis*/2 § 1;

2° basierend auf den Spezifikationen gemäß Anhang XXXIII Teil C;

3° auf der Grundlage der Ergebnisse von Analysen, die im Rahmen der Überwachung durchgeführt wurden;

4° auf der Grundlage aller relevanten neuen offiziellen wissenschaftlichen Informationen über die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers, die sich auf das Versorgungsgebiet auswirken können.”.

Art. 9 - In Artikel R. 259 desselben Gesetzbuchs, abgeändert durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2017, wird Paragraph 3 durch einen zweiten Absatz ergänzt, der wie folgt lautet:

“Die Verwaltung übermittelt der Kommission alle einschlägigen Informationen über diese Verfahren und deren Gleichwertigkeit, durch die nachgewiesen werden kann, dass die erzielten Ergebnisse mindestens genauso zuverlässig sind wie die nach den in Anhang XXXIV Teil A vorgegebenen Verfahren ermittelten Ergebnisse.”.

Art. 10 - In Artikel R.260, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2017, wird die Wortfolge “im Laufe des auf dessen Ablauf folgenden Trimesters” durch die Wortfolge “spätestens am 15. Februar des darauffolgenden Jahres” ersetzt.

Art. 11 - Artikel R.261, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge “der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser” durch die Wortfolge “der Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt” ersetzt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge “Der Minister kann” durch die Wortfolge “Vorbehaltlich des § 2 kann der Minister” ersetzt;

2° Paragraph 2 wird wie folgt abgeändert:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) die Wortfolge “Diese dritte Abweichung überschreitet drei Jahre nicht.” wird aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel R. 262 desselben Gesetzbuchs wird in Absatz 3 die Wortfolge “der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser” durch die Wortfolge “der Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt” ersetzt.

Art. 13 - In Artikel R. 264 desselben Gesetzbuchs wird in Paragraph 3 die Wortfolge “der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser” durch die Wortfolge “der Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt” ersetzt.

Art. 14 - In Artikel R. 265 desselben Gesetzbuchs wird in Absatz 3 die Wortfolge “der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser” durch die Wortfolge “der Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt” ersetzt.

Art. 15 - Artikel R. 268 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in den Paragraphen 1 und 2 wird die Wortfolge “in Artikel 184” durch die Wortfolge “in Artikel D. 183 § 1” ersetzt;

2° in Paragraph 4 wird die Wortfolge “die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser” durch die Wortfolge “die Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt” ersetzt.

Art. 16 - In Artikel R. 270 desselben Gesetzbuchs wird die Wortfolge “der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser” durch die Wortfolge “der Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt” ersetzt.

Art. 17 - In Teil III Titel I desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel IV-ter, das den Artikel R. 270bis-21 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Kapitel IV/ter - Informationen

R. 270bis-21 - § 1. Unbeschadet von Artikel D.193 § 4 des Gesetzbuchs werden die Informationen unter den folgenden Punkten für Verbraucher in geeigneter Form online zugänglich gemacht. Die Verbraucher können auf begründetes Ersuchen hin auch auf anderem Wege Zugang zu diesen Informationen erhalten:

1° Angaben zu dem jeweiligen Wasserversorger, dem belieferten Gebiet und der Anzahl der mit Wasser versorgten Personen sowie zu den Wassergewinnungsverfahren, einschließlich allgemeiner Informationen über die verwendeten Arten der Wasseraufbereitung und Desinfektion. Von dieser Anforderung kann gemäß Artikel 13 des Dekrets vom 22. Dezember 2010 über die wallonische Geodateninfrastruktur abgewichen werden;

2° die jüngsten Überwachungsergebnisse für die in Anhang XXXI Teile A, B und C aufgeführten Parameter, einschließlich Überwachungshäufigkeit zusammen mit dem gemäß Artikel D. 183 § 1 festgelegten Parameterwert. Die Überwachungsergebnisse dürfen nicht älter als ein Jahr sein, es sei denn, gemäß der festgelegten Überwachungshäufigkeit ist etwas anderes gestattet;

3° Angaben zu den folgenden nicht in Anhang XXXI Teil C aufgeführten Parametern und zugehörigen Werten:

a) Härte des Wassers;

b) Mineralien, in Wasser gelöste Anionen/Kationen;

4° Informationen über die mögliche Gefahr für die menschliche Gesundheit sowie die entsprechenden Gesundheits- und Verbrauchshinweise bzw. ein Hyperlink zu diesen Informationen, wenn die zuständigen Behörden oder sonstigen maßgeblichen Stellen nach einer Überschreitung der gemäß Artikel D.183 § 1 festgelegten Parameterwerte eine mögliche Gefahr für die menschliche Gesundheit festgestellt haben;

5° einschlägige Informationen über die Risikobewertung des Versorgungssystems;

6° Empfehlungen für die Verbraucher zur Verringerung des Wasserverbrauchs sowie, falls dies angezeigt ist, zum verantwortungsbewussten Umgang mit Wasser entsprechend den örtlichen Gegebenheiten und zur Vermeidung von Gesundheitsrisiken durch stagnierendes Wasser;

7° alle Informationen, die in Paragraph 2 festgelegt sind;

8° sofern die Informationen verfügbar sind und auf begründetes Ersuchen des Verbrauchers hin kann dieser Zugang zu allen historischen Daten (bis zu zehn Jahre zurückreichend) zu den unter den Ziffern 2 und 3 genannten Informationen erhalten.

§ 2. Die Wasserversorger, die mindestens 10 000 m³ Wasser pro Tag bereitstellen oder mindestens 50 000 Personen mit Wasser versorgen, stellen den Verbrauchern jährlich folgende Informationen zur Verfügung, sofern diese verfügbar sind:

1° die Gesamtleistung des Wassersystems in Bezug auf seine Effizienz und seine Wasserverlustkennzahlen;

2° die Eigentumsstruktur der Wasserversorgung durch den Wasserversorger;

3° Informationen über die Struktur des Entgelts pro Kubikmeter Wasser, einschließlich der fixen und variablen Kosten sowie der Kosten im Zusammenhang mit Maßnahmen für die Zwecke des Artikels D. 180 § 2, sofern die Wasserversorger solche Maßnahmen ergriffen haben;

4° eine Zusammenfassung und Statistiken hinsichtlich Verbraucherbeschwerden, die zu Angelegenheiten, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Abschnitts fallen, eingegangen sind.

Der Minister legt den Inhalt dieser Informationen fest.“

Art. 18 - Anhang IV desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Oktober 2015, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 von Titel II Punkt 1 Buchstabe e) wird die Wortfolge "31. März" durch die Wortfolge "31. Januar" ersetzt;

2° in Absatz 2 von Titel II Punkt 2 Buchstabe e) wird die Wortfolge "31. März" durch die Wortfolge "31. Januar" ersetzt;

Art. 19 - Anhang XI, zuletzt geändert durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° in der Tabelle wird die Wortfolge "Pestizide und ihre Metaboliten" durch die Wortfolge "Pestizide und deren relevante Metaboliten" ersetzt;

2° in derselben Tabelle werden unter der neuen Überschrift "Pestizide und deren relevante Metaboliten" die Zeilen gestrichen, die den ESO-Codes "4483", "4618", "4497", "4499" und "4620" der folgenden Parameter entsprechen: "2,6 Dichlorbenzamid", "Chloridazon desphenyl", "Chlorothalonil ESA", "Metazachlor ESA" und "Metolachlor ESA";

3° in derselben Tabelle wird die BG für den Stoff "Deisopropyl Atrazin" mit dem ESO-Code "4436" ersetzt durch 25;

4° in der gleichen Tabelle wird direkt nach den Zeilen unter der Überschrift "Pestizide und deren relevante Metaboliten" eine neue Überschrift mit folgenden Angaben eingefügt:

<u>Nicht relevante Metaboliten von Pestiziden:</u>					
	4483	2,6-Dichlorobenzamid	BAM	ng/l	25
	4618	Chloridazon desphenyl**	MET-B	ng/l	100
	4497	Chorothalonil ESA**	VIS-01	ng/l	50
	4499	Metazachlor ESA**	BH479-8	ng/l	50
	4620	Metolachlor ESA**	CGA354743	ng/l	50
	4610	Flufenacet ESA		ng/l	50

Art. 20 - Anhangs XXXI desselben Gesetzbuchs wird durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 1 ersetzt.

Art. 21 - Anhang XXXII desselben Gesetzbuchs, abgeändert durch die im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. Juni 2005 veröffentlichten Errata, wird durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 2 ersetzt.

Art. 22 - Anhang XXXIII desselben Gesetzbuchs, abgeändert durch den Erlass vom 30. November 2017, wird durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 3 ersetzt.

Art. 23 - Anhang XXXIV desselben Gesetzbuchs, abgeändert durch den Erlass vom 30. November 2017, wird durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 4 ersetzt.

Kapitel 3 - Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen

Art. 24 - Anhang I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in der Rubrik 42.0 wird nach der Wortfolge "Behandlung von Wasser, das für den menschlichen Gebrauch bestimmt ist" die Wortfolge ", mit Ausnahme der Aufbereitung von Wasser für den menschlichen Gebrauch, das aus einer individuellen Versorgungsanlage stammt, aus der im Durchschnitt weniger als 10 m³ pro Tag entnommen oder mit der weniger als 50 Personen versorgt werden, sofern die Wasserbereitstellung nicht im Rahmen einer gewerblichen oder einer öffentlichen Tätigkeit erfolgt" eingefügt;

2° es wird die Rubrik 42.02 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Nummer - Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Gefahr für den Boden	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
					ZH	ZHR	ZI
42.02 Behandlung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Regenwassers							
42.02.01 Anlage zur Aufbereitung von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Regenwasser aus einer Sammelzisterne	2			DESO			

Kapitel 4 - Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 25 - Artikel 2 Ziffer 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch Folgendes ersetzt:

"8° Wasser für den menschlichen Gebrauch: Wasser, sei es im ursprünglichen Zustand oder nach Aufbereitung, das zum Trinken, zum Kochen, zur Zubereitung von Speisen oder zu anderen häuslichen Zwecken bestimmt ist, und zwar ungeachtet seiner Herkunft und ungeachtet dessen, ob es aus einem Verteilungsnetz durch Rohrleitungen, ab einer privaten Wasserentnahmestelle, einer Sammelzisterne oder in Tankfahrzeugen bereitgestellt wird, sowie alles Wasser, das den Lebensmittelunternehmen aus einem Verteilungsnetz zugeliefert wird, bevor es in diesen Unternehmen gehandhabt oder behandelt wird;"

Art. 26 - In Artikel 28 desselben Erlasses wird "D.193" durch "D.193bis" ersetzt.

Art. 27 - In denselben Erlass wird ein Artikel 29bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. Art.29bis - Der Betreiber einer privaten Wasserentnahmestelle oder einer kollektiven Zisterne für Wasser für den menschlichen Gebrauch, die es ermöglicht, über Rohrleitungen Verbraucher zu versorgen, ohne dabei das öffentliche Wasserversorgungsnetz zu nutzen, und aus der im Durchschnitt weniger als 10 m³ pro Tag entnommen oder mit der weniger als 50 Personen versorgt werden, unterliegt im Rahmen einer gewerblichen, touristischen oder öffentlichen Tätigkeit den in Artikel D.182 § 4 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Verpflichtungen."

Kapitel 5 Schluss- und Übergangsbestimmungen

Art. 28 - Bis zum 12. Januar 2026 sind die Wasserversorger nicht verpflichtet, das für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser gemäß Artikel R.255 in Bezug auf die folgenden Parameter zu überwachen:

- 1° Bisphenol A;
- 2° Halogenessigsäuren;
- 3° Microcystin-LR;
- 4° die Gesamtmenge der Perfluorierten, kurz PFAS gesamt;

Art. 29 - Der vorliegende Erlass wird am 12. Januar 2023 wirksam.

In Abweichung von Absatz 1 werden die Artikel R.251bis/1 bis R.251bis/3 des Buches II des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch bildet, am 1. Januar 2023 wirksam.

In Abweichung von Absatz 1 werden die Artikel R.251bis/4 bis R.251bis/8 des Buches II des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch bildet, am 1. Januar 2027 wirksam.

In Abweichung von Absatz 1 genügt das für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser den in Anhang XXXI Teil B festgelegten Parameterwerten für Bisphenol A, Chlorat, Chlorit, Halogenessigsäuren, Microcystin-LR, PFAS gesamt, Summe der PFAS und Uran spätestens bis zum 12. Januar 2026.

In Abweichung von Absatz 1 genügt das für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser dem in Anhang XXXI Teil B festgelegten Parameterwert für Perchlorate spätestens bis zum 12. Januar 2028.

Art. 30 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Juni 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

Anhang 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2023 zur Änderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers

Anhang XXXI zum Buch II des Umweltgesetzes, welches das Wassergesetzbuch enthält Mindestanforderungen an die parametrischen Werte, die zur Beurteilung der Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers verwendet werden

Teil A Mikrobiologische Parameter

Darmenterokokken:

Parametrischer Wert	Einheit	Anmerkungen
0	Anzahl/100 ml	Bei Wasser, das in Flaschen oder Behältern abgefüllt ist, ist die Einheit die Zahl/250 ml

Escherichia coli, abgekürzt E.Coli

Parametrischer Wert	Einheit	Anmerkungen
0	Anzahl/100 ml	Bei Wasser, das in Flaschen oder Behältern abgefüllt ist, ist die Einheit die Zahl/250 ml

Teil B Chemische Parameter

Parameter	Parametrischer Wert	Einheit	Anmerkung
Acrylamid	0,10	µg/l	Der parametrische Wert bezieht sich auf die Restkonzentration von Monomeren in Wasser, die gemäß den Spezifikationen für die maximale Migration des entsprechenden Polymers in Kontakt mit Wasser berechnet wird.
Aluminium	200	µg/l	
Antimon	10	µg/l	
Arsen	10	µg/l	
Benzol	1	µg/l	
Benzo(a)pyren	0,010	µg/l	
Bisphenol A	2,5	µg/l	
Bor	1,5	mg/l	Ein parametrischer Wert von 2,4 mg/l wird angewandt, wenn entsalztes Wasser die Hauptwasserquelle des betreffenden Versorgungssystems ist oder in Regionen, in denen geologische Bedingungen zu hohen Grundwasserwerten führen können.
Bromate	10	µg/l	Wenn es möglich ist, ohne die Desinfektion zu gefährden, bemüht sich der Versorger um einen niedrigeren Wert.
Cadmium	5,0	µg/l	

Chlorat	0,25	mg/l	Ein parametrischer Wert von 0,7 mg/l wird angewandt, wenn eine Desinfektionsmethode, die Chlorat erzeugt, insbesondere Chlordioxid, zur Desinfektion des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers verwendet wird. Wenn möglich, ohne die Desinfektion zu beeinträchtigen, streben die Versorger einen niedrigeren Wert an. Dieser Parameter wird nur in den Fällen gemessen, in denen solche Desinfektionsmethoden verwendet werden.
Chlorit	0,25	mg/l	Ein parametrischer Wert von 0,7 mg/l wird angewandt, wenn eine Desinfektionsmethode, die Chlorit erzeugt, insbesondere Chlordioxid, zur Desinfektion des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers verwendet wird. Wenn möglich, ohne die Desinfektion zu beeinträchtigen, streben die Versorger einen niedrigeren Wert an. Dieser Parameter wird nur in den Fällen gemessen, in denen solche Desinfektionsmethoden verwendet werden.
Chrom	25	µg/l	Der parametrische Wert von 25 µg/l wird spätestens ab 12. Januar 2036 eingehalten. Der parametrische Wert für Chrom beträgt bis zu diesem Zeitpunkt 50 µg/l.
Konzentration von Wasserstoffionen	≥6,5 und ≤9,5	Einheiten pH	Das Wasser darf nicht aggressiv sein. Bei stillem Wasser, das in Flaschen oder Behältern abgefüllt wird, kann der Mindestwert auf 4,5 pH gesenkt werden. Bei in Flaschen oder Behältern abgefülltem Wasser, das von Natur aus reich an Kohlendioxid oder künstlich mit Kohlendioxid angereichert ist, kann der Mindestwert niedriger sein.
Kupfer	2	mg/l	Dieser Wert gilt für eine Probe des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers, die sowohl am Wasserhahn durch eine geeignete, vom Minister bestimmte Probenahmemethode entnommen wird, so dass sie für einen wöchentlichen Durchschnittswert, den die Verbraucher zu sich nehmen, repräsentativ ist, als auch am Wasserzähler durch eine geeignete, vom Minister bestimmte Probenahmemethode, so dass die Lieferung von Qualitätswasser am Eingang der privaten Hausinstallationen gewährleistet ist.
Cyanide	50	µg/l	
1,2-Dichloroethan	3,0	µg/l	
Härte	« / »	° F	Die Wasserhärte bei künstlicher Enthärtung beträgt nicht weniger als zehn französische Grad.

Epichlorydrin	0,10	µg/l	Der parametrische Wert bezieht sich auf die Restkonzentration von Monomeren in Wasser, die gemäß den Spezifikationen für die maximale Migration des entsprechenden Polymers in Kontakt mit Wasser berechnet wird.
Fluoride	1,5	mg/l	
Haloessigsäuren, abgekürzt HAA5	60	µg/l	Dieser Parameter wird nur gemessen, wenn Desinfektionsmethoden, die HAA5 erzeugen können, zur Desinfektion des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers verwendet werden. Er besteht aus der Summe der folgenden fünf repräsentativen Substanzen: Chloressigsäure, Dichloressigsäure, Trichloressigsäure, Bromessigsäure und Dibromessigsäure.
Blei	5	µg/l	<p>A. Der Wert wird spätestens am 12. Januar 2036 eingehalten. Der parametrische Wert für Blei beträgt bis zu diesem Zeitpunkt 10 µg/l.</p> <p>Nach der Übergangszeit wird der Wert von 5 µg/l zumindest an der Abgabestelle privater Versorgungsanlagen eingehalten.</p> <p>Dieser Wert gilt für eine Probe des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers, die sowohl am Wasserhahn durch eine geeignete, vom Minister bestimmte Probenahmemethode entnommen wird, sodass sie für einen wöchentlichen Durchschnittswert, den die Verbraucher zu sich nehmen, repräsentativ ist, als auch am Wasserzähler durch eine geeignete, vom Minister bestimmte Probenahmemethode, sodass die Lieferung von Qualitätswasser am Eingang der privaten Hausinstallationen gewährleistet ist.</p> <p>C. Der Versorger ergreift geeignete Maßnahmen, um Bleiverbindungen in dem ihm gehörenden Netz zu ersetzen, oder er ergreift geeignete Maßnahmen, um sicherzustellen, dass kein Kontakt zwischen einer Bleiverbindung und dem für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wasser möglich ist, wobei er den Fällen Vorrang einräumt, in denen die Bleikonzentrationen im für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wasser am höchsten sind.</p> <p>Gemäß Artikel R.256, §2 wird jeder verbleibende Bleianschluss zum ersten Mal im Jahr 2020 oder 2021 und danach jährlich oder alle fünf Jahre, wenn er ausgekleidet ist, durch den Versorger einer doppelten Kontrolle Zähler/Küche der Bleikonzentrationen im Wasser unterzogen, gemäß den vom Minister festgelegten Regeln.</p>

			Der Versorger informiert die Verbraucher mindestens einmal jährlich über die Gefahren, die private Bleiinstallationen in Innenräumen für die öffentliche Gesundheit darstellen können.
Quecksilber	1	µg/l	
Microcystin_LR	1	µg/l	Dieser Parameter wird nur bei potenziellen Ausblühungen in Oberflächenwasserressourcen gemessen, d. h. Wachstum der Zelldichte von Cyanobakterien oder Potenzial zur Bildung von Ausblühungen.
Nickel	20	µg/l	Dieser Wert gilt für eine Probe des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers, die sowohl am Wasserhahn durch eine geeignete, vom Minister bestimmte Probenahmemethode entnommen wird, sodass sie für einen wöchentlichen Durchschnittswert, den die Verbraucher zu sich nehmen, repräsentativ ist, als auch am Wasserzähler durch eine geeignete, vom Minister bestimmte Probenahmemethode, sodass die Lieferung von Qualitätswasser am Eingang der privaten Hausinstallationen gewährleistet ist.
Nitrate	50	mg/l	Der Versorger ergreift die erforderlichen Maßnahmen, damit die Bedingung, dass $[\text{Nitrate}]/50 + [\text{Nitrite}]/3 \leq 1$ {die in eckigen Klammern angegebene Konzentration in mg/l für Nitrate und für Nitrite} eingehalten wird und der Wert 0,10 mg/l für Nitrite im Wasser aus den Aufbereitungsanlagen nicht überschritten wird.
Nitrite	0,50	mg/l	Der Versorger ergreift die erforderlichen Maßnahmen, damit die Bedingung, dass $[\text{Nitrate}]/50 + [\text{Nitrite}]/3 \leq 1$ {die in eckigen Klammern angegebene Konzentration in mg/l für Nitrate und für Nitrite} eingehalten wird und der Wert 0,10 mg/l für Nitrite im Wasser aus den Aufbereitungsanlagen nicht überschritten wird.
Perchlorat	15	µg/l	
Pestizide	0,10	µg/l	Unter Pestiziden versteht man: <ul style="list-style-type: none"> - Organische Insektizide, - Organische Herbizide, - Organische Fungizide, - Organische Nematozide, - Organische Akarizide, - Organische Algizide, - Organische Rodentizide, - Organische Schimmelbekämpfungsmittel, - Verwandte Produkte wie Wachstumsregulatoren

			<p>und ihre Metaboliten gemäß der Definition in Artikel 3 Absatz 32 der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009, die von den belgischen oder europäischen föderalen Behörden als relevant erachtet werden.</p> <p>Ein Pestizidmetabolit gilt als relevant für Wasser für den menschlichen Gebrauch, wenn davon auszugehen ist, dass er hinsichtlich seiner Zielwirkung als Pestizid vergleichbare inhärente Eigenschaften wie der Mutterstoff aufweist oder ein Gesundheitsrisiko für die Verbraucher darstellt.</p> <p>Der parametrische Wert gilt für jedes einzelne Pestizid.</p> <p>Für Aldrin, Dieldrin, Heptachlor und Heptachlorepoxid beträgt der parametrische Wert 0,030 µg/l.</p> <p>Die in Anhang XI aufgeführten relevanten Pestizide und Metaboliten werden zumindest entsprechend der in diesem Anhang genannten Herkunft des Wassers kontrolliert.</p> <p>-----</p> <p>Ein Richtwert von 4,5 µg/l wird für die Zwecke des Managements des Vorkommens irrelevanter Metaboliten von Pestiziden im Trinkwasser festgelegt.</p> <p>Der Minister kann einen niedrigeren Grenzwert für irrelevante Metaboliten festlegen, die Anzeichen von Toxizität aufweisen.</p> <p>Die in Anhang XI aufgeführten irrelevanten Metaboliten werden zumindest entsprechend der in diesem Anhang genannten Herkunft des Wassers kontrolliert.</p>
Pestizide insgesamt	0,50	µg/l	<p>Unter „Pestizide insgesamt“ ist die Summe aller in der vorherigen Zeile definierten besonderen Pestizide zu verstehen, die im Rahmen des Überwachungsverfahrens nachgewiesen und quantifiziert wurden. Bei der Berechnung dieser Summe werden nur die relevanten Pestizide und Metaboliten berücksichtigt, die in Anhang XI aufgeführt sind.</p>
PFAS insgesamt	0,5	µg/l	<p>Unter „PFAS insgesamt“ versteht man die Gesamtheit der per- und polyfluorierten alkylierten Substanzen. Diese Methode ist eine Alternative zu der unten wiedergegebenen Methode Summe PFAS. Nachdem die Europäische Kommission die Leitlinien für die beiden Methoden bereitgestellt hat, gibt der Minister die endgültig zu wählende Methode und ihre technischen Spezifikationen an.</p>

Summe PFAS	0,1	µg/l	„Summe PFAS“ ist die Summe der per- und polyfluorierten alkylierten Stoffe, die als besorgniserregend für Wasser für den menschlichen Gebrauch gelten und in Anhang XXXIII Teil B Nummer 3 aufgeführt sind. Dies ist eine Untermenge der Stoffe, aus denen die PFAS-Gesamtmenge besteht, die eine Gruppe perfluoralkylierter Stoffe mit drei oder mehr Kohlenstoffatomen, nämlich -C _n F _{2n} -, n ≥ 3, oder eine Gruppe Perfluoralkylether mit zwei oder mehr Kohlenstoffatomen, nämlich C _n F _{2n} OC _m F _{2m} -, n und m ≥ 1, enthalten.
Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe	0,10	µg/l	Summe der Konzentrationen der folgenden spezifizierten Verbindungen: Benzo(b)fluoranthen, Benzo(k)fluoranthen, Benzo(g,h,i)perylene und Indeno(1,2,3-cd)pyren
Selen	20	µg/l	Der parametrische Wert von 30 µg/l wird für Regionen angewandt, in denen die geologischen Bedingungen zu hohen Grundwasserwerten führen können.
Tetrachlorethylen und Trichlorethylen	10	µg/l	Summe der Konzentrationen der spezifizierten Parameter
Trihalomethan insgesamt, abgekürzt THM	100	µg/l	Wenn möglich, ohne die Desinfektion zu beeinträchtigen, streben die Versorger einen niedrigeren Wert an. Summe der Konzentrationen der folgenden spezifizierten Verbindungen: Chloroform, Bromoform, Dibromochlormethan und Bromdichlormethan
Uran	30	µg/l	
Vinylchlorid	0,50	µg/l	Der parametrische Wert bezieht sich auf die Restkonzentration von Monomeren in Wasser, die gemäß den Spezifikationen für die maximale Migration des entsprechenden Polymers in Kontakt mit Wasser berechnet wird.

Teil C: Indikatorparameter

Parameter	Parametrischer Wert	Einheit	Anmerkung
Ammonium	0,50	mg/l	
Chlorid	250	mg/l	Das Wasser darf nicht korrosiv sein.
Clostridium perfringens, einschließlich der Sporen	0	Anzahl/100 ml	Dieser Parameter wird gemessen, wenn die Risikobewertung dies angibt. Wird dieser parametrische Wert nicht eingehalten, führt der Versorger eine Untersuchung der

			Wasserversorgung durch, um sicherzustellen, dass keine potenzielle Gefahr für die menschliche Gesundheit aufgrund des Vorhandenseins von pathogenen Mikroorganismen, z. B. Cryptosporidium, besteht. Der Versorger übermittelt der Verwaltung die Ergebnisse dieser Erhebungen gemäß den Bestimmungen des Artikels R. 260.
Farbe	Akzeptabel für Verbraucher		
Leitfähigkeit	2500	$\mu\text{S cm}^{-1}$ bei 20°C	Das Wasser darf nicht aggressiv sein.
Eisen	200	$\mu\text{g/l}$	
Mangan	50	$\mu\text{g/l}$	
Geruch	Akzeptabel für Verbraucher und keine anormalen Veränderungen		
Oxidationsfähigkeit	5	mg/l d'O_2	Dieser Parameter wird nicht gemessen, wenn der Parameter Gesamter organischer Kohlenstoff, abgekürzt TOC, analysiert wird.
Sulfate	250	mg/l	Das Wasser darf nicht korrosiv sein.
Natrium	200	mg/l	Der Versorger überschreitet nicht einen parametrischen Wert von 150 mg/l an der Grenze der privaten Versorgungsanlage.
Geschmack	Akzeptabel für Verbraucher und keine anormalen Veränderungen		
Koloniengehalt bei 22°C	Keine abnormalen Veränderungen		
Coliforme Bakterien	0/100 ml		Bei Wasser, das in Flaschen oder Behältern abgefüllt ist, ist die Einheit die Gesamtzahl/250 ml
Calcium	270	mg/l	
Gesamter organischer Kohlenstoff, abgekürzt TOC	6	mg/l C	Dieser Parameter wird bei Verteilungen mit einem Durchfluss von weniger als 10.000 m^3 pro Tag nicht gemessen.
Magnesium	50	mg/l	
Trübung	4	NTU	Bei der Aufbereitung von Oberflächenwasser strebt der

			Versorger einen parametrischen Wert an, der 1,0 Standard-Trübungsmesseinheiten NTU (nephelometric turbidity units) im Wasser aus den Aufbereitungsanlagen nicht überschreitet.
Freies Restchlor	250	µg/l	Zu messen, wenn das Wasser mit Natriumhypochlorit oder Chlorgas desinfiziert wird.
Phosphor	1	mg P/L	
Kalium	Keine abnormalen Veränderungen	mg/l	
Temperatur (an der Grenze der privaten Verteilungsanlage)	25	°C	Wenn dieser parametrische Wert in einer Produktions- oder Verteilungsstätte, die unter der Verantwortung des Wasserversorgers steht, an mehr als 7 aufeinanderfolgenden Tagen überschritten wird, stellt der Wasserversorger sicher, dass es nicht zu einem Bakterienwachstum kommt, und zwar bis zur Rückkehr zu einer Temperatur von unter 25°C.
Das Wasser darf weder aggressiv noch korrosiv sein. Der Minister legt fest, was unter aggressivem oder korrosivem Wasser zu verstehen ist. Dies gilt insbesondere für Wasser, das einer Behandlung unterzogen wird, also einer Entmineralisierung, Enthärtung, Membranbehandlung oder Umkehrosmose.			
Wenn Wasser für den menschlichen Gebrauch durch eine Behandlung gewonnen wird, die das Wasser in erheblichem Maße entmineralisiert oder enthärtet, können Kalzium- und Magnesiumsalze zugesetzt werden, um das Wasser mit dem Ziel zu konditionieren, mögliche negative Auswirkungen auf die Gesundheit sowie die Korrosivität und Aggressivität des Wassers zu verringern und den Geschmack zu verbessern.			

Teil D: Relevante Parameter für die Zwecke der Risikobewertung in Bezug auf die private Verteilungsanlage

Parameter	Parametrischer Wert	Einheit	Anmerkung
Legionellen	< 1000	UFC/l	Dieser parametrische Wert wird für die Zwecke der Risikobewertung der privaten Verteilungsanlage und für Abhilfemaßnahmen oder Einschränkungen der Nutzung festgelegt. Die in diesen Artikeln vorgesehenen Maßnahmen können auch unterhalb des parametrischen Werts in Betracht gezogen werden, z. B. bei Infektionen oder Krankheitsausbrüchen. In diesen Fällen

			muss die Infektionsquelle bestätigt und die Art, zu der sie gehört, identifiziert werden
Blei	10	µg/l	Dieser parametrische Wert wird für die Zwecke der Risikobewertung der privaten Verteilungsanlage und für Abhilfemaßnahmen oder Einschränkungen der Nutzung festgelegt. Die Eigentümer streben an, bis zum 12. Januar 2036 einen Mindestwert von 5 µg/l zu erreichen.

Teil E: Vigilanzliste für Stoffe und Verbindungen, die für die Bürger oder die Wissenschaft Anlass zu gesundheitlicher Besorgnis geben

Parameter	CAS-number	EU-Nummer	Leitwert	LOQ	Einheit	Mögliche Methode
17-Beta-Östradiol	50-28-2	200-023-8	1	≤ 1	ng/l	--
Nonylphenol	84852-15-3	284-325-5	300	≤ 300	ng/l	EN ISO 18857-2
Asbest	12001-29-5	-	1000	≤ 10	Fasern/m ^l	Abgeleitet von NFX 43-050

Anmerkung: LOQ bezeichnet die mit der Methode zu erreichende Bestimmungsgrenze.

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2023 zur Änderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers

Namur, den 1. Juni 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2023 zur Änderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers

Anhang XXXII zum Buch II des Umweltgesetzes, welches das Wassergesetzbuch enthält
Stoffe, die für die Behandlung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers zugelassen sind

1. Zur Desinfektion oder Oxidation:

Reagenz	Formel	Maximale zu verwendende Dosis (g/m ³)
Chlor	Cl ₂	30 (von Cl ₂)
Natriumhypochlorit	Na ClO	30 (von Cl ₂)
Kalziumhypochlorit	Ca (ClO) ₂	30 (von Cl ₂)
Magnesiumhypochlorit	Mg (ClO) ₂	30 (von Cl ₂)
Natriumchlorit	Na ClO ₂	5
Chlordioxid	ClO ₂	3
Ammoniak	NH ₃	0,5
Ammoniumchlorid	NH ₄ Cl	1,5
Ammoniumsulfat	(NH ₄) ₂ SO ₄	1,8
Schwefelanhydrid	SO ₂	4
Natriumbisulfit	NaHSO ₃	8
Natrium-Metabisulfit	Na ₂ S ₂ O ₅	7
Natriumthiosulfat	Na ₂ S ₂ O ₃	14
Natriumsulfit	Na ₂ SO ₃	14
Calciumsulfit	CaSO ₃	10
Kupfersulfat	CuSO ₄	10
Kaliumpermanganat	KMnO ₄	5
Ozon	O ₃	10
Sauerstoff	O ₂	30
Wasserstoffperoxid	H ₂ O ₂	10
Pyrethrine (für Ausnahmefälle reservieren)		0,5

2. Für die Koagulation Flockung:

Reagenz	Formel	Maximale zu verwendende Dosis (g/m ³)
Natriumsilikat	Na ₂ O.nSiO ₂	10 (von SiO ₂)
Aluminiumsulfat	Al ₂ (SO ₄) ₃ .nH ₂ O	12 (von Al)
Natriumaluminat	Na ₂ Al ₂ O ₄	12 (von Al)
Aluminium-Polyhydroxychlorid	Al _n (OH) _m Cl _{3n-m}	12 (von Al)
Aluminium-Polyhydroxychlorosulfat	Al _n (OH) _m (SO ₄) _k Cl _{3n-m-2k}	25 (von Al)
Eisensulfat	FeSO ₄	20 (von Fe)
Eisensulfat	Fe ₂ (SO ₄) ₃	20 (von Fe)
Eisenchlorid	FeCl ₃	35 (von Fe)
Eisenchloridsulfat	FeClSO ₄	20 (von Fe)
Homopolymere von Dimethyldiallylammoniumchlorid mit einem Molekulargewicht zwischen 400.000 und 3.000.000 mit weniger als 10 Gew.-% Monomer	(C ₈ H ₁₆ NCl) _n	5
Copolymere aus Acrylamid und Natriumacrylat (max. 250 ppm Monomer)	(C ₃ H ₅ NO) _n (C ₃ H ₃ O ₂ Na) _m	0,8
Anionisches Polyacrylamid (<200ppm)	[-CH ₂ -CH(-CONH ₂)-] _n	0,4
Natronlauge	NaOH	400
Schwefelsäure	H ₂ SO ₄	100

3. Zur Korrektur des pH-Werts und oder zur Mineralisierung:

Reagenz	Formel	Maximale zu verwendende Dosis (g/m ³)
Natronlauge	NaOH	200
Natriumkarbonat	Na ₂ CO ₃	200
Natriumbikarbonat	NaHCO ₃	200
Natriumchlorid	NaCl	150
Branntkalk	CaO	200
Löschkalk	Ca(OH) ₂	200
Kalkmilch	Ca(OH) ₂	470
Calciumkarbonat	CaCO ₃	300
Calciumchlorid	CaCl ₂	120
Calciumsulfat	CaSO ₄	140
Magnesiumoxid	MgO	80

Calciumkarbonat - Magnesiumoxid	CaCO ₃ MgO	300
Magnesiumkarbonat	MgCO ₃	175
Kohlensäureanhydrid	CO ₂	140
Chlorwasserstoffsäure	HCl	200
Schwefelsäure	H ₂ SO ₄	250

4. Verschiedenes.

Reagenz	Basiseinheit	Maximale zu verwendende Dosis (g/m ³)
Natriumhexametaphosphat	P ₂ O ₅	5
Natrium-, Kalium- oder Calciumsalze von Mono- oder Polyphosphorsäuren	P ₂ O ₅	5
Aktivkohle in Pulverform	C	10
Ethanol zur biologischen Denitrifikation	C ₂ H ₅ OH	40
Essigsäure zur biologischen Denitrifikation	CH ₃ COOH	100
Phosphorsäure	H ₃ PO ₄	1
Natriumsalze der Polyacrylsäure und Organophosphate	-	5

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2023 zur Änderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers

Namur, den 1. Juni 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang 3 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2023 zur Änderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers

Anhang XXXIII zum Buch II des Umweltgesetzes, welches das Wassergesetzbuch enthält
Kontrolle

TEIL A. Allgemeine Ziele und Programme für die Überwachung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers

1. Die Programme zur Überwachung der Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers ermöglichen:

- (a) die Überprüfung, ob die vorhandenen Maßnahmen zur Kontrolle der Risiken für die menschliche Gesundheit entlang der gesamten Versorgungskette - vom Einzugsgebiet über die Entnahme, Aufbereitung und Lagerung bis hin zur Verteilung - wirksam sind und ob das an der Konformitätsstelle verfügbare Wasser sauber und gesundheitlich unbedenklich ist;
- (b) die Bereitstellung von Informationen über die Qualität des Wassers für den menschlichen Gebrauch, um nachzuweisen, dass die Verpflichtungen gemäß Artikel D.181 § 1 D.183 § 1 eingehalten werden;
- (c) die Bestimmung der am besten geeigneten Mittel zur Minderung der Risiken für die menschliche Gesundheit.

2. Gemäß Artikel D.188 § 2 richten die Versorger Kontrollprogramme ein, die die in Teil B dieses Anhangs festgelegten Parameter und Häufigkeiten einhalten und die beinhalten können:

- (a) die Sammlung und Analyse punktueller Wasserproben oder;
- (b) kontinuierlich aufgezeichnete Messungen.

Darüber hinaus können Kontrollprogramme die Form annehmen:

- (a) von Inspektionen von Daten über den Betriebs- und Wartungszustand der Ausrüstung oder
- (b) von Inspektionen des Entnahmegebiets und der Infrastruktur für die Aufbereitung, Speicherung und Verteilung von Wasser, unbeschadet der Anforderungen an die Überwachung ausgewählter relevanter Parameter, Stoffe oder Schadstoffe in Oberflächengewässern oder im Grundwasser oder in beiden Gewässern, in Entnahmegebieten oder in Rohwasser und, unbeschadet der Anforderungen an die Überwachung der Parameter Blei und *Legionellen* an Orten, an denen bei der allgemeinen Analyse der potenziellen Risiken im Zusammenhang mit der privaten Wasserversorgungsanlage besondere Risiken für die Wasserqualität und die menschliche Gesundheit festgestellt wurden.

3. Die Überwachungsprogramme beinhalten auch ein betriebliches Überwachungsprogramm, das einen schnellen Überblick über Probleme mit der betrieblichen Leistung oder der Wasserqualität gibt und die schnellstmögliche Umsetzung von im Voraus geplanten Korrekturmaßnahmen ermöglicht. Diese betrieblichen Überwachungsprogramme sind auf die Versorgung ausgerichtet, berücksichtigen die Ergebnisse der Ermittlung von Gefahren und gefährlichen Ereignissen sowie der Risikobewertung des Versorgungssystems und sollen die Wirksamkeit aller Überwachungsmaßnahmen bestätigen, die bei der Entnahme, Verarbeitung, Verteilung und Lagerung angewandt werden.

Das betriebliche Überwachungsprogramm sieht die Überwachung des Parameters Trübung in der Wassergewinnungsanlage vor, um regelmäßig die Wirksamkeit der physikalischen Entfernung durch Filterverfahren gemäß den in der folgenden Tabelle angegebenen Referenzwerten und Häufigkeiten zu überprüfen; diese Bestimmungen gelten nicht für Wasserressourcen unterirdischen Ursprungs, in denen die Trübung unterhalb einer

bestimmten, noch festzulegenden Produktionsmenge durch Eisen und Mangan verursacht wird.

Im letzteren Fall oder wenn die Produktionsanlage keine Behandlung zur Kontrolle der Wassertrübung beinhaltet und die Risikoanalyse keine Notwendigkeit für eine solche Behandlung ergibt, ist die Überwachung der Trübung nicht verpflichtend.

Betrieblicher Parameter	Referenzwert
Trübung in der Wassergewinnungsanlage in 95 Prozent der Proben, von denen keine 1 NTU überschreitet	0,3 nephelometrische Einheiten, abgekürzt NTU
Volumen (in m ³) des täglich innerhalb eines Versorgungsgebiets verteilten oder gewonnenen Wassers	Mindesthäufigkeit der Probenahme und Analyse
≤ 1.000	Jede Woche
> 1.000 und < 10.000	Täglich, d. h. an jedem Tag des Jahres
> 10.000	Kontinuierlich

Das betriebliche Überwachungsprogramm sieht außerdem die Überwachung der folgenden Parameter im Rohwasser vor, um die Wirksamkeit der Behandlungsverfahren gegen mikrobiologische Risiken zu überprüfen:

Betrieblicher Parameter	Referenzwert	Einheit	Anmerkungen
Somatische Coliphagen abgekürzt PBU/100 ml	50 für Rohwasser Dieser Parameter wird gemessen, wenn die Risikobewertung ergibt, dass dies angemessen ist. Wenn es in Rohwasser in Konzentrationen von mehr als 50 PFU/100 ml festgestellt wird, wird es nach bestimmten Aufbereitungsschritten analysiert, um die log-Rate der Eliminierung durch die vorhandenen Barrieren zu bestimmen und um zu beurteilen, ob das Risiko des Überlebens pathogener Viren ausreichend kontrolliert wird.	Bereichbildende Einheiten,	

4. Der Öffentliche Dienst Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung für Umwelt und Wasser, ergreift die notwendigen Maßnahmen, damit die Kontrollprogramme der Wasserversorger kontinuierlich bewertet und gemäß Artikel R.258 aktualisiert werden.

TEIL B. Parameter und Frequenzen

1. Allgemeiner Rahmen

Ein Überwachungsprogramm berücksichtigt mindestens alle in Artikel R.253 genannten Parameter, einschließlich der in Artikel D.184, § 1 genannten Parameter, die wichtig sind, um die Auswirkungen der privaten Wasserverteilungsanlagen auf die Wasserqualität an der Konformitätsstelle zu bewerten, mit Ausnahme der *Legionellen*, für die die Regierung die Überwachung in Ausführung von Artikel 193 bis organisiert. Bei der Auswahl der für die Überwachung geeigneten Parameter werden die lokalen Bedingungen jedes Wasserversorgungsgebiets berücksichtigt.

Die Versorger überwachen die in Nummer 2 aufgeführten Parameter mit den in Nummer 3 festgelegten relevanten Probenahmehäufigkeiten.

2. Liste der Parameter

Parameter der Gruppe A

Die folgenden Parameter der Gruppe A werden mit den in der Tabelle unter Punkt 3 angegebenen Häufigkeiten überwacht:

- a) *Escherichia coli*, abgekürzt *E. coli*, intestinale Enterokokken, coliforme Bakterien, Kolonienauszählung bei 22° C;
- b) Farbe, Geschmack, Geruch;
- c) Trübung, pH-Wert, Leitfähigkeit, Temperatur;
- d) Ammonium, Nitrite und Nitrate.

Unter bestimmten Umständen können die folgenden Parameter zu Gruppe A hinzugefügt werden:

- (a) Aluminium und Eisen, wenn sie für die chemische Wasseraufbereitung verwendet werden;
- (b) restliches freies Chlor, wenn die Desinfektion mit Natriumhypochlorit oder Chlorgas durchgeführt wird;
- (c) andere Parameter gemäß Anhang XXXI, die im Kontrollprogramm als relevant angesehen werden, gegebenenfalls nach einer Risikobewertung, wie in Teil C beschrieben.

Escherichia coli, also *E. coli* und intestinale Enterokokken, werden als grundlegende Parameter betrachtet, und ihre Überwachungshäufigkeit wird nicht aufgrund einer Risikobewertung des Versorgungssystems gemäß Teil C dieses Anhangs verringert. Sie werden immer mindestens mit den in Tabelle 1 unter Punkt 2 festgelegten Häufigkeiten überwacht.

Parameter der Gruppe B

Um die Einhaltung der in Artikel R.253 festgelegten parametrischen Werte zu bestimmen, werden alle anderen Parameter, die nicht unter Gruppe A analysiert werden und die gemäß Anhang XXXI Teile A, B und C festgelegt sind, mindestens mit den in der Tabelle unter Punkt 3 angegebenen Häufigkeiten kontrolliert, sofern nicht auf der Grundlage der Risikobewertung des Versorgungssystems, die gemäß Artikel R.251bis/4 bis R.251bis/8 und Teil C dieses Anhangs durchgeführt wird, eine andere Probenahmehäufigkeit festgelegt wird.

3. Häufigkeit der Probenahme

Mindesthäufigkeit der Probenahme und Analyse zur Überwachung der Einhaltung der Vorschriften

Täglich verteiltes oder produziertes Wasservolumen innerhalb eines Versorgungsgebiets, siehe Fußnote 1 und 2, m³**Anzahl der Proben pro Jahr****Anzahl der Proben pro Jahr**

		Parameter der Gruppe A
		Parameter der Gruppe B
≤ 100, Anmerkung 3	6	1, Fußnote 5
> 100 und ≤ 1.000	12	1
> 1.000 und ≤ 3.300	24	2
> 3.300 und ≤ 6.600	36	3
> 6.600 und ≤ 9.900	48	4
> 9.900 und ≤ 13.200	60	5
> 13.200 und ≤ 20.000	72	5
> 20.000 und ≤ 30.000	96	6
> 30.000 und ≤ 40.000	132	7
> 40.000 und ≤ 50.000	168	8
> 50.000 und ≤ 60.000	204	9
> 60.000 und ≤ 70.000	234	10
> 70.000 und ≤ 80.000	264	11
> 80.000 und ≤ 90.000	294	12
> 90.000 und ≤ 100.000	324	13
> 100.000 und ≤ 120.000	360	14

- i) Ort und Häufigkeit der Probenahme werden im Zusammenhang mit der Herkunft des Parameters sowie der Variabilität und dem Hintergrundtrend seiner Konzentration unter Berücksichtigung von Artikel D.184 §1 festgelegt;
- ii) Zur Verringerung der Mindesthäufigkeit der Parameterprobenahme gemäß Teil B Nummer 3 betragen die Ergebnisse von Proben, die in regelmäßigen Abständen über einen Zeitraum von mindestens drei Jahren an für das gesamte Versorgungsgebiet repräsentativen Probenahmestellen gesammelt wurden, alle weniger als sechzig Prozent des betreffenden parametrischen Werts;
- iii) Um eine oder mehrere Parameterfamilien gemäß Teil B Nummer 2 aus der Liste der zu überwachenden Parameter zu streichen, müssen die Ergebnisse von Proben, die in regelmäßigen Abständen über einen Zeitraum von mindestens drei Jahren an für das gesamte Versorgungsgebiet repräsentativen Probenahmestellen gesammelt wurden, jeweils weniger als dreißig Prozent des betreffenden parametrischen Werts betragen;
- iv) Die Streichung eines bestimmten Parameters oder bestimmter Parameterfamilien, die in Teil B Nummer 2 der Liste der zu überwachenden Parameter festgelegt sind, beruht auf den Ergebnissen der Risikobewertung, die durch die Ergebnisse der Überwachung der Wasserressourcen für den menschlichen Gebrauch untermauert werden und bestätigen, dass die menschliche Gesundheit gemäß Artikel D.180 §1er und D.183 §1 vor den nachteiligen Auswirkungen einer Kontamination des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers geschützt ist;
- v) Die Häufigkeit der Probenahme wird nur dann verringert oder eine oder mehrere Parameterfamilien werden nur dann aus der Liste der gemäß den Ziffern ii und iii zu überwachenden Parameter gestrichen, wenn die Risikobewertung bestätigt, dass es unwahrscheinlich ist, dass ein vernünftigerweise vorhersehbarer Faktor zu einer Verschlechterung der Qualität des Wassers für den menschlichen Gebrauch führt. Liegen am 12. Januar 2021 bereits Überwachungsergebnisse vor, die die Einhaltung der in Nummer 2 Buchstabe b Ziffern ii bis v festgelegten Bedingungen belegen, so können diese Ergebnisse ab diesem Zeitpunkt zur Anpassung der Überwachung im Anschluss an die Risikobewertung des Versorgungssystems herangezogen werden. Wurden Anpassungen der Überwachung aufgrund der Risikobewertung des Versorgungssystems, die unter anderem gemäß Anhang II Teil C der Richtlinie 98/83/EG durchgeführt wurde, bereits vorgenommen, so kann der Minister deren Gültigkeit bestätigen, ohne zu verlangen, dass gemäß Nummer 2 Buchstaben b, ii und iii eine Überwachung über einen weiteren Zeitraum von mindestens drei Jahren an repräsentativen Probenahmestellen im gesamten Versorgungsgebiet durchgeführt wird.

Abweichend von Nummer 2 Buchstabe b Ziffer iii wird die Mindestprobezeit von drei Jahren für den Parameter „Perchlorat“ und in Verteilergebieten, die aus Wasserressourcen ausschließlich unterirdischen Ursprungs versorgt werden, für den Parameter „Haloessigsäuren“ auf ein Jahr verkürzt.

3. Die in Punkt 2 genannte Forderung nach Verringerung der Häufigkeit betrifft eine oder mehrere Parameterfamilien, die wie folgt zusammengefasst sind:

Parameter der Gruppe A, gemessen mit hoher Frequenz

F1. Mikrobiologische Parameter: E coli, intestinale Enterokokken, coliforme Bakterien, Koloniegehalt bei 22°C ;

F2. Organoleptische Parameter: Farbe, Geruch, Geschmack;

F3. Betriebsparameter: Trübung, pH-Wert, Leitfähigkeit, freies Restchlor, Temperatur;

F4. Parameter der Stickstoffbilanz: Nitrate, Nitrite, Ammonium.

Parameter der Gruppe B, gemessen mit niedriger Frequenz

F5. Pestizide

F6. Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe, abgekürzt PAK;

- F7. Trihalomethane, abgekürzt THM
- F8. Chlorierte Lösungsmittel und andere Kohlenwasserstoffe
- F9. Metalle 1, Bestandteile der Ausrüstung: Cu, Cr, Cd, Ni, Pb, Sb, Zn;
- F10. Metalle 2: As, Hg, Se;
- F11. Nutzbare Metalle: Al, Fe, Mn;
- F12. Gesamthärte und Kationen, Na, K, Ca, Mg;
- F13. Bor und Phosphor;
- F14. Bromate;
- F15. Zyanide;
- F16. Anionen: anorganische Anionen mit Ausnahme von Bromat und Cyanid;
- F17. Organische Stoffe: Oxidationsfähigkeit oder gesamter organischer Kohlenstoff, abgekürzt TOC;
- F18. Zusätzliche mikrobiologische Parameter: Clostridium perfringens, einschließlich Sporen;
- F19. Per- und polyfluorierte Alkylsubstanzen, abgekürzt PFAS;
- F20. Bisphenol A;
- F21. Chlorite und Chlorate;
- F22. Haloessigsäuren, abgekürzt AHAA5;
- F23. Perchlorate.

TEIL D. Probenahmeverfahren und Probenahmestellen

1. Die Probenahmestellen werden so festgelegt, dass die Konformität mit den in Artikel D.184 § 1 definierten Konformitätspunkten gewährleistet ist. Im Falle eines Verteilernetzes kann ein Versorger im Versorgungsgebiet oder in Aufbereitungsanlagen Proben entnehmen, um bestimmte Parameter zu überprüfen, wenn nachgewiesen werden kann, dass es keine nachteilige Veränderung des Messwerts der betreffenden Parameter gibt. Soweit möglich, wird die Anzahl der Proben zeitlich und räumlich gleichmäßig verteilt.
2. Die Probenahme am Konformitätspunkt erfüllt folgende Anforderungen:
 - (a) Konformitätsproben für bestimmte chemische Parameter, insbesondere Kupfer, Blei und Nickel, werden am Wasserhahn des Verbrauchers entnommen, ohne das Wasser vorher laufen zu lassen. Eine Probe mit einem Volumen von einem Liter wird im Laufe des Tages nach dem Zufallsprinzip entnommen. Eine weitere Möglichkeit besteht darin, dass der Versorger Probenahmemethoden mit einer bestimmten Stagnationszeit verwendet, wie sie vom Minister festgelegt werden, vorausgesetzt, dass diese Methoden auf der Ebene des Versorgungsgebiets nicht zu einer geringeren Anzahl von Nichtkonformitätsfällen führen als die Anzahl, die sich aus der Methode der Zufallsstichprobe am Tag ergibt ;
 - (b) Proben, die sich auf mikrobiologische Parameter am Konformitätspunkt beziehen, werden gemäß NBN EN ISO 19458, Probenahmeverfahren B, entnommen und gehandhabt.
3. Proben für die Überwachung von Legionellen in privaten Versorgungseinrichtungen sollten an Stellen entnommen werden, an denen sich diese Legionellen wahrscheinlich vermehren, an Probenahmestellen, die für die systemische Exposition gegenüber Legionellen repräsentativ sind, oder an beiden Stellen. Die in Artikel D.193bis §1 genannte zuständige Stelle erarbeitet Leitlinien für Probenahmeverfahren zur Überwachung von Legionellen.
4. Mit Ausnahme der Entnahme von Proben an den Wasserhähnen der Verbraucher entspricht die Probenahme im Verteilungsnetz der ISO-Norm 5667-5. In Bezug auf mikrobiologische Parameter werden die Proben gemäß NBN EN ISO 19458, Probenahmeverfahren A, entnommen und gehandhabt.

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2023 zur Änderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers

Namur, den 1. Juni 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang 4 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2023 zur Änderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers

Anhang XXXIV zum Buch II des Umweltgesetzes, welches das Wassergesetzbuch enthält

SPEZIFIKATIONEN FÜR DIE PARAMETERANALYSE

Gemäß Artikel D.188, §3 treffen die Versorger und die Grundwasserdirektion der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt die erforderlichen Maßnahmen, damit die Analysemethoden, die für die Kontrolle und den Nachweis der Konformität des Wassers für den menschlichen Gebrauch verwendet werden, mit Ausnahme der Trübung, des Asbests und der organoleptischen Parameter der in Anhang XXXIII definierten Familie F2, gemäß der Norm EN ISO 17025 oder einer anderen gleichwertigen, international anerkannten Norm validiert und untermauert werden.

Die Versorger und die Grundwasserdirektion der Abteilung für Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt prüfen, ob die Labore oder die von den Laboren beauftragten Parteien Qualitätsmanagementsysteme anwenden, die der Norm EN ISO/IEC 17025 oder einer anderen gleichwertigen, international anerkannten Norm entsprechen.

Zur Beurteilung der Gleichwertigkeit anderer Methoden mit den in diesem Anhang vorgesehenen Methoden können sie die Norm EN ISO 17994, die bereits als Norm zur Beurteilung der Gleichwertigkeit mikrobiologischer Methoden festgelegt wurde, die Norm EN ISO 16140 oder ein ähnliches international anerkanntes Protokoll heranziehen, um die Gleichwertigkeit von Methoden festzustellen, die auf anderen Grundsätzen als der Kultivierung beruhen und nicht in den Anwendungsbereich der Norm EN ISO 17994 fallen. Wenn es keine Analysemethode gibt, die die in Teil B festgelegten Mindestleistungskriterien erfüllt, sorgen die Versorger und die Grundwasserdirektion der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt dafür, dass die Überwachung mit den besten verfügbaren Techniken, die keine übermäßigen Kosten verursachen, durchgeführt wird.

Teil A

Mikrobiologische Parameter, für die Analysemethoden spezifiziert sind

Für die mikrobiologischen Parameter werden folgende Analysemethoden verwendet:

- a) *Escherichia coli*, abgekürzt *E. coli* und coliforme Bakterien, EN ISO 9308-1 oder EN ISO 9308-2;
- b) Intestinale Enterokokken, EN ISO 7899-2;
- c) Kolonienzählung oder Auszählung von heterotrophen Bakterien bei 22°C, EN ISO 6222;
- d) *Clostridium perfringens*, einschließlich der Sporen, EN ISO 14189 ;
- e) *Legionellen*, EN ISO 11731, für die Einhaltung des in Anhang XXXI Teil D angegebenen Wertes; für die Überwachung der risikobasierten Verifizierung und zur Ergänzung der kulturbasierten Methoden können darüber hinaus Methoden wie ISO/TS 12869, Schnellkulturmethoden, nicht kulturbasierte Methoden und molekulare Methoden, insbesondere Q-PCR, herangezogen werden.
- f) Somatische Coliphagen. Für die operative Überwachung von somatischen Coliphagen können Anhang XXXIII Teil A, EN ISO 10705-2 und EN ISO 10705-3 verwendet werden.

Teil B

Chemische Parameter und Indikatoren, für die Leistungsmerkmale spezifiziert sind

1. Chemische Parameter und Indikatoren

Für die in Tabelle 1 dieses Anhangs festgelegten Parameter muss die verwendete Analyse­methode mindestens die Messung von Konzentrationen ermöglichen, die dem parametrischen Wert entsprechen, mit einer Bestimmungsgrenze gemäß Artikel R.42sexies, 4° von höchstens dreißig Prozent des relevanten parametrischen Werts und mit der in Tabelle 1 dieses Anhangs angegebenen Messunsicherheit. Das Ergebnis ist mit mindestens der gleichen Anzahl signifikanter Stellen anzugeben wie der in Anhang XXXI Teile B und C genannte parametrische Wert.

Für die Parameter der nachstehenden Tabelle, die auch in Anhang XI aufgeführt sind, darf bei der Überwachung von trinkbarem Grundwasser und Oberflächenwasser die Höchstmenge für die Quantifizierung in Wasser für den menschlichen Gebrauch zusätzlich nicht die in Anhang XI angegebene Höchstmenge überschreiten.

Die in Tabelle 1 genannte Messunsicherheit wird nicht als zusätzliche Toleranz für die in Anhang XXXI festgelegten parametrischen Werte verwendet.

Tabelle 1. Mindestleistungsmerkmal „Messunsicherheit“.

Parameter	Messunsicherheit	
(siehe Anmerkung 1)		
Prozent des parametrischen Werts, außer für den pH-Wert		Anmerkungen
Aluminium	25	
Ammonium	40	
Acrylamid	30	Siehe Anmerkung 11
Antimon	40	
Arsen	30	
Benzo(a)pyren	50	Siehe Anmerkung 2
Benzol	40	
Bisphenol A	50	
Bor	25	
Bromate	40	
Cadmium	25	
Chloride	15	
Chlorate	40	
Chlorite	40	
Chrom	30	
Leitfähigkeit	20	
Kupfer	25	
Cyanid	30	Siehe Anmerkung 3
1,2-Dichloroethan	40	
Epichlorhydrin	30	Siehe Anmerkung 11
Fluoride	20	
Haloessigsäuren HAA5	50	
Konzentration von Wasserstoffionen pH	0,2	Siehe Anmerkung 4
Eisen	30	
	30	
Blei	30	
	30	
Mangan	30	
	30	

Quecksilber	30	
	30	
Microcystin-LR	30	
	30	
Nickel	25	
	25	
Nitrate	15	
	15	
Nitrite	20	
	20	
Oxidationsfähigkeit	50	Siehe Anmerkung 5
	50	Siehe Anmerkung 5
Perchlorate	40	
Pestizide	30	Siehe Anmerkung 6
	30	Siehe Anmerkung 6
PFAS	50	
	50	
Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe		40
	Siehe Anmerkung 7	40
	Siehe Anmerkung 7	
Selen	40	
	40	
Natrium	15	
	15	
Sulfate	15	
	15	
Tetrachlorethylen	40	Siehe Anmerkung 8
	40	Siehe Anmerkung 8
Trichlorethylen	40	Siehe Anmerkung 8
	40	Siehe Anmerkung 8
Gesamte Trihalogenmethane	40	Siehe Anmerkung 7
	40	Siehe Anmerkung 7
Gesamter organischer Kohlenstoff, abgekürzt TOC		30
	Siehe Anmerkung 9	30
	Siehe Anmerkung 9	
Trübung	30	Siehe Anmerkung 10
	30	Siehe Anmerkung 10
Uran	30	
	30	
Vinylchlorid	50	Siehe Anmerkung 11
	50	
Zink	25	Siehe Anmerkung 12

2. Anmerkungen zu Tabelle 1

Anmerkung 1 Die Messunsicherheit ist der absolute Wert des Parameters, der die Streuung der quantitativen Werte charakterisiert, die einer Messgröße auf der Grundlage der verwendeten Informationen zugewiesen werden. Das Leistungskriterium für die Messunsicherheit, wobei $k = 2$, ist der Prozentsatz des in der Tabelle angegebenen

parametrischen Werts oder ein strengerer Wert. Die Messunsicherheit wird, sofern nicht anders angegeben, auf dem Niveau des parametrischen Werts geschätzt.

Anmerkung 2 Wenn der Wert der Messunsicherheit nicht erreicht werden kann, sollte die beste verfügbare Technik bis zu sechzig Prozent gewählt werden.

Anmerkung 3 Die Methode bestimmt den Gesamtgehalt an Cyanid in allen seinen Formen.

Anmerkung 4 Die Messunsicherheit wird in pH-Einheiten ausgedrückt.

Anmerkung 5 Referenzmethode: EN ISO 8467.

Anmerkung 6 Die Leistungsmerkmale in Bezug auf die verschiedenen Pestizide dienen nur der Veranschaulichung. Bei der Messunsicherheit können für mehrere Pestizide so niedrige Werte wie dreißig Prozent erreicht werden, während für eine Reihe von Pestiziden dennoch höhere Werte bis zu achtzig Prozent zugelassen werden können, Deisopropylatrazin: fünfzig Prozent.

Anmerkung 7 Die Leistungsmerkmale gelten für jeden der angegebenen Stoffe in Höhe von fünfundzwanzig Prozent des in Anhang XXXI Teil B aufgeführten parametrischen Wertes.

Anmerkung 8 Die Leistungsmerkmale gelten für jeden der angegebenen Stoffe in Höhe von fünfzig Prozent des in Anhang XXXI Teil B aufgeführten parametrischen Wertes.

Anmerkung 9 Die Messunsicherheit sollte auf dem Niveau von 3 mg/l des gesamten organischen Kohlenstoffs, abgekürzt TOC, geschätzt werden. EN 1484 - Leitlinien für die Bestimmung des gesamten organischen Kohlenstoffs, abgekürzt TOC, und des gelösten organischen Kohlenstoffs, abgekürzt DOC, wird für die Spezifikation der Unsicherheit der Testmethode verwendet.

Anmerkung 10 Die Messunsicherheit sollte gemäß EN ISO 7027 oder einer anderen gleichwertigen Standardmethode auf 1,0 NTU, abgekürzt nephelometrische Einheiten der Trübung, geschätzt werden.

Anmerkung 11 Die Parameter Acrylamid, Epichlorhydrin und Vinylchlorid werden in den betreffenden Wasserversorgungsgebieten anhand der Qualitätskriterien überwacht, die für ein in der Verteilungskette verwendetes Produkt angegeben sind.

Anmerkung 12 Bei trinkbarem Rohwasser und in Aufbereitungsanlagen entspricht die Messunsicherheit außerdem der Vorschrift des Artikels R.43bis-4, § 4.

3. Summe der PFAS

Die folgenden Stoffe werden auf der Grundlage der von der Europäischen Kommission erarbeiteten und von der Regierung verabschiedeten technischen Leitlinien analysiert:

1. Perfluorbutansäure, abgekürzt PFBA;
2. Perfluorpentansäure, abgekürzt PFPeA;
3. Perfluorhexansäure, abgekürzt PFHxA;
4. Perfluorheptansäure, abgekürzt PFHpA;
5. Perfluoroctansäure, abgekürzt PFOA;
6. Perfluorononansäure, abgekürzt PFNA;
7. Perfluorodecansäure, abgekürzt PFDA;
8. Perfluoroundecansäure, abgekürzt PFnDA;
9. Perfluorododecansäure, abgekürzt PFDoDA;
10. Perfluortridecansäure, abgekürzt PFTrDA;
11. Perfluorbutansulfonsäure, abgekürzt PFBS;
12. Perfluoropentansulfonsäure, abgekürzt PFPeS;
13. Perfluorhexansulfonsäure, abgekürzt PFHxS;
14. Perfluorheptansulfonsäure, abgekürzt PFHpS;

15. Perfluorooctansulfonsäure, abgekürzt PFOS;
16. Perfluoronansulfonsäure, abgekürzt PFNS;
17. Perfluordecansulfonsäure, abgekürzt PFDS;
18. Perfluorundecansulfonsäure;
19. Perfluordodecansulfonsäure;
20. Perfluortridecansulfonsäure.

Diese Stoffe werden überwacht, wenn die Risikobewertung und das Risikomanagement für Entnahmezonen, die gemäß Artikel D.181, §1,4° des Code durchgeführt wurden, zu dem Schluss kommen, dass diese Stoffe wahrscheinlich in einer bestimmten Versorgung vorhanden sind.

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2023 zur Änderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers

Namur, den 1. Juni 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/44852]

1 JUNI 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.6/1, D.19, § 1, D.177 bis, D.183, § 1, D.185, D.181, § 1, D.187, D.188, D.192 en D.193, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 april 2023;

Gelet op het reglementair Deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst en de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Commissie voor Energie) van het Waalse Gewest ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 mei 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 mei 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 30 maart 2023;

Gelet op het rapport van 22 maart 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de "Union des villes et des communes de Wallonie" van 13 oktober 2022;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep Leefmilieu van 18 juli 2022;

Gelet op de adviezen van AQUAWAL van 28 juli 2022 en 10 maart 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 21 april 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de praktijk om voor menselijke consumptie bestemd water te leveren uit collectieve regenwatertanks zich in Wallonië aan het ontwikkelen is, dat deze praktijk nieuwe risico's voor de volksgezondheid met zich meebrengt en op dezelfde manier moet worden gecontroleerd als de levering van voor menselijke consumptie bestemd water uit een privé-waterwinning ;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. - Voorwerp

Artikel 1. Dit besluit strekt tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2020/2184 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2020 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water.

Hoofdstuk 2. - Wijzigingen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Art. 2. In artikel R.230, § 1, van het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden, onder de punten 2° en 3° de woorden "31 maart" vervangen door de woorden "31 januari".

Art. 3. In artikel R. 233 van hetzelfde wetboek, laatst gewijzigd bij het besluit van 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt 3°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"3°bis "samenstelling": de chemische samenstelling van een metaal, email, keramiek of ander anorganisch materiaal. » ;

2° er wordt een punt 12°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"12°bis "gevaarlijk voorval": een gebeurtenis waardoor gevaren worden geïntroduceerd in het systeem dat voor menselijke consumptie bestemd water levert, of waardoor deze gevaren niet uit het systeem worden verwijderd. » ;

3° er wordt een punt 21°ter ingevoegd, luidend als volgt :

"21°ter "risico": voor het begrip van de bepalingen van deel III, titel I, hoofdstukken III en IV van dit Wetboek is risico een combinatie van de waarschijnlijkheid dat een gevaarlijke gebeurtenis zich voordoet en de ernst van de gevolgen, indien het gevaar en de gevaarlijke gebeurtenis zich voordoen in het systeem dat voor menselijke consumptie bestemd water levert. » ;

4° er wordt een punt 22°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"22°bis "uitgangsstof": een stof die doelbewust wordt toegevoegd bij de productie van organische materialen of hulpstoffen voor materialen op basis van cement. » ;

5° er wordt een punt 28°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"28°bis "winningsgebied": het gebied of hydrogeologisch gebied waar grond- of oppervlaktewater op een bepaald punt wordt afgenomen. ».

Art. 4. In Deel III, titel I, van hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw hoofdstuk *2bis*, dat de artikelen R.251*bis*/1 tot R.251*bis*/8 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

« Hoofdstuk *2bis*. - Beoordeling en beheer van risico's in verband met de winningsgebieden en het waterleversysteem
Deel 1 - Beoordeling en beheer van risico's verbonden aan waterwingebieden bestemd voor menselijke consumptie

R. 251*bis*/1. Deze afdeling is niet van toepassing op voor menselijke consumptie bestemd water dat uitgesloten is van het toepassingsgebied bedoeld in artikel D.182.

R. 251*bis*/2. § 1. De beoordeling van risico's verbonden aan waterwingebieden bestemd voor menselijke consumptie omvat de volgende elementen:

1° een karakterisering van de winningsgebieden, met inbegrip van :

a) het inventariseren en in kaart brengen van winningsgebieden ;

een kaartdocument met preventiezones en monitoringzones voor drinkwaterwingebieden;

b) behalve wanneer de toegang tot deze gegevens beperkt is krachtens het decreet van 22 december 2010 betreffende de Waalse geografische informatie-infrastructuur, de geografische referenties van alle winningspunten in de winningsgebieden;

c) een omschrijving van de bestemming van de bodems en afvloeiings- en aanvullingsprocessen in winningsgebieden;

2° de identificatie van gevaren en gevaarlijke gebeurtenissen in de winningsgebieden en een beoordeling van de risico's die zij kunnen inhouden voor de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water. Deze informatie heeft betrekking op alle risico's die de kwaliteit van het water kunnen aantasten, voor zover er een risico voor de volksgezondheid kan bestaan;

3° een passende monitoring in oppervlaktewater of grondwater, of in beide watertypes, in winningsgebieden of in ongezuiverd water, van relevante parameters, stoffen of verontreinigende stoffen geselecteerd uit de volgende :

a) de parameters in bijlage XXXI, delen A en B, of de aanvullende parameters die zijn vastgesteld krachtens artikel D. 183, § 1;

b) de in artikel R. 43*ter*-4 en bijlage XIV, deel A, bedoelde grondwaterverontreinigende stoffen, alsmede verontreinigende stoffen en verontreinigingsindicatoren waarvoor krachtens bijlage XIV, deel B, drempelwaarden zijn vastgesteld;

c) prioritaire stoffen en bepaalde andere verontreinigende stoffen van de bijlagen I en X bis ;

d) verontreinigende stoffen die specifiek zijn voor stroomgebieden en die zijn geïdentificeerd als onderdeel van de monitoring van de watertoestand;

e) andere verontreinigende stoffen die relevant zijn voor voor menselijke consumptie bestemd water, bepaald op basis van de overeenkomstig 2° verzamelde informatie;

f) in de natuur voorkomende stoffen die een potentieel gevaar vormen voor de menselijke gezondheid door het gebruik van voor menselijke consumptie bestemd water;

g) stoffen of verbindingen die zijn opgenomen in de toezichtlijst, opgesteld volgens artikel D. 188, § 5.

De risicobeoordeling wordt uitgevoerd door de administratie. In de zin van dit artikel wordt onder "Bestuur" verstaan de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst.

Voor de karakterisering bedoeld in paragraaf 1, 1°, kan de Administratie gebruik maken van de informatie verzameld krachtens de artikelen D. 17 en D. 168.

Met het oog op de identificatie van de gevaren en gevaarlijke gebeurtenissen bedoeld in paragraaf 1, 2°, kan de administratie een beroep doen op het effectenonderzoek inzake menselijke activiteiten uitgevoerd overeenkomstig artikel D. 17 en informatie over significante druk verzameld krachtens artikelen D.17 tot D.17/2.

Uit de punten, vermeld in paragraaf 1, 3°, a) tot c), selecteert de Administratie de parameters, stoffen of verontreinigende stoffen die relevant worden geacht voor monitoring in het licht van de gevaren en gevaarlijke gebeurtenissen geïdentificeerd overeenkomstig paragraaf 1, 2°, of in het licht van de informatie meegeedeeld door de waterleveranciers overeenkomstig artikel D.185, tweede lid.

Met het oog op een passende monitoring als bedoeld in het eerste lid, 3°, onder meer om nieuwe stoffen op te sporen die schadelijk zijn voor de volksgezondheid ten gevolge van het gebruik van voor menselijke consumptie bestemd water, kan de administratie een beroep doen op de monitoring die wordt uitgevoerd krachtens de artikelen D.19 en D.168 of andere bepalingen van de wetgeving van de Europese Unie die relevant zijn voor winningsgebieden.

§ 2. Waterleveranciers die monitoring uitvoeren in winningsgebieden of in ruw water dienen de administratie in kennis te stellen van de gegevens met betrekking tot de parameters, stoffen of verontreinigende stoffen die worden gemonitord, evenals van alle ongewone aantallen of concentraties die voor deze parameters, stoffen of verontreinigende stoffen worden aangetroffen.

R. 251*bis*/3. Op basis van de risicobeoordeling uitgevoerd overeenkomstig art. R.251*bis*/2, bepaalt de Minister het volgende en neemt hij in voorkomend geval risicobeheersmaatregelen om de geïdentificeerde risico's te voorkomen of te beheersen, te beginnen met preventieve maatregelen.

Daartoe zal de Minister :

1° de preventieve en de verzachtende maatregelen in de waterwinningsgebieden vastleggen en uitvoeren naast de maatregelen die overeenkomstig artikel D.23, § 3, 5°, voorzien of genomen worden wanneer dit nodig is voor de vrijwaring van de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water;

2° voorzien in een passend toezicht, in de oppervlaktewateren of in het grondwater of in deze beide types wateren in de waterwinningsgebieden of in ruw water, op de parameters, de stoffen of de verontreinigende stoffen die een risico kunnen vormen voor de menselijke gezondheid wanneer het water wordt geconsumeerd of wanneer deze stoffen voor een onaanvaardbare achteruitgang van de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water en ze niet in aanmerking zijn genomen in het toezicht uitgevoerd overeenkomstig de artikelen D.19 en D.168. ;

3° de noodzaak beoordelen om de preventieve of de toezichtsgebieden voor het grondwater en de oppervlaktewateren, bedoeld in artikel D.168, § 3, en ieder ander relevant gebied vast te leggen of aan te passen.

Voor de toepassing van lid 2, 1°, zijn deze preventieve maatregelen inbegrepen in de maatregelenprogramma's bedoeld in artikel D.23 en desgevallend ziet de Minister erop toe dat de vervuilers, in samenwerking met de waterleveranciers en de betrokken partijen de preventiemaatregelen nemen overeenkomstig Boek II van het Milieuwetboek en het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Het toezicht bedoeld in lid 2, 2°, is inbegrepen in de toezichtsprogramma's bedoeld in artikel D.19.

De Minister ziet erop toe dat de doeltreffendheid van de maatregelen, bedoeld in dit artikel, volgens een passende frequentie herbekeken wordt.

Afdeling 3 – Beoordeling en beheer van de risico's in verband met het waterleversysteem

R. 251bis/4. Deze afdeling is niet van toepassing op voor menselijke consumptie bestemd water dat uitgesloten is van het toepassingsgebied bedoeld in artikel D.182.

R.251bis/5. De beoordeling van de risico's in verband met het waterleversysteem bevat volgende kenmerken:

1° er wordt rekening gehouden met de resultaten van de beoordeling en van het beheer van de risico's van de winningsgebieden uitgevoerd overeenkomstig artikel D.19;

2° zij bevat een omschrijving van het waterleversysteem vanaf het winningspunt tot aan het verdelingspunt met de waterbehandeling, de wateropslag en de waterverdeling als tussenstations, en;

3° zij maakt de omstandige lijst op van de gevaren en de gevaarlijke voorvallen in het waterleversysteem en houdt een risicobeoordeling in die deze gevaren kunnen vormen voor de menselijke gezondheid wegens het gebruik van water bestemd voor menselijke gezondheid, rekening houdend met de risico's wegens de klimaatverandering en de lekken in het net, evenals wegens de staat en de aard van de leidingen.

R.251bis/6. In functie van de resultaten van de beoordeling van de risico's, uitgevoerd overeenkomstig artikel R.251bis/5, ziet de Minister erop toe dat de volgende risicobeheersmaatregelen worden genomen:

1° controlemaatregelen omschrijven en uitvoeren voor de voorkoming en de verzachting van de risico's opgelijst in het waterleversysteem, wanneer deze risico's de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water in gevaar kan brengen;

2° controlemaatregelen van het waterleversysteem omschrijven en uitvoeren naast de maatregelen voorzien in artikel R.251bis/3 of in artikel D.23, § 3, voor de verzachting van de risico's afkomstig van de waterwinningsgebieden die de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water in gevaar kunnen brengen;

3° een operationeel bewakingsprogramma uitvoeren dat gericht is op de waterlevering, overeenkomstig artikel D.188;

4° wanneer de voorbereiding of de verdeling van voor menselijke consumptie bestemd water een ontsmettingsbehandeling omvat, waarborgen dat de doeltreffendheid van de toegepaste ontsmetting continu is, dat elke besmetting door subproducten van de ontsmetting zo laag mogelijk wordt gehouden zonder de ontsmetting in gevaar te brengen, dat elke besmetting met chemische behandelingsmiddelen zo laag mogelijk wordt gehouden en dat er geen enkele, in het water overblijvende stof de inachtneming van de algemene verplichtingen, verwoord in artikel D.181, § 2, en D.183, § 1, in gevaar brengt;

5° nagaan of de in het waterleversysteem overeenkomstig de artikelen D.181, § 1, lid 1, 7° en 8°, en D.187 gebruikte materialen, scheikundige behandelingsmiddelen en filter media die met het voor menselijke consumptie bestemd water in aanraking komen conform zijn.

R.251bis/7. De risicobeoordeling in verband met waterleversysteem houdt verband met de parameters opgesomd in bijlage XXXI, delen A, B en C, de parameters vastgesteld krachtens artikel D.183, § 1, vierde lid, evenals de stoffen en verbindingen opgenomen op de aandachtstoffenlijst opgesteld krachtens artikel D.188, § 5.

R.251bis/8. Deze risicobeoordeling wordt door de leverancier ter ondersteuning van zijn controleprogramma verstrekt en wordt de Administratie ter goedkeuring voorgelegd. In de zin van dit artikel wordt onder "Administratie" verstaan de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst.

Daartoe maakt de leverancier, volgens de criteria en in de voorwaarden vastgesteld door de Minister, een ontwerp van beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water per distributiegebied op en maakt het over aan de Administratie op hetzelfde ogenblik als het jaarlijkse controleprogramma. Op voorwaarde dat de doelstellingen inzake de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water en de gezondheid van de consumenten niet in gevaar wordt gebracht, kan hij, in de voorwaarden bepaald door de Minister, een ontwerp van beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water in een geheel van distributiegebieden met onderlinge functionele en hydraulische banden vaststellen om reden van geografische nabijheid en functionele gelijkenissen.

Het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water omvat de overwogen beoordeling en risicobeheersmaatregelen en geeft, in voorkomend geval, een nadere bepaling van de verminderingen in de frequentie en de uitstel van controles voor één of verschillende distributiegebieden.

Het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water wordt door de Minister goedgekeurd.

Het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water wordt op initiatief van de leverancier of op verzoek van de Administratie bijgewerkt. De leverancier vergewist zich van de voortdurende geldigheid van zijn plan en onderzoekt het opnieuw minstens in de volgende gevallen:

1° in antwoord op relevante veranderingen, bij voorbeeld op het gebied van:

- a) het drinkwatervoorzieningsstelsel;
- b) de reglementaire eisen, met inbegrip van de algemene principes van de risicobeoordeling;
- c) de technische specificaties en de procedures;
- d) het leefmilieu waarin hij handelt;

2° in antwoord op incidenten of spoedgevallen;

3° na elk significant gevaarlijk gebeurtenis. ».

Art. 5. Artikel R.252 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 februari 2017, wordt vervangen als volgt:

"R.252. Dit hoofdstuk stelt de kwaliteitsregels en de regels voor de controle of de bewaking van de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water vast. ».

Art. 6. Artikel 253 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt:

"R. 253. De microbiologische en chemische parameterwaarden, van toepassing op water bestemd voor menselijke consumptie, zijn opgenomen in bijlage XXXI, delen A en B.

De parameters-indicatoren zijn opgenomen in bijlage XXXI, deel C.

De relevante parameters voor de beoordeling van de risico's in verband met de privé-verdelingsinstallatie zijn opgenomen in bijlage XXXI, deel D. ».

Art. 7. In artikel R. 255 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het besluit van 30 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Voor de toepassing van artikel D.188 is de waterleverancier ertoe verplicht, een jaarlijks en passend controleprogramma vast te stellen waardoor regelmatig kan worden nagegaan of het water bestemd voor menselijke consumptie beantwoordt aan de vereisten van de artikelen 180 tot 193*bis*, 401 en 402 van het decreetgevend deel; het eerste controleprogramma, aangepast aan deze artikelen, heeft betrekking op het jaar 2024. » ;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“ § 3. Deze controleprogramma's zijn gericht op de bevoorrading, houden rekening met de resultaten van de beoordeling van de risico's in verband met de waterwinningsgebieden en met de bevoorradingsystemen, en bestaan uit volgende verbindingen:

1° de controle van de parameters, vernoemd in bijlage XXXI, delen A, B en C, overeenkomstig bijlage XXXIII, delen A en B, en, wanneer een beoordeling van de risico's in verband met het bevoorradingsstelsel is uitgevoerd, overeenkomstig artikel D.181, § 1, 5°, en overeenkomstig bijlage XXXIII, deel C, behoudens als de Minister besluit dat één van deze parameters ingetrokken mag worden, in toepassing van artikel 256, § 1, van de lijst van de parameters waarvoor toezicht noodzakelijk is; wat betreft de pesticiden en hun metabolieten, heeft de controle betrekking op minstens de parameters opgenomen in bijlage XI; deze lijst wordt maximum om de vijf jaar op voorstel van de Minister aangepast;

2° de controle van de parameters vernoemd in bijlage XXXI, deel D, uitgezonderd de *Legionella* bacteries, met als doel de beoordeling van de risico's in verband met de prové-verdelingsinstallaties overeenkomstig artikel D.181, § 1, 6°;

3° de controle van de parameters vernoemd in bijlage XXXI, deel E, die de aandachtstoffenlijst vormen overeenkomstig artikel D.188, § 5;

4° de controle, met de oplijsting als doel, van de gevaren en gevaarlijke gebeurtenissen, ten gevolge van de identificatie van de passende monitoring, in oppervlaktewater of grondwater, of in beide watertypes, in winningsgebieden of in ruw water, van relevante parameters, stoffen of verontreinigende stoffen geselecteerd uit de volgende :

5° de operationele controle uitgevoerd overeenkomstig bijlage XXXIII, deel A, punt 3.

De Minister stelt de vereisten vast inzake toezicht betreffende de potentiële aanwezigheid van stoffen of verbindingen opgenomen op de aandachtstoffenlijst bedoeld onder 3°, en op relevante punten van de bevoorradingsketen van het water bestemd voor menselijke consumptie. Daartoe kan hij gebruik maken van de informatie ingewonnen in het kader van de beoordeling en het beheers van de risico's verband houdend met het waterwinningsgebied voor winningspunten als bedoeld in artikel D.181, § 1, lid 2. Daarnaast kan hij zowel de toezichtsgegevens gebruiken als ingewonnen met het oog op het toezicht van de staat van het water overeenkomstig de artikelen R.43, R.43*bis* en R.43*bis*-3, als de toezichtsgegevens van de prioritaire en verontreinigende stoffen waarvoor kwaliteitsnormen zijn vastgesteld.

De analysemethoden worden in bijlage XXXIV gespecificeerd. De specificaties voor de analyse van de parameters nemen de beginselen in acht als bepaald in artikel R. 259.

De gerichte monsternemingen worden overeenkomstig bijlage XXXIII, deel D uitgevoerd. » ;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

“§ 4. De Minister kan de controleprogramma's van de leveranciers in termen van parameters, bemonstering en analyses bedoeld in § 3 aanpassen om ze aan te vullen. Deze aanpassing wordt verricht op grond van het verslag van het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water .

Geval per geval wordt een bijkomende controle uitgevoerd voor de stoffen en de micro-organismen waarvoor geen enkele parameterwaarde is vastgesteld overeenkomstig artikel R.253, als er redenen zijn om te vermoeden dat ze in getale of in concentraties aanwezig kunnen zijn die een potentieel gevaar vormen voor de menselijke gezondheid.

De Minister kan eveneens bijkomende parametercontroles opleggen, zoals opgenomen in de aandachtstoffenlijst als bedoeld in § 1. De bijkomende kosten in verband met deze controles worden overgenomen door een project in het kader van een subsidiebesluit. In dat besluit worden de controlefrequenties en -plaatsen, evenals de inhoud van het eindverslag van het project, door de Minister nader bepaald. ».

Art. 8. Artikel R.256 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2017, wordt vervangen als volgt:

“R.256. Op basis van de beoordeling van de risico's in verband met het bevoorradingsstelsel, uitgevoerd overeenkomstig artikel R.251*bis*/5, kan de Minister de toezichtsfrequentie van een parameter verminderen of een in parameter die gecontroleerd moet worden intrekken, uitgezonderd de parameters bedoeld in bijlage XXXI, deel A, voor zover de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water niet in gevaar wordt gebracht:

1° op basis van het zich voordoen van een parameter in ruw water, overeenkomstig de beoordeling van de risico's in verband met de winningsgebieden als bedoeld in artikel R.251*bis*/2, § 1;

2° wanneer een parameter enkel voortvloeit uit het gebruik van een bepaalde verwerkingstechniek of een bepaalde ontsmettingsmethode en deze techniek of methode niet door de waterleverancier wordt gebruikt, of;

3° op grond van de specificaties verwoord in bijlage XXXIII, deel C.

De Minister kan de controleprogramma's van de waterleveranciers eveneens verstrekken wat betreft de parameters en frequenties inzake monsterneming als bedoeld in artikel R.255, § 3, in volgende gevallen:

1° ten gevolge van een beoordeling van de risico's als bedoeld in artikel R.251*bis*/2, § 1;

2° op grond van de specificaties als bedoeld in bijlage XXXIII, deel C;

3° op grond van de resultaten van analyses uitgevoerd in het kader van het toezicht;

4° op grond van iedere nieuwe officiële relevante wetenschappelijke informatie betreffende de kwaliteit van het water bestemd voor menselijke consumptie die het distributiegebied zou kunnen beïnvloeden.

Art. 9. In artikel R.259 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van 30 november 2017, wordt paragraaf 3 aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt:

“De Administratie deelt de Commissie iedere relevante informatie mee betreffende deze methodes en hun gelijkwaardigheid, door middel waarvan kan worden aangetoond dat de verkregen resultaten minstens even betrouwbaar zijn als de resultaten verkregen door de methodes uiteengezet in bijlage XXXIV, deel A. ».

Art. 10. In artikel R.260, gewijzigd bij het besluit van 30 november 2017, worden de woorden “in de loop van het kwartaal volgend op het verstrijken van het kalenderjaar” vervangen door de woorden “uiterlijk op 15 februari van het volgende jaar”.

Art. 11. In artikel R.261, gewijzigd bij het besluit van 13 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden “het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water” vervangen door de woorden “de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”;

b) in lid 2 worden de woorden “onder voorbehoud van § 2” ingevoegd tussen het woord “kan” en de woorden “een tweede afwijking”;

2° in paragraaf 2 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt opgeheven;

b) de woorden “Die derde afwijking duurt niet langer dan drie jaar.” worden opgeheven.

Art. 12. In artikel R.262 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water” vervangen door de woorden “de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”;

Art. 13. In artikel R.264 van hetzelfde Wetboek, paragraaf 3, worden de woorden “het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water” vervangen door de woorden “de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”.

Art. 14. In artikel R.265 van hetzelfde Wetboek, in lid 3, worden de woorden “het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water” vervangen door de woorden “de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”.

Art. 15. In artikel R.268 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragrafen 1 en 2 worden de woorden “in artikel 184” vervangen door de woorden “in artikel D.183, § 1”;

2° in paragraaf 4, worden de woorden “het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water” vervangen door de woorden “de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”.

Art. 16. In artikel R.270 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water” vervangen door de woorden “de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”.

Art. 17. In Deel III, Titel I, van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk IV-ter, dat artikel R.270bis-21 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

« Hoofdstuk IV/ter. Informatie

R. 270bis-21. § 1. Onverminderd artikel D.193, § 4, van het Wetboek wordt de informatie opgenomen onder volgende punten in een aangepaste vorm online ten behoeve van de consumenten bekendgemaakt. Via andere middelen en mits een verantwoorde aanvraag kunnen de consumenten toegang verkrijgen tot volgende informatie:

1° de identiteit van de betrokken waterleverancier, het gebied en het aantal bevoorradede personen, evenals de gebruikte methode voor de waterproductie, met inbegrip van de algemene informatie over de toegepaste soorten behandeling en ontsmetting van het water. Deze vereiste kan het voorwerp uitmaken van een afwijking overeenkomstig artikel 13 van het decreet van 22 december 2010 betreffende de Waalse infrastructuur voor ruimtelijke informatie ;

2° de resultaten van het meest recente toezicht voor de parameters vernoemd in bijlage XXXI, delen A, B en C, omvattende de frequentie van het toezicht en de parameterwaarde vastgesteld overeenkomstig artikel D.183, § 1. De resultaten van het toezicht mogen niet ouder zijn dan één jaar, behalve wanneer de frequentie van het toezicht andersluidend is;

3° de dienovereenkomstige informatie en waarden niet vernoemd in bijlage XXXI, deel C, betreffende volgende parameters:

a) de waterhardheid;

b) de mineralen, de in het water opgeloste anionen/kationen;

4° in geval van potentieel gevaar voor de menselijke gezondheid, zoals bepaald door de bevoegde autoriteiten of andere relevante instellingen, voortvloeiend uit een overschrijding van de parameterwaarden vastgesteld overeenkomstig artikel D.183, § 1, van de informatie over de potentiële gevaren voor de menselijke gezondheid, samen met raad over de gezondheid of het verbruik, of met een hyperlink naar een dergelijke informatie;

5° de relevante informatie over de beoordeling van de risico's in verband met het bevoorradingsstelsel;

6° raad aan de consumenten over de wijzen om hun waterverbruik te verminderen en, desgevallend, water op een verantwoorde manier te gebruiken in functie van de plaatselijke condities met het oog op de voorkoming van de gezondheidsrisico's in verband met stilstaand water;

7° iedere informatie vastgesteld in paragraaf 2;

8° wanneer de informatie beschikbaar is en de consument een gemotiveerde aanvraag indient, kan laatstgenoemde toegang krijgen tot de gezamenlijke historische gegevens verstrekt uit hoofde van de punten 2 en 3 tot tien jaar terug in de tijd.

§ 2. Wanneer beschikbaar, verstrekken de waterleveranciers die minstens tien duizend m³ water per dag leveren of minstens vijftig duizend personen bedienen jaarlijks volgende informatie aan de consumenten:

1° de globale performantie van het waterdistributiesysteem in termen van doeltreffendheid en het percentage aan lekken;

2° de eigendomsstructuur van de waterbevoorrading door de waterleverancier;

3° de informatie over de tariefstructuur per m³ water, met alle vaste en variabele kosten evenals, in voorkomend geval, de kosten in verband met de maatregelen genomen door de waterleveranciers met het oog op de toepassing van artikel D.180, § 2;

4° een samenvatting en de statistieken betreffende de klachten van de consumenten die ontvangen werden over onderwerpen die onder het toepassingsgebied van deze afdeling vallen.

De Minister bepaalt de inhoud van deze informatie nader. ».

Art. 18. In bijlage IV bij hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het besluit van 22 oktober 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder titel II, punt 1, e), onder lid 1, worden de woorden “31 maart” vervangen door de woorden “31 januari”;

2° onder titel II, punt 2, e), onder lid 2, worden de woorden “31 maart” vervangen door de woorden “31 januari”.

Art. 19. Bijlage XI, laatst gewijzigd bij het besluit van 30 november 2017, wordt gewijzigd als volgt:

1° in de tabel worden tussen de woorden “Pesticiden en” en de woorden “metabolieten ervan” de woorden “relevante” ingevoegd;

2° in dezelfde tabel vervallen, onder het nieuwe opschrift “Pesticiden en relevante metabolieten ervan”, de lijnen die overeenstemmen met de ESO codes « 4483 », « 4618 », « 4497 », « 4499 », « 4620 » van de volgende parameters: « 2,6 dichlorobenzamide », « Chloridazon desfenyl », « Chlorothalonil ESA », « Metazachloor ESA », « Metolachloor ESA » ;

3° in dezelfde tabel wordt de LQ van de stof “Deisopropyl Atrazine » onder ESO code « 4436 » vervangen door 25 ;

4° in dezelfde tabel wordt, juist na de lijnen vermeld onder het opschrift “Pesticiden en relevante metabolieten ervan” een nieuw opschrift ingevoegd, met volgende inhoudelijke elementen:

Niet-relevante metabolieten van pesticiden:					
	4483	2,6-dichlorobenzamide	BAM	ng/l	25
	4618		MET-B	ng/l	100
	4497	Chlorothalonil ESA**	VIS-01	ng/l	50
	4499	Metazachloor ESA**	BH479-8	ng/l	50
	4620	Metazachloor ESA**	CGA354743	ng/l	50
	4610	Flufénacet ESA		ng/l	50

Art. 20. Bijlage XXXI bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 21. Bijlage XXXII bij hetzelfde Wetboek, bij errata gewijzigd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 juni 2005, wordt vervangen door bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 22. Bijlage XXXIII bij hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij besluit van 30 november 2017, wordt vervangen door bijlage 3 bij dit besluit.

Art. 23. Bijlage XXXIV bij hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij besluit van 30 november 2017, wordt vervangen door bijlage 4 bij dit besluit.

Hoofdstuk 3. – Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen

Art. 24. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2021, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de rubriek 42.0 worden de woorden “uitgezonderd de behandeling van water bestemd voor menselijke consumptie uit een individuele bron die minstens gemiddeld 10 m³ per dag levert of die minstens 50 personen bevoorraadt, behalve als ze verstrekt worden in het kader van een handels-, toeristische of openbare activiteit” toegevoegd na de woorden “menselijk verbruik”;

2° er wordt een rubriek 42.02 ingevoegd, luidend als volgt :

Nummer – Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Risico voor de bodem	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
					ZH	ZHR	ZI
42.02 Behandeling van voor menselijk verbruik bestemd regenwater	2			DESO			
42.02.01 Installatie voor de behandeling van voor menselijk verbruik bestemd regenwater uit een collectieve tank							

Hoofdstuk 4 – Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worde, de woorden “R.154” vervangen door de woorden “R.146 tot R.150”

Art. 25. In artikel 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt nr 8° vervangen door hetgeen volgt:

“8° water bestemd voor menselijke consumptie: water dat ofwel in deze staat ofwel na behandeling bestemd is om te drinken, te koken, het bereiden van voeding of andere huishoudelijke gebruiksvormen op zowel publieke als private plaatsen, van welke oorsprong ook, ongeacht of het verstrekt wordt door een distributienet via leidingen of uit een private waterwinning, een collectieve tank, een tankwagen of -schip, evenals het water verstrekt aan levensmiddelenbedrijven vanuit een distributienet voor iedere manipulatie of iedere behandeling in deze bedrijven;”.

Art. 26. In artikel 28 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “Art. D.193” vervangen door de woorden “Art. D.193bis”.

Art. 27. In hetzelfde besluit wordt een artikel 29bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Art.29bis. De uitbater van een privé-waterwinning of een collectieve watertank bestemd voor menselijke consumptie waarbij consumenten via leidingen bevoorraad worden zonder de inzet van een openbaar distributienet, die minder dan tien m3 water gemiddeld per dag leveren of minder dan vijftig personen bedienen in de uitoefening van een handels- toeristische of openbare activiteit, wordt onderworpen aan de verplichtingen als bedoeld in artikel D.182, § 4, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek bevat. ».

Hoofdstuk 5. Slot- en overgangsbepalingen

Art. 28. Tot en met 12 januari 2026 zijn de waterleveranciers niet verplicht tot het toezicht op water bestemd voor menselijke consumptie overeenkomstig artikel R.255 voor volgende parameters:

- 1° bisfenol A;
- 2° haloazijnzuren;
- 3° microcystine-LR ;
- 4° totaal geperfluoreerde verbindingen, afgekort tot totaal PFAS.

Art. 29. Dit besluit heeft uitwerking op 12 januari 2023.

In afwijking van lid 1 hebben de artikelen R.251bis/1 tot R.251bis/3 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek vormt, uitwerking op 1 januari 2023.

In afwijking van lid 1 treden de artikelen R.251bis/4 tot R.251bis/8 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek vormt, in werking op 1 januari 2027.

In afwijking van lid 1 moet voor menselijke consumptie bestemd water uiterlijk op 12 januari 2026 voldoen aan de parameterwaarden in bijlage XXXI, deel B, voor bisfenol A, chloraten, chlorieten, haloazijnzuren, microcystine-LR, de som van PFAS en uranium.

In afwijking van lid 1 moet voor menselijke consumptie bestemd water uiterlijk op 12 januari 2028 voldoen aan de parameterwaarden in bijlage XXXI, deel B, voor perchloraten.

Art. 30. De Minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juni 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Bijlage XXXI van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt Minimumvereisten voor parameterwaarden die worden gebruikt om de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water te beoordelen

Deel A: Microbiologische parameters

Intestinale enterokokken

Parameterwaarde	Eenheid	Opmerkingen
0	Aantal/100 ml	Voor water in flessen of containers is de eenheid het aantal/250 ml.

Escherichia coli, afgekort E.Coli

Parameterwaarde	Eenheid	Opmerkingen
0	Aantal/100 ml	Voor water in flessen of containers is de eenheid het aantal/250 ml.

Deel B: Chemische parameters

Parameters	Parameter waarde	Eenheid	Opmerking
Acrylamide	0,10	µg/l	De parameterwaarde heeft betrekking op de residuele concentratie monomeren in het water, berekend aan de hand van specificaties inzake de maximale vrijkoming van het overeenkomstige polymeer in contact met water.
Aluminium	200	µg/l	
Antimoon	10	µg/l	
Arseen	10	µg/l	
Benzeen	1	µg/l	
Benzo(a)pyreen	0,010	µg/l	
Bisfenol A	2,5	µg/l	
Boor	1,5	mg/l	Er wordt een parameterwaarde van 2,4 mg/l toegepast wanneer ontzilt water de belangrijkste waterbron is voor het desbetreffende toevoersysteem, of in regio's waar de geologische omstandigheden tot hoge concentraties in het grondwater kunnen leiden.
Bromaat	10	µg/l	Indien mogelijk tracht de leverancier, zonder de desinfectie in gevaar te brengen, een lagere waarde te verkrijgen.
Cadmium	5,0	µg/l	
Chloraat	0,25	mg/l	Er wordt een parameterwaarde van 0,7 mg/l toegepast wanneer een desinfectiemethode wordt gebruikt die chloraat genereert, in het bijzonder chloordioxide, voor de desinfectie van voor menselijke consumptie bestemd water. Indien

			<p>mogelijk trachten de leveranciers, zonder de desinfectie in gevaar te brengen, een lagere waarde te verkrijgen.</p> <p>Deze parameter wordt alleen gemeten als dergelijke desinfectiemethoden worden gebruikt.</p>
Chloriet	0,25	mg/l	<p>Er wordt een parameterwaarde van 0,7 mg/l toegepast wanneer een desinfectiemethode wordt gebruikt die chloriet genereert, in het bijzonder chloordioxide, voor de desinfectie van voor menselijke consumptie bestemd water.</p> <p>Indien mogelijk trachten de leveranciers, zonder de desinfectie in gevaar te brengen, een lagere waarde te verkrijgen. Deze parameter wordt alleen gemeten als dergelijke desinfectiemethoden worden gebruikt.</p>
Chroom	25	µg/l	<p>Aan de parameterwaarde van 25 µg/l wordt uiterlijk op 12 januari 2036 voldaan. De parameterwaarde voor chroom bedraagt tot deze datum 50 µg/l.</p>
Waterstofionenconcentratie	≥6,5 en ≤9,5	pH-eenheden	<p>Het water mag niet agressief zijn.</p> <p>Voor plat water in flessen of containers mag de minimumwaarde worden verlaagd naar 4,5 pH.</p> <p>Voor water in flessen of containers dat van nature rijk is aan koolstofdioxide of kunstmatig verrijkt is met koolstofdioxide, kan de minimumwaarde lager zijn.</p>
Koper	2	mg/l	<p>Deze waarde is van toepassing op een monster van voor menselijke consumptie bestemd water dat zowel aan de kraan wordt genomen volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, zodat het representatief is voor een gemiddelde wekelijkse inname door consumenten, als aan de meter volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, om te garanderen dat bij de toevoer van particuliere binneninstallaties kwaliteitsvol water wordt geleverd.</p>
Cyanide	50	µg/l	
1,2-Dichloorethaan	3,0	µg/l	
Hardheid	"/"	° F	<p>De waterhardheid bedraagt bij kunstmatige ontharding niet minder dan tien Franse graden.</p>
Epichloorhydrine	0,10	µg/l	<p>De parameterwaarde heeft betrekking op de residuele concentratie monomeren in het water, berekend aan de hand van specificaties inzake de maximale vrijkoming van het overeenkomstige polymeer in contact met water.</p>
Fluoride	1,5	mg/l	

Gehalogeneerde azijnzuren, afgekort HAA5	60	µg/l	Deze parameter wordt alleen gemeten wanneer desinfectiemethoden die HAA5 kunnen genereren worden gebruikt voor de desinfectie van voor menselijke consumptie bestemd water. Hij bestaat uit de som van de volgende vijf representatieve stoffen: chloorazijnzuur, dichloorazijnzuur, trichloorazijnzuur, broomazijnzuur en dibroomazijnzuur.
Lood	5	µg/l	<p>A. Aan de waarde wordt uiterlijk op 12 januari 2036 voldaan. De parameterwaarde voor lood bedraagt tot deze datum 10 µg/l.</p> <p>Na de overgangperiode wordt de waarde van 5 µg/l ten minste nageleefd aan het bevoorradingspunt van particuliere installaties voor waterdistributie.</p> <p>B. Deze waarde is van toepassing op een monster van voor menselijke consumptie bestemd water dat zowel aan de kraan wordt genomen volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, zodat het representatief is voor een gemiddelde wekelijkse inname door consumenten, als aan de meter volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, om te garanderen dat bij de toevoer van particuliere binneninstallaties kwaliteitsvol water wordt geleverd.</p> <p>C. De leverancier neemt passende maatregelen om loden aansluitingen op het net dat hem toebehoort te vervangen of neemt alle passende maatregelen om ervoor te zorgen dat er geen contact mogelijk is tussen een loden aansluiting en voor menselijke consumptie bestemd water, waarbij prioriteit wordt gegeven aan situaties waarbij de loodconcentraties in het voor menselijke consumptie bestemd water het hoogst zijn. Overeenkomstig artikel R.256, §2, zal voor elke loden aansluiting die nog aanwezig is door de leverancier een dubbele controle aan de meter/keuken worden uitgevoerd van de loodconcentraties in het water, volgens de door de minister vastgestelde regels, een eerste keer in 2020 of 2021 en vervolgens jaarlijks, of om de vijf jaar als ze voorzien is van een beschermende bekleding.</p> <p>Ten minste eenmaal per jaar informeert de leverancier de consumenten over de gevaren die de particuliere binneninstallaties in lood kunnen opleveren voor de volksgezondheid.</p>

Kwik	1	µg/l	
Microcystine-LR	1	µg/l	Deze parameter wordt alleen gemeten in het geval van bloei in oppervlaktewatervoorraden, d.w.z. stijgende celdichtheid van cyanobacteriën of bloeipotentieel
Nikkel	20	µg/l	Deze waarde is van toepassing op een monster van voor menselijke consumptie bestemd water dat zowel aan de kraan wordt genomen volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, zodat het representatief is voor een gemiddelde wekelijkse inname door consumenten, als aan de meter volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, om te garanderen dat bij de toevoer van particuliere binneninstallaties kwaliteitsvol water wordt geleverd.
Nitraten	50	mg/l	De leverancier neemt de nodige maatregelen om de voorwaarde dat $[\text{nitraat}]/50 + [\text{nitriet}]/3 \leq 1$, waarbij de rechte haken de concentratie in mg/l uitdrukken, voor nitraat en voor nitriet, vervuld wordt. en dat de waarde van 0,10 mg/l voor nitriet niet wordt overschreden in het water bij de uitgang van de waterbehandelingsinstallatie.
Nitrieten	0,50	mg/l	De leverancier neemt de nodige maatregelen om de voorwaarde dat $[\text{nitraat}]/50 + [\text{nitriet}]/3 \leq 1$, waarbij de rechte haken de concentratie in mg/l uitdrukken, voor nitraat en voor nitriet, vervuld wordt. en dat de waarde van 0,10 mg/l voor nitriet niet wordt overschreden in het water bij de uitgang van de waterbehandelingsinstallatie.
Perchloraat	15	µg/l	
Pesticiden	0,10	µg/l	Onder pesticiden wordt verstaan: <ul style="list-style-type: none"> - organische insecticiden, - organische herbiciden, - organische fungiciden, - organische nematiciden, - organische acariciden, - organische algiciden, - organische rodenticiden, - organische schimmelwerende producten, - soortgelijke producten zoals groeiregulatoren, en hun metabolieten, zoals gedefinieerd in artikel 3, lid 32, van Verordening (EG) nr. 1107/2009, die door de Europese of federale Belgische autoriteiten relevant worden geacht. Een pesticidemetaboliet wordt relevant geacht voor water dat voor menselijke consumptie bestemd is, indien er reden is om aan te nemen dat

			<p>het intrinsieke eigenschappen heeft die vergelijkbaar zijn met die van de moederstof wat betreft de biologische doelactiviteit van het pesticide of dat het een risico met zich meebrengt voor de consumenten.</p> <p>De parameterwaarde geldt voor elk afzonderlijk pesticide.</p> <p>In het geval van aldrin, dieldrin, heptachloor en heptachloorepoxide is de parameterwaarde 0,030 µg/l.</p> <p>De relevante pesticiden en metabolieten die zijn opgenomen in bijlage XI worden ten minste gecontroleerd volgens de herkomst van het water waarnaar in die bijlage wordt verwezen.</p> <p>-----</p> <p>Er is een indicatieve waarde van 4,5 µg/l vastgesteld om de aanwezigheid van niet-relevante metabolieten van pesticiden in het drinkwater te beheren.</p> <p>De minister kan een lagere grenswaarde vaststellen voor niet-relevante metabolieten die tekenen van toxiciteit vertonen.</p> <p>De niet-relevante metabolieten die zijn opgenomen in bijlage XI worden ten minste gecontroleerd volgens de herkomst van het water waarnaar in die bijlage wordt verwezen.</p>
Totaal pesticiden	0,50	µg/l	Het "pesticidentotaal" is de som van alle afzonderlijke pesticiden die in de vorige lijn zijn gedefinieerd en die bij de toezichtprocedure worden opgespoord en gekwantificeerd. Bij de berekening van deze som wordt alleen rekening gehouden met de relevante pesticiden en metabolieten die zijn opgenomen in bijlage XI.
Totaal PFAS	0,5	µg/l	Het "totaal PFAS" verwijst naar het totaal van alle per- en polyfluoralkylstoffen. Deze methode is een alternatief voor de hieronder beschreven "som van PFAS"-methode. Zodra de richtsnoeren voor de twee methoden door de Europese Commissie zijn verstrekt, zal de minister aangeven welke methode definitief zal worden weerhouden en wat de technische specificaties daarvan zullen zijn.
Som van PFAS	0,1	µg/l	De "PFAS-som" is de som van per- en polyfluoralkylstoffen die als zorgwekkend worden beschouwd voor water dat bestemd is voor menselijke consumptie en die zijn opgenomen in de lijst in bijlage XXXIII, deel B, punt 3. Het is een subgroep van de stoffen die "totaal PFAS" vormen en die een groep perfluoralkylstoffen met drie of meer koolstofatomen bevatten, namelijk -CnF2n-, n≥3,

			of een groep perfluoralkylethers met twee of meer koolstofatomen, namelijk $C_nF_{2n}OC_mF_{2m-}$, n en $m \geq 1$.
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen	0,10	$\mu\text{g/l}$	Som van de concentraties van de volgende gespecificeerde verbindingen: benzo(b)fluorantheen, benzo(k)fluorantheen, benzo(ghi)peryleen en indeno(1,2,3-cd)pyreen.
Seleen	20	$\mu\text{g/l}$	De parameterwaarde van 30 $\mu\text{g/l}$ wordt toegepast voor regio's waar de geologische omstandigheden kunnen leiden tot hoge concentraties in het grondwater.
Tetrachlooretheen en trichloorethyleen	10	$\mu\text{g/l}$	Som van de concentraties van de gespecificeerde parameters
Totaal trihalomethanen, afgekort THM	100	$\mu\text{g/l}$	Indien mogelijk trachten de leveranciers, zonder de desinfectie in gevaar te brengen, een lagere waarde te verkrijgen. Som van de concentraties van de volgende gespecificeerde verbindingen: chloroform, bromoform, dibroomchloormethaan en broomdichloormethaan.
Uranium	30	$\mu\text{g/l}$	
Vinylchloride	0,50	$\mu\text{g/l}$	De parameterwaarde heeft betrekking op de residuele concentratie monomeren in het water, berekend aan de hand van specificaties inzake de maximale vrijkoming van het overeenkomstige polymeer in contact met water.

Deel C: Indicatorparameters

Parameter	Parameterwaarde	Eenheid	Opmerking
Ammonium	0,50	mg/l	
Chloride	250	mg/l	Het water mag niet corrosief zijn
Clostridium perfringens (met inbegrip van sporen)	0	Aantal/100 ml	Deze parameter wordt gemeten als de risicobeoordeling dit aangeeft. Als niet aan deze parameterwaarde wordt voldaan, onderzoekt de leverancier de waterlevering om zich ervan te vergewissen dat er geen potentieel gevaar voor de menselijke gezondheid bestaat ten gevolge van de aanwezigheid van pathogene micro-organismen, bijvoorbeeld cryptosporidium. De leverancier deelt de resultaten van dit onderzoek mee aan het bestuur overeenkomstig de bepalingen van artikel R. 260.

Kleur	Aanvaardbaar voor consumenten		
Geleidbaarheid	2.500	$\mu\text{S cm}^{-1}$ bij 20°C	Het water mag niet agressief zijn
IJzer	200	$\mu\text{g/l}$	
Mangaan	50	$\mu\text{g/l}$	
Geur	Aanvaardbaar voor de consumenten en geen abnormale verandering		
Oxideerbaarheid	5	mg/l O_2	Deze parameter wordt niet gemeten als de parameter "totaal organische koolstof (TOC)" wordt geanalyseerd
Sulfaten	250	mg/l	Het water mag niet corrosief zijn
Natrium	200	mg/l	De leverancier overschrijdt de parameterwaarde van 150 mg/l aan de grens van de private distributie-installatie niet.
Smaak	Aanvaardbaar voor de consumenten en geen abnormale verandering		
Telling kolonies bij 22°C	Geen abnormale verandering		
Colibacteriën	0/100 ml		Voor water in flessen of containers is de eenheid het totale aantal/250 ml.
Calcium	270	mg/l	
totaal organische koolstof, afgekort TOC	6	mg/l C	Deze parameter wordt niet gemeten voor waterdistributies met een debiet van minder dan 10.000 m^3 per dag
Magnesium	50	mg/l	
Troebelheidsgraad	4	UTN	in het geval van oppervlaktewaterbehandeling streeft de waterleverancier naar een parameterwaarde van ten hoogste 1,0 standaardmeeteenheid troebelheid NTU (nephelometric turbidity units) in het water bij de uitgang van de waterbehandelingsinstallatie.
Vrije chloorresten	250	$\mu\text{g/l}$	Te meten bij het desinfecteren van water met natriumhypochloriet of chloorgas

Fosfor	1	mg P/l	
Kalium	Geen abnormale verandering	mg/l	
Temperatuur (aan de grens van de private distributie-installatie)	25	°C	Als deze parameterwaarde tijdens werken voor waterproductie of -distributie onder de verantwoordelijkheid van de waterleverancier gedurende meer dan 7 opeenvolgende dagen wordt overschreden, moet de waterleverancier ervoor zorgen dat er geen bacteriële proliferatie optreedt totdat de temperatuur weer onder 25°C daalt.
<p>Het water mag niet agressief of corrosief zijn. De minister definieert wat wordt verstaan onder agressief of corrosief water. Dit geldt vooral voor water dat een behandeling ondergaat zoals demineralisatie, ontharding, membraanbehandeling of omgekeerde osmose.</p>			
<p>Wanneer water bestemd voor menselijke consumptie een behandeling heeft ondergaan die het water aanzienlijk demineraliseert of onthardt, mogen calcium- en magnesiumzouten worden toegevoegd om het water te conditioneren teneinde mogelijke schadelijke gezondheidseffecten, de corrosiviteit of agressiviteit van het water te verminderen en de smaak te verbeteren.</p>			

Deel D: Relevante parameters om de risico's met betrekking tot de private distributie-installatie te beoordelen

Parameter	Parameterwaarde	Eenheid	Opmerking
Legionella	< 1.000	kve/l	Deze parameterwaarde wordt vastgesteld om de risico's met betrekking tot de private distributie-installatie te beoordelen en corrigerende of beperkende maatregelen voor gebruik te nemen. De maatregelen waarin deze artikelen voorzien, kunnen ook worden overwogen wanneer de parameterwaarde lager ligt, bijvoorbeeld bij infecties of uitbraken van ziekten. In dergelijke gevallen moet de infectiebron worden bevestigd en moet het soort infectie worden geïdentificeerd.
Lood	10	µg/l	Deze parameterwaarde wordt vastgesteld om de risico's met betrekking tot de private distributie-installatie te beoordelen en corrigerende of beperkende maatregelen voor gebruik te nemen. De eigenaars streven naar een minimumwaarde van 5 µg/l tegen 12 januari 2036.

Deel E: Aandachtstoffenlijst met stoffen en verbindingen die vanuit een gezondheidsperspectief aanleiding geven tot bezorgdheid bij het publiek of de wetenschappelijke gemeenschap

Parameter	CAS-nummer	EU-nummer	Richtwaarde	LOQ	Eenheid	Mogelijke methode
17-beta-estradiol	50-28-2	200-023-8	1	≤ 1	ng/l	--
nonylfenol	84852-15-3	284-325-5	300	≤ 300	ng/l	EN ISO 18857-2
asbest	12001-29-5	-	1.000	≤ 10	vezels/ml	Afgeleid van NFX 43-050

Opmerking: LOQ verwijst naar de bepaalbaarheidsgrens die met de methode moet worden bereikt

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Namen, 1 juni 2023.

Voor de regering:

De Minister-President,

E. DIRUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Bijlage XXXII van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt
Stoffen die mogen worden gebruikt voor de behandeling van voor menselijke consumptie bestemd water

1. Voor desinfectie of oxidatie:

Reagens	Formule	Maximaal toe te passen dosis (g/m ³)
Chloor	Cl ₂	30 (van Cl ₂)
Natriumhypochloriet	Na ClO	30 (van Cl ₂)
Calciumhypochloriet	Ca (ClO) ₂	30 (van Cl ₂)
Magnesiumhypochloriet	Mg (ClO) ₂	30 (van Cl ₂)
Natriumchloriet	Na ClO ₂	5
Chloordioxide	ClO ₂	3
Ammoniak	NH ₃	0,5
Ammoniumchloride	NH ₄ Cl	1,5
Ammoniumsulfaat	(NH ₄) ₂ SO ₄	1,8
Zwavel dioxide	SO ₂	4
Natriumbisulfiet	NaHSO ₃	8
Natriummetabisulfiet	Na ₂ S ₂ O ₅	7
Natriumthiosulfaat	Na ₂ S ₂ O ₃	14
Natriumsulfiet	Na ₂ SO ₃	14
Calciumsulfiet	CaSO ₃	10
Kopersulfaat	CuSO ₄	10
Kaliumpermanganaat	KMnO ₄	5
Ozon	O ₃	10
Zuurstof	O ₂	30
Waterstofperoxide	H ₂ O ₂	10
Pyrethrinen (alleen in uitzonderlijke gevallen)		0,5

2. Voor coagulatie en flocculatie:

Reagens	Formule	Maximaal toe te passen dosis (g/m ³)
Natriumsilicaat	Na ₂ O.nSiO ₂	10 (van SiO ₂)

Aluminiumsulfaat	$\text{Al}_2(\text{SO}_4)_3 \cdot n\text{H}_2\text{O}$	12 (van Al)
Natriumaluminaat	$\text{Na}_2\text{Al}_2\text{O}_4$	12 (van Al)
Polyhydroxychloride van aluminium	$\text{Al}_n(\text{OH})_m\text{Cl}_{3n-m}$	12 (van Al)
Polyhydroxychloridesulfaat van aluminium	$\text{Al}_n(\text{OH})_m(\text{SO}_4)_k\text{Cl}_{3n-m-2k}$	25 (van Al)
Ijzer(II)sulfaat	FeSO_4	20 (van Fe)
Ijzer(III)sulfaat	$\text{Fe}_2(\text{SO}_4)_3$	20 (van Fe)
Ijzer(III)chloride	FeCl_3	35 (van Fe)
Ijzer(III)chloridesulfaat	FeClSO_4	20 (van Fe)
Homopolymeren van dimethyl diallyl ammoniumchloride met moleculair gewicht begrepen tussen 400.000 en 3.000.000 met minder dan 10% monomeren	$(\text{C}_8\text{H}_{16}\text{NCl})_n$	5
Copolymeren van acrylamide en natriumacrylaat (max. 250 ppm monomeer)	$(\text{C}_3\text{H}_5\text{NO})_n (\text{C}_3\text{H}_3\text{O}_2\text{Na})_m$	0,8
Anionische polyacrylamide (<200 ppm)	$[-\text{CH}_2-\text{CH}(-\text{CONH}_2)-]_n$	0,4
Natronloog	NaOH	400
Zwavelzuur	H_2SO_4	100

3. Voor pH-correctie en/of mineralisatie:

Reagens	Formule	Maximaal toe te passen dosis (g/m ³)
Natronloog	NaOH	200
Natriumcarbonaat	Na_2CO_3	200
Natriumbicarbonaat	NaHCO_3	200
Natriumchloride	NaCl	150
Ongebluste kalk	CaO	200
Gebluste kalk	$\text{Ca}(\text{OH})_2$	200
Kalkmelk	$\text{Ca}(\text{OH})_2$	470
Calciumcarbonaat	CaCO_3	300
Calciumchloride	CaCl_2	120
Calciumsulfaat	CaSO_4	140
Magnesiumoxide	MgO	80
Calciumcarbonaat - Magnesiumoxide	CaCO_3MgO	300
Magnesiumcarbonaat	MgCO_3	175
Koolstofdioxide	CO_2	140

Zoutzuur	HCl	200
Zwavelzuur	H ₂ SO ₄	250

4. Diversen

Reagens	Basiseenheid	Maximaal toe te passen dosis (g/m ³)
Natriumhexametafosfaat	P ₂ O ₅	5
Natrium, kalium of calciumzouten van mono- of polyfosforzuur	P ₂ O ₅	5
Poedervormige actieve kool	C	10
Ethanol voor biologische denitrificatie	C ₂ H ₅ OH	40
Azijnzuur voor biologische denitrificatie	CH ₃ COOH	100
Fosforzuur	H ₃ PO ₄	1
Natriumzouten van polyacrylzuur en organofosfaten	-	5

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Namen, 1 juni 2023.

Voor de regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 3 bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Bijlage XXXIII van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt
Controle

DEEL A. Algemene doelstellingen en controleprogramma's voor water dat bestemd is voor menselijke consumptie

1. Programma's om de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water te controleren maken het mogelijk om:

(a) na te gaan of de maatregelen ter beheersing van risico's voor de menselijke gezondheid in de hele bevoorradingsketen, van de waterwinningszone via de onttrekking, behandeling en opslag tot de distributie, doeltreffend zijn en of het water dat beschikbaar is op het punt waar aan de voorschriften wordt voldaan, zuiver en rein is;

(b) informatie te verstrekken over de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water om aan te tonen dat wordt voldaan aan de verplichtingen die zijn vastgelegd in de artikelen D.181, §1 en D.183, §1;

(c) de meest geschikte middelen te bepalen om de risico's voor de menselijke gezondheid te beperken.

2. Overeenkomstig artikel D.188, § 2, voeren de leveranciers controleprogramma's uit die voldoen aan de in deel B van deze bijlage vastgestelde parameters en frequenties en die kunnen bestaan uit:

(a) het nemen en analyseren van gerichte watermonsters;

(b) het doorlopend registreren van metingen.

Bovendien kunnen de controleprogramma's de vorm aannemen van:

(a) inspecties van de gegevens betreffende de goede staat van werking en het onderhoud van de uitrusting of

(b) inspecties van het waterwinningsgebied en van de infrastructuur voor de behandeling, opslag en distributie van het water, zonder afbreuk te doen aan de vereisten inzake monitoring van geselecteerde relevante parameters, stoffen of verontreinigende stoffen, in oppervlaktewater of grondwater of in beide, in waterwinningszones of in onbehandeld water en, zonder afbreuk te doen aan de vereisten inzake monitoring van de parameters voor lood en *legionella*, op plaatsen waar bij de algemene analyse van de mogelijke risico's met betrekking tot de private distributie-installatie bijzondere risico's voor de waterkwaliteit en de menselijke gezondheid zijn vastgesteld.

3. De monitoringprogramma's omvatten ook een operationeel monitoringprogramma, dat een snel overzicht geeft van problemen met betrekking tot operationele prestaties of waterkwaliteit, en dat het mogelijk maakt om vooraf geplande corrigerende maatregelen zo snel mogelijk toe te passen. Deze operationele monitoringprogramma's zijn gebaseerd op de bevoorrading, houden rekening met de resultaten van de inventarisatie van de gevaren en gevaarlijke gebeurtenissen en de beoordeling van de risico's verbonden aan het bevoorradingssysteem, en hebben als doel de doeltreffendheid te bevestigen van alle monitoringmaatregelen die worden toegepast tijdens de winning, verwerking, distributie en opslag.

Het operationele monitoringprogramma voorziet in de monitoring van de troebelheidsparameter in de waterproductie-installatie om de doeltreffendheid van de fysieke verwijdering regelmatig te controleren door middel van filteringsprocédés, in overeenstemming met de referentiewaarden en frequenties die in de volgende tabel zijn aangegeven; deze bepalingen zijn niet van toepassing op grondwaterbronnen waarin de

troebelheid wordt veroorzaakt door ijzer en mangaan onder een bepaald vast te stellen productieniveau.

In het laatste geval, of indien de productie-installatie niet voorziet in een behandeling om de troebelheid van het water te beheersen en uit de risicoanalyse niet blijkt dat een dergelijke behandeling nodig is, is monitoring van de troebelheid niet verplicht.

Operationele parameter	Referentiewaarde
Troebelheid in de waterproductie-installatie	0,3 nefelometrische eenheden, afgekort NTU, in 95% van de monsters, waarvan geen enkele 1 NTU overschrijdt.

Volume, in m ³ , per dag gedistribueerd of geproduceerd water binnen een verdelingsgebied	Minimale frequentie van monsterneming en analyse
--	--

≤ 1.000	Wekelijks
> 1.000 en < 10.000	Dagelijks, d.w.z. elke dag van het jaar
> 10.000	Doorlopend

Het operationele monitoringprogramma voorziet ook in de monitoring van de volgende parameters in onbehandeld water om de doeltreffendheid van de behandelingsprocédés tegen microbiologische risico's te controleren:

Operationele parameter	Referentiewaarde	Eenheid	Opmerkingen
Somatische colifagen afgekort als PFU/100 ml	50 voor onbehandeld water Deze parameter wordt gemeten als de risicobeoordeling aangeeft dat dit nodig is. Als dit in onbehandeld water wordt aangetroffen in concentraties boven 50 PFU/100 ml, wordt dit na bepaalde behandelingsfasen geanalyseerd om het door de geplaatste barrières gelogde verminderingpercentages te bepalen en om te beoordelen of het risico op overleving van pathogene virussen voldoende onder controle is.	Plaquevormende eenheden,	

4. De Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water, neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de controleprogramma's van waterleveranciers doorlopend worden geëvalueerd en bijgewerkt in overeenstemming met artikel R.258.

DEEL B. Parameters en frequenties

1. Algemeen kader

Bij een controleprogramma wordt ten minste rekening gehouden met alle parameters bedoeld in artikel R.253, met inbegrip van de parameters die belangrijk zijn voor het beoordelen van de impact van private distributie-installaties op de waterkwaliteit op het punt waarop aan de voorschriften wordt voldaan als bedoeld in artikel D.184, §1, met uitzondering van *legionellabacteriën*, waarvoor de Regering monitoring organiseert overeenkomstig artikel 193bis. Bij de keuze van de parameters die geschikt zijn voor de monitoring wordt rekening gehouden met de lokale omstandigheden van elk waterdistributiegebied.

Leveranciers controleren de in punt 2 opgesomde parameters met de relevante frequentie van monsterneming die in punt 3 is vastgesteld.

2. Lijst van parameters

Parameters van groep A

De volgende parameters, d.w.z. groep A, worden gecontroleerd met de frequenties die zijn aangegeven in punt 3 van de tabel:

- a) *Escherichia coli*, afgekort *E. coli*, intestinale enterokokken, colibacteriën, inventarisatie van kolonies bij 22°C;
- b) kleur, smaak, geur;
- c) troebelheid, pH, geleidbaarheid, temperatuur;
- d) ammonium, nitrieten en nitraten.

In bepaalde omstandigheden kunnen de volgende parameters worden toegevoegd aan groep A:

- (a) aluminium en ijzer, bij gebruik voor chemische behandeling van water;
- (b) vrije chloorresten wanneer desinfectie wordt uitgevoerd met natriumhypochloriet of chloorgas;
- (c) andere parameters waarnaar wordt verwezen in bijlage XXXI en die relevant worden geacht in het controleprogramma, indien van toepassing na een risicobeoordeling zoals beschreven in deel C.

Escherichia coli, d.w.z. *E. coli*, en intestinale enterokokken worden beschouwd als essentiële parameters, en de monitoringfrequenties ervan worden niet verlaagd als gevolg van een beoordeling van de risico's van het bevoorradingssysteem overeenkomstig deel C van deze bijlage. Ze worden altijd op zijn minst gemonitord aan de in punt 2 van tabel 1 vermelde frequenties.

Parameters van groep B

Om vast te stellen of aan de in artikel R.253 vastgestelde parameterwaarden wordt voldaan, worden alle andere parameters die niet in het kader van groep A worden geanalyseerd en die overeenkomstig bijlage XXXI, delen A, B en C, worden vastgesteld, ten minste gecontroleerd met de in punt 3 van de tabel aangegeven frequenties, tenzij een andere monsternemingsfrequentie wordt vastgesteld op basis van de risicobeoordeling van het toevoersysteem die overeenkomstig de artikelen R.251bis/4 tot en met R.251bis/8 en deel C van deze bijlage wordt uitgevoerd.

3. Frequenties van monsterneming

Minimale frequentie van monsterneming en analyse om na te gaan of aan de voorschriften is voldaan

Dagelijks verdeeld of geproduceerd volume water in een verdelingsgebied, zie de opmerkingen 1 en 2, m³

Aantal monsternemingen per jaar

Aantal monsternemingen per jaar

		Parameters van groep A
≤ 100, opmerking 3	6	1, opmerking 5
> 100 en ≤ 1.000	12	1
> 1.000 en ≤ 3.300	24	2
> 3.300 en ≤ 6.600	36	3
> 6.600 en ≤ 9.900	48	4
> 9.900 en ≤ 13.200	60	5
> 13.200 en ≤ 20.000	72	5
> 20.000 en ≤ 30.000	96	6
> 30.000 en ≤ 40.000	132	7
> 40.000 en ≤ 50.000	168	8
> 50.000 en ≤ 60.000	204	9
> 60.000 en ≤ 70.000	234	10
> 70 000 en ≤ 80 000	264	11

Parameters van groep B

> 80.000 en ≤ 90.000	294	12
> 90.000 en ≤ 100.000	324	13
> 100.000 en ≤ 120.000	360	14
> 120.000	360 + 30 voor elke nieuwe tranche van 10.000 m ³ /d	14 +
1 voor elke nieuwe tranche van 25.000 m ³ /d		

Opmerking 1: een verdelingsgebied is een afgebakend geografisch gebied waarin het voor menselijke consumptie bestemde water afkomstig is van één of meerdere bronnen en waarin de kwaliteit als min of meer éénvormig kan worden beschouwd.

Opmerking 2: de volumes zijn gemiddelde volumes berekend over een kalenderjaar.

Opmerking 3: voor private waterverdeling van minder dan 100 m³ per dag die niet is vrijgesteld overeenkomstig artikel D.182, § 1, 3°, waarvoor een voorafgaande controle van de parameters van groep A en B een bevredigend resultaat heeft opgeleverd, kan het programma worden beperkt tot drie controles van de parameters van groep A per jaar. Wanneer de resultaten van de controles van de parameters van groep A alarmerend zijn, worden de inhoud en de frequenties van het controleprogramma herzien met het akkoord van de minister.

Opmerking 4: in het geval van een intermitterende kortetermijnbevoorrading is de controlefrequentie van water dat per watertankwagen of -boot wordt verdeeld als volgt vastgesteld:

-een eerste controle van de parameters van groep A;

- indien nodig, bijkomende controles die per geval worden bepaald door de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Opmerking 5: De minister of zijn afgevaardigde kan de frequentie van de monsternemingen verlagen, op voorwaarde dat alle overeenkomstig R.253 vastgestelde parameters ten minste om de zes jaar worden gecontroleerd en worden gemonitord indien een nieuwe waterbron in een waterbevoorradingssysteem wordt opgenomen of wijzigingen aan dat systeem worden aangebracht, waardoor mogelijk nadelige gevolgen voor de waterkwaliteit worden verwacht.

DEEL C. Beoordeling en beheer van risico's met betrekking tot een bevoorradingssysteem

1. Op basis van de resultaten van de risicobeoordeling met betrekking tot het bevoorradingssysteem wordt de lijst van parameters die in aanmerking worden genomen bij de monitoringactiviteiten uitgebreid, en worden de in deel B vastgestelde monsternemingsfrequenties verhoogd wanneer aan een van de volgende voorwaarden is voldaan:

a) de lijst van parameters of de in deze bijlage vastgestelde frequenties zijn ontoereikend om te voldoen aan de verplichtingen die worden opgelegd door artikel R.255 en de delen A en B van deze bijlage;

b) er is een aanvullende monitoring vereist voor de toepassing van artikel 255, §4;

c) de in deel A, punt 1, onder a), bedoelde garanties moeten worden geboden;

d) de frequenties van de monsternemingen worden verhoogd in het kader van de vaststelling en uitvoering van de preventieve maatregelen in de waterwinningsgebieden op basis van de risicobeoordeling met betrekking tot de waterwinningszones.

2. Op basis van de resultaten van de risicobeoordeling met betrekking tot het bevoorradingssysteem kunnen de in punt 2 van deel B vastgestelde lijst van parameters en de in punt 3 van deel B vastgestelde monsternemingsfrequenties worden verlaagd, op voorwaarde dat aan de volgende voorwaarden is voldaan:

(a) de monsternemingsfrequentie voor de parameters E. coli en de andere parameters van de families F1, F2 en F3, als bedoeld in punt 5, niet verlaagd tot onder de in punt 3 van deel B vastgestelde frequentie;

(b) voor alle andere parameters:

- i) worden de plaats en de frequentie van de monsterneming bepaald met inachtneming van de herkomst van de parameter en de variabiliteit en onderliggende trend van de concentratie ervan, rekening houdend met artikel D.184, §1;
- ii) om de minimale frequentie van de monsterneming van de parameters overeenkomstig punt 3 van deel B te verlagen, liggen alle resultaten van monsternemingen die op regelmatige tijdstippen over een periode van ten minste drie jaar zijn genomen op representatieve plaatsen van monsterneming in het hele verdelingsgebied lager dan zestig procent van de desbetreffende parameterwaarde;
- iii) om één of meerdere families van parameters uit de lijst van te controleren parameters te schrappen overeenkomstig punt 2 van deel B, liggen alle resultaten van monsternemingen die op regelmatige tijdstippen over een periode van ten minste drie jaar zijn genomen op representatieve plaatsen van monsterneming in het hele verdelingsgebied lager dan dertig procent van de desbetreffende parameterwaarde;
- iv) de schrapping van één of meerdere specifieke in punt 2 van deel B vastgestelde families van parameters uit de lijst van te controleren parameters is gebaseerd op de resultaten van de risicobeoordeling, ondersteund door de resultaten van de monitoring van de voor menselijke consumptie bestemde waterbronnen, en waarbij wordt bevestigd dat de menselijke gezondheid wordt beschermd tegen de schadelijke gevolgen van de aantasting van het voor menselijke consumptie bestemde water, in overeenstemming met de artikelen D.180, §1 en D.183, §1;
- v) de frequentie van de monsternemingen wordt uitsluitend verlaagd of één of meerdere families van parameters worden uitsluitend verwijderd uit de lijst van te controleren parameters zoals aangegeven in de punten ii) en iii), indien de risicobeoordeling bevestigt dat het onwaarschijnlijk is dat een redelijkerwijs te verwachten factor zal leiden tot een verslechtering van de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water. Als op 12 januari 2021 al monitoringresultaten beschikbaar waren waaruit blijkt dat aan de voorwaarden van punt 2, onder b), ii) tot en met v), is voldaan, mogen deze resultaten vanaf die datum worden gebruikt om de monitoring naar aanleiding van de beoordeling van de risico's in verband met het bevoorradingssysteem aan te passen. Als naar aanleiding van de risicobeoordeling met betrekking tot het bevoorradingssysteem die onder meer werd uitgevoerd overeenkomstig bijlage II, deel C, van Richtlijn 98/83/EG reeds aanpassingen aan de monitoring werden doorgevoerd, kan de minister de geldigheid daarvan bevestigen zonder te eisen dat wordt overgegaan tot een monitoring overeenkomstig punt 2, onder b), ii) en iii), over een nieuwe periode van ten minste drie jaar wordt uitgevoerd op representatieve plaatsen van monsterneming in het hele verdelingsgebied.
- In afwijking van punt 2, onder b), iii), wordt de minimale proefperiode van drie jaar teruggebracht tot één jaar voor de parameter "perchloraat" en, in verdelingsgebieden die worden bevoorrad uit waterbronnen die uitsluitend van grondwater afkomstig zijn, voor de parameter "gehalogeneerde azijnzuren".

3. Het in punt 2 bedoelde verzoek om de frequentie te verlagen heeft betrekking op één of meerdere families van parameters die als volgt zijn gegroepeerd:

Parameters van groep A, gemeten met hoge frequentie

F1. Microbiologische parameters: E coli, intestinale enterokokken, colibacteriën, gehalte aan kolonies bij 22 °C;

F2. Organoleptische parameters: kleur, geur, smaak;

F3. Operationele parameters: troebelheid, pH, geleidbaarheid, vrije chloorresten, temperatuur;

F4. Parameters van de stikstofbalans: nitraten, nitrieten, ammonium.

Parameters van groep B, gemeten met lage frequentie

F5. Pesticiden

F6. Polycyclische aromatische koolwaterstoffen, afgekort PAK;

- F7. Trihalomethanen, afgekort THM;
- F8. Gechloreerde solventen en andere koolwaterstoffen;
- F9. Metalen 1, bestanddelen van de uitrusting: Cu, Cr, Cd, Ni, Pb, Sb, Zn;
- F10. Metalen 2: As, Hg, Se;
- F11. Operationele metalen: Al, Fe, Mn;
- F12. Totale hardheid en kationen, Na, K, Ca, Mg;
- F13. Boor en fosfor;
- F14. Broomaat;
- F15. Cyaniden;
- F16. Anionen: anorganische anionen met uitzondering van bromaat en cyanide;
- F17. Organische stoffen: oxideerbaarheid of totale organische koolstof, afgekort TOC;
- F18. Aanvullende microbiologische parameters: clostridium perfringens, met inbegrip van sporen;
- F19. Per- en polyfluoralkylstoffen, afgekort PFAS;
- F20. Bisfenol A;
- F21. Chlorieten en chloraten;
- F22. Gehalogeneerde azijnzuren, afgekort AHAA5;
- F23. Perchloraten.

DEEL D. Methoden en plaatsen voor monsterneming

1. De plaatsen voor monsterneming worden zodanig bepaald dat overeenstemming met de in artikel D.184, §1 vastgestelde punten waar aan de voorschriften wordt voldaan, wordt gewaarborgd. In het geval van een verdelingsnetwerk, mag de waterleverancier echter monsters nemen in het verdelingsgebied of in de behandelingsinstallaties om specifieke parameters te controleren, indien kan worden aangetoond dat er geen ongunstige wijziging optreedt in de gemeten waarde van de desbetreffende parameters. Voor zover mogelijk wordt het aantal monsters gelijk over plaats en tijd verdeeld.
2. Monsterneming op conformiteitspunten moet aan de volgende vereisten voldoen:
 - (a) monsters voor bepaalde chemische parameters (in het bijzonder koper, lood en nikkel) worden genomen aan de kraan van de consument zonder er voorafgaand water uit te laten stromen. Er wordt willekeurig gedurende de dag een monster van één liter genomen. Een andere mogelijkheid is dat de leverancier gebruikmaakt van monsternemingsmethoden waarbij het water gedurende een specifieke door de minister gespecificeerde periode stilstaat, op voorwaarde dat deze methoden op het niveau van het verdelingsgebied niet leiden tot een lager aantal gevallen van niet-naleving dan het aantal dat wordt verkregen door de methode van willekeurige monsterneming gedurende de dag;
 - (b) de monsters voor microbiologische parameters op het conformiteitspunt worden genomen en behandeld overeenkomstig de norm NBN EN ISO 19458, monsternemingsmethode B.
3. Monsters voor het monitoren van legionellabacteriën in private distributie-installaties moeten worden genomen op punten waar een groot risico bestaat dat de legionellabacteriën zich verspreiden, op punten voor monsterneming die representatief zijn voor systemische blootstelling aan legionellabacteriën, of op beide punten. De bevoegde instantie bedoeld in artikel D.193bis, §1, stelt richtlijnen op voor monsternemingsmethoden voor het monitoren van legionellabacteriën.
4. Met uitzondering van monsternemingen uitgevoerd aan kranen van consumenten, voldoet de monsterneming op het verdelingsnetwerk aan de norm ISO 5667-5. Wat microbiologische parameters betreft, worden de monsters genomen en behandeld overeenkomstig de norm NBN EN ISO 19458, monsternemingsmethode A.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Namen, 1 juni 2023.

Voor de regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 4 bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Bijlage XXXIV van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

SPECIFICATIES VOOR DE ANALYSE VAN PARAMETERS

Overeenkomstig artikel D.188, §3, nemen de leveranciers en de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de nodige maatregelen om te garanderen dat de analysemethoden die worden gebruikt voor de controle en het aantonen van de conformiteit van het voor menselijke consumptie bestemde water, met uitzondering van de troebelheid, asbest en de organoleptische parameters van de F2-familie gedefinieerd in bijlage XXXIII, gevalideerd zijn en ondersteund worden overeenkomstig de norm EN ISO 17025 of een andere gelijkwaardige internationaal erkende norm.

De leveranciers en de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu verifiëren dat de laboratoria of de partijen die door de laboratoria worden ingeschakeld, systemen voor kwaliteitsbeheer toepassen die voldoen aan de norm EN ISO/IEC17025 of een andere gelijkwaardige internationaal erkende norm.

Om de gelijkwaardigheid tussen andere methoden en de in deze bijlage genoemde methoden te beoordelen, kunnen zij gebruikmaken van de norm EN ISO 17994, die reeds is vastgesteld als norm voor het beoordelen van de gelijkwaardigheid van microbiologische methoden, de norm EN ISO 16140 of een ander vergelijkbaar internationaal erkend protocol, teneinde de gelijkwaardigheid vast te stellen van methoden die zijn gebaseerd op andere dan kweekbeginselen, en die buiten het toepassingsgebied van de norm EN ISO 17994 vallen.

Bij gebrek aan een analysemethode die voldoet aan de in deel B vastgestelde minimale prestatiecriteria, zien de leveranciers en de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu erop toe dat de monitoring wordt uitgevoerd met behulp van de best beschikbare technieken die geen buitensporige kosten met zich meebrengen.

Deel A

Microbiologische parameters waarvoor analysemethoden zijn gespecificeerd

De gebruikte analysemethoden voor microbiologische parameters zijn de volgende:

- a) *Escherichia coli*, afgekort *E. coli* en colibacteriën, EN ISO 9308-1 of EN ISO 9308-2;
- b) Intestinale enterokokken, EN ISO 7899-2;
- c) telling van kolonies of inventarisatie van heterotrofe bacteriën bij 22 °C, EN ISO 6222;
- d) *Clostridium perfringens* (met inbegrip van sporen), EN ISO 14189;
- e) *Legionella*, EN ISO 11731, voor naleving van de in bijlage XXXI, deel D, aangegeven waarde; voor risicogebaseerde monitoring van de verificatie en als aanvulling op kweekgebaseerde methoden, kunnen ook methoden zoals ISO/TS 12869, snelle kweekmethoden, niet-kweekgebaseerde methoden en moleculaire methoden, met name Q-PCR, worden gebruikt.
- f) Somatische colifagen. Voor de operationele monitoring van somatische colifagen kunnen bijlage XXXIII, deel A, EN ISO 10705-2 en EN ISO 10705-3 worden gebruikt.

Deel B

Chemische parameters en indicatoren waarvoor prestatiekenmerken zijn gespecificeerd

1. Chemische parameters en indicatoren

Voor de in tabel 1 van deze bijlage vermelde parameters, laat de gebruikte analysemethode toe om ten minste de concentraties te meten die gelijk zijn aan de parameterwaarde, met een bepaalbaarheids grens, overeenkomstig artikel R.42sexies, 4°, van dertig procent of minder van de relevante parameterwaarde en met de in tabel 1 van deze bijlage vermelde meetonzekerheid. Het resultaat wordt uitgedrukt in ten minste hetzelfde aantal significante cijfers als de parameterwaarde als bedoeld in bijlage XXXI, delen B en C.

Voor de parameters in onderstaande tabel die ook in bijlage XI zijn opgenomen, mag de maximale bepaalbaarheids grens in het voor menselijke consumptie bestemde water bij de monitoring van drinkbaar grond- en oppervlaktewater bovendien niet hoger zijn dan in bijlage XI wordt aangegeven.

De in tabel 1 bedoelde meetonzekerheid mag niet worden gebruikt als bijkomende tolerantie voor de in bijlage XXXI vastgestelde parameterwaarden.

Tabel 1. Minimaal prestatiekenmerk "meetonzekerheid"

Parameters Meetonzekerheid

(zie opmerking 1)

percentage van de parameterwaarde, behalve voor pH

Opmerkingen

Aluminium

25

Ammonium

40

Acrylamide

30

Zie opmerking 11

Antimoon

40

Arseen

30

Benzo(a)pyreen

50

Zie opmerking 2

Benzeen

40

Bisfenol A

50

Boor

25

Bromaat

40

Cadmium

25

Chloriden

15

Chloraten

40

Chlorieten

40

Chroom

30

Geleidbaarheid

20

Koper

25

Cyanide

30

Zie opmerking 3

1,2-Dichloorethaan

40

Epichloorhydrine

30

Zie opmerking 11

Fluoride

20

Haloazijnzuren HAA5

50

Concentratie waterstofionen pH

0,2

Zie opmerking 4

IJzer

30

30

Lood

30

30

Mangaan

30

30

Kwik

30

30

Microcystine-LR	30	
	30	
Nikkel	25	
	25	
Nitraten	15	
	15	
Nitrieten	20	
	20	
Oxideerbaarheid	50	Zie opmerking 5
	50	Zie opmerking 5
Perchloraten	40	
Pesticiden	30	Zie opmerking 6
	30	Zie opmerking 6
PFAS	50	
	50	
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen		40
	Zie opmerking 7	40
	Zie opmerking 7	
Selenium	40	
	40	
Natrium	15	
	15	
Sulfaten	15	
	15	
Tetrachloorethyleen	40	Zie opmerking 8
	40	Zie opmerking 8
Trichloorethyleen	40	Zie opmerking 8
	40	Zie opmerking 8
Totaal trihalomethanen	40	Zie opmerking 7
	40	Zie opmerking 7
Totaal organische koolstof, afgekort TOC		30
	Zie opmerking 9	30
	Zie opmerking 9	
Troebelheid	30	Zie opmerking 10
	30	Zie opmerking 10
Uranium	30	
	30	
Vinylchloride	50	Zie opmerking 11
	50	
Zink	25	Zie opmerking 12

2. Opmerkingen met betrekking tot tabel 1

Opmerking 1 De meetonzekerheid is de absolute waarde van de parameter die de spreiding karakteriseert van de kwantitatieve waarden die aan een te meten grootte worden toegekend, op basis van de gebruikte informatie. Het prestatie criterium voor de meetonzekerheid, waarbij $k = 2$, is het percentage van de in de tabel aangegeven parameterwaarde of een striktere waarde. De meetonzekerheid wordt geraamd op het niveau van de parameterwaarde, tenzij anders vermeld.

- Opmerking 2 Als de meetonzekerheid niet kan worden bereikt, moet de best beschikbare techniek worden weerhouden, tot maximaal zestig procent.
- Opmerking 3 Met deze methode wordt het totale cyanidegehalte in al zijn vormen vastgesteld.
- Opmerking 4 De meetonzekerheid wordt uitgedrukt in pH-eenheden.
- Opmerking 5 Referentiemethode: EN ISO 8467.
- Opmerking 6 De prestatiekenmerken van de verschillende pesticiden worden alleen ter informatie gegeven. Wat de meetonzekerheid betreft, kunnen waarden dalen tot dertig procent voor verschillende pesticiden, terwijl hogere waarden tot tachtig procent kunnen worden toegestaan voor een aantal pesticiden, zoals deisopropylatrazine: vijftig procent.
- Opmerking 7 De prestatiekenmerken gelden voor alle stoffen, gespecificeerd aan 25% van de parameterwaarde in bijlage XXXI, deel B.
- Opmerking 8 De prestatiekenmerken gelden voor alle stoffen, gespecificeerd aan 50% van de parameterwaarde in bijlage XXXI, deel B.
- Opmerking 9 De meetonzekerheid van de meting moet worden geschat op het niveau van 3 mg/l totale organische koolstof, afgekort TOC. De norm EN 1484 - Richtlijnen voor de bepaling van de totale organische koolstof, afgekort TOC, en de opgeloste organische koolstof, afgekort DOC, wordt gebruikt om de onzekerheid van de testmethode te specificeren.
- Opmerking 10 De meetonzekerheid moet worden geraamd ter hoogte van 1,0 NTU, nephelometric Turbidity Units, in overeenstemming met EN ISO 7027 of een andere gelijkwaardige standaardmethode.
- Opmerking 11 De parameters acrylamide, epichloorhydrine en vinylchloride worden in de betrokken verdelingsgebieden gecontroleerd in functie van de kwaliteitscriteria die zijn gespecificeerd voor een product dat in de distributieketen wordt gebruikt.
- Opmerking 12 In drinkbaar onbehandeld water en in behandelingsinstallaties voldoet de meetonzekerheid bovendien aan de eis van artikel R.43bis-4, § 4.

3. Som van PFAS

De volgende stoffen worden geanalyseerd op basis van technische richtsnoeren die door de Europese Commissie zijn opgesteld en door de regering zijn goedgekeurd:

1. Perfluorobutaanzuur, afgekort PFBA;
2. Perfluoropentaanzuur, afgekort PFPeA;
3. Perfluorohexaanzuur, afgekort PFHxA;
4. Perfluorheptaanzuur, afgekort PFHpA;
5. Perfluoroctaanzuur, afgekort PFOA;
6. Perfluornonaanzuur, afgekort PFNA;
7. Perfluordecaanzuur, afgekort PFDA;
8. Perfluorundecaanzuur, afgekort PFnDA;
9. Perfluordodecaanzuur, afgekort PFDoDA;
10. Perfluortridecaanzuur, afgekort PFTrDA;
11. Perfluorbutaansulfonzuur, afgekort PFBS;
12. Perfluoropentaansulfonzuur, afgekort PFPeS;
13. Perfluorhexaansulfonzuur, afgekort PFHxS;
14. Perfluorheptaansulfonzuur, afgekort PFHpS;
15. Perfluoroctaansulfonzuur, afgekort PFOS;
16. Perfluorhexaansulfonzuur, afgekort PFHxS;
17. Perfluordecaansulfonzuur, afgekort PFDS;
18. Perfluorundecaansulfonzuur;

19. Perfluordodecaansulfonzuur;
20. Perfluortridecaansulfonzuur;

Deze stoffen worden gemonitord wanneer op basis van de beoordeling en het beheer van de risico's met betrekking tot de waterwinningszones, uitgevoerd in overeenstemming met artikel D.181, §1, 4° van de Code, wordt geconcludeerd dat deze stoffen waarschijnlijk aanwezig zijn in een bepaalde bevoorrading.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Namen, 1 juni 2023.

Voor de regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Bijlage XXXI van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt
Minimumvereisten voor parameterwaarden die worden gebruikt om de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water te beoordelen

Deel A: Microbiologische parameters

Intestinale enterokokken

Parameterwaarde	Eenheid	Opmerkingen
0	Aantal/100 ml	Voor water in flessen of containers is de eenheid het aantal/250 ml.

Escherichia coli, afgekort E.Coli

Parameterwaarde	Eenheid	Opmerkingen
0	Aantal/100 ml	Voor water in flessen of containers is de eenheid het aantal/250 ml.

Deel B: Chemische parameters

Parameters	Parameter waarde	Eenheid	Opmerking
Acrylamide	0,10	µg/l	De parameterwaarde heeft betrekking op de residuele concentratie monomeren in het water, berekend aan de hand van specificaties inzake de maximale vrijkoming van het overeenkomstige polymeer in contact met water.
Aluminium	200	µg/l	
Antimoon	10	µg/l	
Arseen	10	µg/l	
Benzeen	1	µg/l	
Benzo(a)pyreen	0,010	µg/l	
Bisfenol A	2,5	µg/l	
Boor	1,5	mg/l	Er wordt een parameterwaarde van 2,4 mg/l toegepast wanneer ontzilt water de belangrijkste waterbron is voor het desbetreffende toevoersysteem, of in regio's waar de geologische omstandigheden tot hoge concentraties in het grondwater kunnen leiden.
Bromaat	10	µg/l	Indien mogelijk tracht de leverancier, zonder de desinfectie in gevaar te brengen, een lagere waarde te verkrijgen.
Cadmium	5,0	µg/l	
Chloraat	0,25	mg/l	Er wordt een parameterwaarde van 0,7 mg/l toegepast wanneer een desinfectiemethode wordt gebruikt die chloraat genereert, in het bijzonder chloordioxide, voor de desinfectie van voor

			<p>menselijke consumptie bestemd water. Indien mogelijk trachten de leveranciers, zonder de desinfectie in gevaar te brengen, een lagere waarde te verkrijgen.</p> <p>Deze parameter wordt alleen gemeten als dergelijke desinfectiemethoden worden gebruikt.</p>
Chloriet	0,25	mg/l	<p>Er wordt een parameterwaarde van 0,7 mg/l toegepast wanneer een desinfectiemethode wordt gebruikt die chloriet genereert, in het bijzonder chloordioxide, voor de desinfectie van voor menselijke consumptie bestemd water.</p> <p>Indien mogelijk trachten de leveranciers, zonder de desinfectie in gevaar te brengen, een lagere waarde te verkrijgen. Deze parameter wordt alleen gemeten als dergelijke desinfectiemethoden worden gebruikt.</p>
Chroom	25	µg/l	<p>Aan de parameterwaarde van 25 µg/l wordt uiterlijk op 12 januari 2036 voldaan. De parameterwaarde voor chroom bedraagt tot deze datum 50 µg/l.</p>
Waterstofionenconcentratie	≥6,5 en ≤9,5	pH-eenheden	<p>Het water mag niet agressief zijn.</p> <p>Voor plat water in flessen of containers mag de minimumwaarde worden verlaagd naar 4,5 pH.</p> <p>Voor water in flessen of containers dat van nature rijk is aan koolstofdioxide of kunstmatig verrijkt is met koolstofdioxide, kan de minimumwaarde lager zijn.</p>
Koper	2	mg/l	<p>Deze waarde is van toepassing op een monster van voor menselijke consumptie bestemd water dat zowel aan de kraan wordt genomen volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, zodat het representatief is voor een gemiddelde wekelijkse inname door consumenten, als aan de meter volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, om te garanderen dat bij de toevoer van particuliere binneninstallaties kwaliteitsvol water wordt geleverd.</p>
Cyanide	50	µg/l	
1,2-Dichloorethaan	3,0	µg/l	
Hardheid	"/"	° F	<p>De waterhardheid bedraagt bij kunstmatige ontharding niet minder dan tien Franse graden.</p>
Epichloorhydrine	0,10	µg/l	<p>De parameterwaarde heeft betrekking op de residuele concentratie monomeren in het water, berekend aan de hand van specificaties inzake de maximale vrijkoming van het overeenkomstige polymeer in contact met water.</p>
Fluoride	1,5	mg/l	

Gehalogeneerde azijnzuren, afgekort HAA5	60	µg/l	Deze parameter wordt alleen gemeten wanneer desinfectiemethoden die HAA5 kunnen genereren worden gebruikt voor de desinfectie van voor menselijke consumptie bestemd water. Hij bestaat uit de som van de volgende vijf representatieve stoffen: chloorazijnzuur, dichloorazijnzuur, trichloorazijnzuur, broomazijnzuur en dibroomazijnzuur.
Lood	5	µg/l	<p>B. Aan de waarde wordt uiterlijk op 12 januari 2036 voldaan. De parameterwaarde voor lood bedraagt tot deze datum 10 µg/l.</p> <p>Na de overgangperiode wordt de waarde van 5 µg/l ten minste nageleefd aan het bevoorradingspunt van particuliere installaties voor waterdistributie.</p> <p>B. Deze waarde is van toepassing op een monster van voor menselijke consumptie bestemd water dat zowel aan de kraan wordt genomen volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, zodat het representatief is voor een gemiddelde wekelijkse inname door consumenten, als aan de meter volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, om te garanderen dat bij de toevoer van particuliere binneninstallaties kwaliteitsvol water wordt geleverd.</p> <p>C. De leverancier neemt passende maatregelen om loden aansluitingen op het net dat hem toebehoort te vervangen of neemt alle passende maatregelen om ervoor te zorgen dat er geen contact mogelijk is tussen een loden aansluiting en voor menselijke consumptie bestemd water, waarbij prioriteit wordt gegeven aan situaties waarbij de loodconcentraties in het voor menselijke consumptie bestemd water het hoogst zijn. Overeenkomstig artikel R.256, §2, zal voor elke loden aansluiting die nog aanwezig is door de leverancier een dubbele controle aan de meter/keuken worden uitgevoerd van de loodconcentraties in het water, volgens de door de minister vastgestelde regels, een eerste keer in 2020 of 2021 en vervolgens jaarlijks, of om de vijf jaar als ze voorzien is van een beschermende bekleding.</p> <p>Ten minste eenmaal per jaar informeert de leverancier de consumenten over de gevaren die de particuliere binneninstallaties in lood kunnen opleveren voor de volksgezondheid.</p>

Kwik	1	µg/l	
Microcystine-LR	1	µg/l	Deze parameter wordt alleen gemeten in het geval van bloei in oppervlaktewatervoorraden, d.w.z. stijgende celdichtheid van cyanobacteriën of bloeipotentieel
Nikkel	20	µg/l	Deze waarde is van toepassing op een monster van voor menselijke consumptie bestemd water dat zowel aan de kraan wordt genomen volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, zodat het representatief is voor een gemiddelde wekelijkse inname door consumenten, als aan de meter volgens een geschikte, door de minister vastgestelde bemonsteringsmethode, om te garanderen dat bij de toevoer van particuliere binneninstallaties kwaliteitsvol water wordt geleverd.
Nitraten	50	mg/l	De leverancier neemt de nodige maatregelen om de voorwaarde dat $[\text{nitraat}]/50 + [\text{nitriet}]/3 \leq 1$, waarbij de rechte haken de concentratie in mg/l uitdrukken, voor nitraat en voor nitriet, vervuld wordt. en dat de waarde van 0,10 mg/l voor nitriet niet wordt overschreden in het water bij de uitgang van de waterbehandelingsinstallatie.
Nitrieten	0,50	mg/l	De leverancier neemt de nodige maatregelen om de voorwaarde dat $[\text{nitraat}]/50 + [\text{nitriet}]/3 \leq 1$, waarbij de rechte haken de concentratie in mg/l uitdrukken, voor nitraat en voor nitriet, vervuld wordt. en dat de waarde van 0,10 mg/l voor nitriet niet wordt overschreden in het water bij de uitgang van de waterbehandelingsinstallatie.
Perchloraat	15	µg/l	
Pesticiden	0,10	µg/l	Onder pesticiden wordt verstaan: <ul style="list-style-type: none"> - organische insecticiden, - organische herbiciden, - organische fungiciden, - organische nematiciden, - organische acariciden, - organische algiciden, - organische rodenticiden, - organische schimmelwerende producten, - soortgelijke producten zoals groeiregulatoren, en hun metabolieten, zoals gedefinieerd in artikel 3, lid 32, van Verordening (EG) nr. 1107/2009, die door de Europese of federale Belgische autoriteiten relevant worden geacht. Een pesticidemetaboliet wordt relevant geacht voor water dat voor menselijke consumptie bestemd is, indien er reden is om aan te nemen dat

			<p>het intrinsieke eigenschappen heeft die vergelijkbaar zijn met die van de moederstof wat betreft de biologische doelactiviteit van het pesticide of dat het een risico met zich meebrengt voor de consumenten.</p> <p>De parameterwaarde geldt voor elk afzonderlijk pesticide.</p> <p>In het geval van aldrin, dieldrin, heptachloor en heptachloorepoxide is de parameterwaarde 0,030 µg/l.</p> <p>De relevante pesticiden en metabolieten die zijn opgenomen in bijlage XI worden ten minste gecontroleerd volgens de herkomst van het water waarnaar in die bijlage wordt verwezen.</p> <p>-----</p> <p>Er is een indicatieve waarde van 4,5 µg/l vastgesteld om de aanwezigheid van niet-relevante metabolieten van pesticiden in het drinkwater te beheren.</p> <p>De minister kan een lagere grenswaarde vaststellen voor niet-relevante metabolieten die tekenen van toxiciteit vertonen.</p> <p>De niet-relevante metabolieten die zijn opgenomen in bijlage XI worden ten minste gecontroleerd volgens de herkomst van het water waarnaar in die bijlage wordt verwezen.</p>
Totaal pesticiden	0,50	µg/l	<p>Het "pesticidentotaal" is de som van alle afzonderlijke pesticiden die in de vorige lijn zijn gedefinieerd en die bij de toezichtprocedure worden opgespoord en gekwantificeerd. Bij de berekening van deze som wordt alleen rekening gehouden met de relevante pesticiden en metabolieten die zijn opgenomen in bijlage XI.</p>
Totaal PFAS	0,5	µg/l	<p>Het "totaal PFAS" verwijst naar het totaal van alle per- en polyfluoralkylstoffen. Deze methode is een alternatief voor de hieronder beschreven "som van PFAS"-methode. Zodra de richtsnoeren voor de twee methoden door de Europese Commissie zijn verstrekt, zal de minister aangeven welke methode definitief zal worden weerhouden en wat de technische specificaties daarvan zullen zijn.</p>
Som van PFAS	0,1	µg/l	<p>De "PFAS-som" is de som van per- en polyfluoralkylstoffen die als zorgwekkend worden beschouwd voor water dat bestemd is voor menselijke consumptie en die zijn opgenomen in de lijst in bijlage XXXIII, deel B, punt 3.</p> <p>Het is een subgroep van de stoffen die "totaal PFAS" vormen en die een groep perfluoralkylstoffen met drie of meer koolstofatomen bevatten, namelijk -C_nF_{2n}-, n ≥ 3,</p>

			of een groep perfluoralkylethers met twee of meer koolstofatomen, namelijk $C_nF_{2n}OC_mF_{2m-}$, n en $m \geq 1$.
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen	0,10	$\mu\text{g/l}$	Som van de concentraties van de volgende gespecificeerde verbindingen: benzo(b)fluorantheen, benzo(k)fluorantheen, benzo(ghi)peryleen en indeno(1,2,3-cd)pyreen.
Seleen	20	$\mu\text{g/l}$	De parameterwaarde van 30 $\mu\text{g/l}$ wordt toegepast voor regio's waar de geologische omstandigheden kunnen leiden tot hoge concentraties in het grondwater.
Tetrachlooretheen en trichloorethyleen	10	$\mu\text{g/l}$	Som van de concentraties van de gespecificeerde parameters
Totaal trihalomethanen, afgekort THM	100	$\mu\text{g/l}$	Indien mogelijk trachten de leveranciers, zonder de desinfectie in gevaar te brengen, een lagere waarde te verkrijgen. Som van de concentraties van de volgende gespecificeerde verbindingen: chloroform, bromoform, dibroomchloormethaan en broomdichloormethaan.
Uranium	30	$\mu\text{g/l}$	
Vinylchloride	0,50	$\mu\text{g/l}$	De parameterwaarde heeft betrekking op de residuele concentratie monomeren in het water, berekend aan de hand van specificaties inzake de maximale vrijkoming van het overeenkomstige polymeer in contact met water.

Deel C: Indicatorparameters

Parameter	Parameterwaarde	Eenheid	Opmerking
Ammonium	0,50	mg/l	
Chloride	250	mg/l	Het water mag niet corrosief zijn
Clostridium perfringens (met inbegrip van sporen)	0	Aantal/100 ml	Deze parameter wordt gemeten als de risicobeoordeling dit aangeeft. Als niet aan deze parameterwaarde wordt voldaan, onderzoekt de leverancier de waterlevering om zich ervan te vergewissen dat er geen potentieel gevaar voor de menselijke gezondheid bestaat ten gevolge van de aanwezigheid van pathogene micro-organismen, bijvoorbeeld cryptosporidium. De leverancier deelt de resultaten van dit onderzoek mee aan het bestuur overeenkomstig de bepalingen van artikel R. 260.

Kleur	Aanvaardbaar voor consumenten		
Geleidbaarheid	2.500	$\mu\text{S cm}^{-1}$ bij 20°C	Het water mag niet agressief zijn
IJzer	200	$\mu\text{g/l}$	
Mangaan	50	$\mu\text{g/l}$	
Geur	Aanvaardbaar voor de consumenten en geen abnormale verandering		
Oxideerbaarheid	5	mg/l O ₂	Deze parameter wordt niet gemeten als de parameter "totaal organische koolstof (TOC)" wordt geanalyseerd
Sulfaten	250	mg/l	Het water mag niet corrosief zijn
Natrium	200	mg/l	De leverancier overschrijdt de parameterwaarde van 150 mg/l aan de grens van de private distributie-installatie niet.
Smaak	Aanvaardbaar voor de consumenten en geen abnormale verandering		
Telling kolonies bij 22°C	Geen abnormale verandering		
Colibacteriën	0/100 ml		Voor water in flessen of containers is de eenheid het totale aantal/250 ml.
Calcium	270	mg/l	
totaal organische koolstof, afgekort TOC	6	mg/l C	Deze parameter wordt niet gemeten voor waterdistributies met een debiet van minder dan 10.000 m ³ per dag
Magnesium	50	mg/l	
Troebelheidsgraad	4	UTN	in het geval van oppervlaktewaterbehandeling streeft de waterleverancier naar een parameterwaarde van ten hoogste 1,0 standaardmeeteenheid troebelheid NTU (nephelometric turbidity units) in het water bij de uitgang van de waterbehandelingsinstallatie.
Vrije chloorresten	250	$\mu\text{g/l}$	Te meten bij het desinfecteren van water met natriumhypochloriet of chloorgas

Fosfor	1	mg P/l	
Kalium	Geen abnormale verandering	mg/l	
Temperatuur (aan de grens van de private distributie-installatie)	25	°C	Als deze parameterwaarde tijdens werken voor waterproductie of -distributie onder de verantwoordelijkheid van de waterleverancier gedurende meer dan 7 opeenvolgende dagen wordt overschreden, moet de waterleverancier ervoor zorgen dat er geen bacteriële proliferatie optreedt totdat de temperatuur weer onder 25°C daalt.
<p>Het water mag niet agressief of corrosief zijn. De minister definieert wat wordt verstaan onder agressief of corrosief water. Dit geldt vooral voor water dat een behandeling ondergaat zoals demineralisatie, ontharding, membraanbehandeling of omgekeerde osmose.</p>			
<p>Wanneer water bestemd voor menselijke consumptie een behandeling heeft ondergaan die het water aanzienlijk demineraliseert of onthardt, mogen calcium- en magnesiumzouten worden toegevoegd om het water te conditioneren teneinde mogelijke schadelijke gezondheidseffecten, de corrosiviteit of agressiviteit van het water te verminderen en de smaak te verbeteren.</p>			

Deel D: Relevante parameters om de risico's met betrekking tot de private distributie-installatie te beoordelen

Parameter	Parameterwaarde	Eenheid	Opmerking
Legionella	< 1.000	kve/l	Deze parameterwaarde wordt vastgesteld om de risico's met betrekking tot de private distributie-installatie te beoordelen en corrigerende of beperkende maatregelen voor gebruik te nemen. De maatregelen waarin deze artikelen voorzien, kunnen ook worden overwogen wanneer de parameterwaarde lager ligt, bijvoorbeeld bij infecties of uitbraken van ziekten. In dergelijke gevallen moet de infectiebron worden bevestigd en moet het soort infectie worden geïdentificeerd.
Lood	10	µg/l	Deze parameterwaarde wordt vastgesteld om de risico's met betrekking tot de private distributie-installatie te beoordelen en corrigerende of beperkende maatregelen voor gebruik te nemen. De eigenaars streven naar een minimumwaarde van 5 µg/l tegen 12 januari 2036.

Deel E: Aandachtstoffenlijst met stoffen en verbindingen die vanuit een gezondheidsperspectief aanleiding geven tot bezorgdheid bij het publiek of de wetenschappelijke gemeenschap

Parameter	CAS-nummer	EU-nummer	Richtwaarde	LOQ	Eenheid	Mogelijke methode
17-beta-estradiol	50-28-2	200-023-8	1	≤ 1	ng/l	--
nonylfenol	84852-15-3	284-325-5	300	≤ 300	ng/l	EN ISO 18857-2
asbest	12001-29-5	-	1.000	≤ 10	vezels/ml	Afgeleid van NFX 43-050

Opmerking: LOQ verwijst naar de bepaalbaarheidsgrens die met de methode moet worden bereikt

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Namen, 1 juni 2023.

Voor de regering:

De Minister-President,

E. DIRUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Bijlage XXXII van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt
Stoffen die mogen worden gebruikt voor de behandeling van voor menselijke consumptie bestemd water

1. Voor desinfectie of oxidatie:

Reagens	Formule	Maximaal toe te passen dosis (g/m ³)
Chloor	Cl ₂	30 (van Cl ₂)
Natriumhypochloriet	Na ClO	30 (van Cl ₂)
Calciumhypochloriet	Ca (ClO) ₂	30 (van Cl ₂)
Magnesiumhypochloriet	Mg (ClO) ₂	30 (van Cl ₂)
Natriumchloriet	Na ClO ₂	5
Chloordioxide	ClO ₂	3
Ammoniak	NH ₃	0,5
Ammoniumchloride	NH ₄ Cl	1,5
Ammoniumsulfaat	(NH ₄) ₂ SO ₄	1,8
Zwavel dioxide	SO ₂	4
Natriumbisulfiet	NaHSO ₃	8
Natriummetabisulfiet	Na ₂ S ₂ O ₅	7
Natriumthiosulfaat	Na ₂ S ₂ O ₃	14
Natriumsulfiet	Na ₂ SO ₃	14
Calciumsulfiet	CaSO ₃	10
Kopersulfaat	CuSO ₄	10
Kaliumpermanganaat	KMnO ₄	5
Ozon	O ₃	10
Zuurstof	O ₂	30
Waterstofperoxide	H ₂ O ₂	10
Pyrethrinen (alleen in uitzonderlijke gevallen)		0,5

2. Voor coagulatie en flocculatie:

Reagens	Formule	Maximaal toe te passen dosis (g/m ³)
Natriumsilicaat	Na ₂ O.nSiO ₂	10 (van SiO ₂)

Aluminiumsulfaat	$\text{Al}_2(\text{SO}_4)_3 \cdot n\text{H}_2\text{O}$	12 (van Al)
Natriumaluminaat	$\text{Na}_2\text{Al}_2\text{O}_4$	12 (van Al)
Polyhydroxychloride van aluminium	$\text{Al}_n(\text{OH})_m\text{Cl}_{3n-m}$	12 (van Al)
Polyhydroxychloridesulfaat van aluminium	$\text{Al}_n(\text{OH})_m(\text{SO}_4)_k\text{Cl}_{3n-m-2k}$	25 (van Al)
Ijzer(II)sulfaat	FeSO_4	20 (van Fe)
Ijzer(III)sulfaat	$\text{Fe}_2(\text{SO}_4)_3$	20 (van Fe)
Ijzer(III)chloride	FeCl_3	35 (van Fe)
Ijzer(III)chloridesulfaat	FeClSO_4	20 (van Fe)
Homopolymeren van dimethyl diallyl ammoniumchloride met moleculair gewicht begrepen tussen 400.000 en 3.000.000 met minder dan 10% monomeren	$(\text{C}_8\text{H}_{16}\text{NCl})_n$	5
Copolymeren van acrylamide en natriumacrylaat (max. 250 ppm monomeer)	$(\text{C}_3\text{H}_5\text{NO})_n (\text{C}_3\text{H}_3\text{O}_2\text{Na})_m$	0,8
Anionische polyacrylamide (<200 ppm)	$[-\text{CH}_2-\text{CH}(-\text{CONH}_2)-]_n$	0,4
Natronloog	NaOH	400
Zwavelzuur	H_2SO_4	100

3. Voor pH-correctie en/of mineralisatie:

Reagens	Formule	Maximaal toe te passen dosis (g/m ³)
Natronloog	NaOH	200
Natriumcarbonaat	Na_2CO_3	200
Natriumbicarbonaat	NaHCO_3	200
Natriumchloride	NaCl	150
Ongebluste kalk	CaO	200
Gebluste kalk	$\text{Ca}(\text{OH})_2$	200
Kalkmelk	$\text{Ca}(\text{OH})_2$	470
Calciumcarbonaat	CaCO_3	300
Calciumchloride	CaCl_2	120
Calciumsulfaat	CaSO_4	140
Magnesiumoxide	MgO	80
Calciumcarbonaat - Magnesiumoxide	CaCO_3MgO	300
Magnesiumcarbonaat	MgCO_3	175
Koolstofdioxide	CO_2	140

Zoutzuur	HCl	200
Zwavelzuur	H ₂ SO ₄	250

4. Diversen

Reagens	Basiseenheid	Maximaal toe te passen dosis (g/m ³)
Natriumhexametafosfaat	P ₂ O ₅	5
Natrium, kalium of calciumzouten van mono- of polyfosforzuur	P ₂ O ₅	5
Poedervormige actieve kool	C	10
Ethanol voor biologische denitrificatie	C ₂ H ₅ OH	40
Azijnzuur voor biologische denitrificatie	CH ₃ COOH	100
Fosforzuur	H ₃ PO ₄	1
Natriumzouten van polyacrylzuur en organofosfaten	-	5

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Namen, 1 juni 2023.

Voor de regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 3 bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Bijlage XXXIII van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt
Controle

DEEL A. Algemene doelstellingen en controleprogramma's voor water dat bestemd is voor menselijke consumptie

1. Programma's om de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water te controleren maken het mogelijk om:

(a) na te gaan of de maatregelen ter beheersing van risico's voor de menselijke gezondheid in de hele bevoorradingsketen, van de waterwinningszone via de onttrekking, behandeling en opslag tot de distributie, doeltreffend zijn en of het water dat beschikbaar is op het punt waar aan de voorschriften wordt voldaan, zuiver en rein is;

(b) informatie te verstrekken over de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water om aan te tonen dat wordt voldaan aan de verplichtingen die zijn vastgelegd in de artikelen D.181, §1 en D.183, §1;

(c) de meest geschikte middelen te bepalen om de risico's voor de menselijke gezondheid te beperken.

2. Overeenkomstig artikel D.188, § 2, voeren de leveranciers controleprogramma's uit die voldoen aan de in deel B van deze bijlage vastgestelde parameters en frequenties en die kunnen bestaan uit:

(a) het nemen en analyseren van gerichte watermonsters;

(b) het doorlopend registreren van metingen.

Bovendien kunnen de controleprogramma's de vorm aannemen van:

(a) inspecties van de gegevens betreffende de goede staat van werking en het onderhoud van de uitrusting of

(b) inspecties van het waterwinningsgebied en van de infrastructuur voor de behandeling, opslag en distributie van het water, zonder afbreuk te doen aan de vereisten inzake monitoring van geselecteerde relevante parameters, stoffen of verontreinigende stoffen, in oppervlaktewater of grondwater of in beide, in waterwinningszones of in onbehandeld water en, zonder afbreuk te doen aan de vereisten inzake monitoring van de parameters voor lood en *legionella*, op plaatsen waar bij de algemene analyse van de mogelijke risico's met betrekking tot de private distributie-installatie bijzondere risico's voor de waterkwaliteit en de menselijke gezondheid zijn vastgesteld.

3. De monitoringprogramma's omvatten ook een operationeel monitoringprogramma, dat een snel overzicht geeft van problemen met betrekking tot operationele prestaties of waterkwaliteit, en dat het mogelijk maakt om vooraf geplande corrigerende maatregelen zo snel mogelijk toe te passen. Deze operationele monitoringprogramma's zijn gebaseerd op de bevoorrading, houden rekening met de resultaten van de inventarisatie van de gevaren en gevaarlijke gebeurtenissen en de beoordeling van de risico's verbonden aan het bevoorradingssysteem, en hebben als doel de doeltreffendheid te bevestigen van alle monitoringmaatregelen die worden toegepast tijdens de winning, verwerking, distributie en opslag.

Het operationele monitoringprogramma voorziet in de monitoring van de troebelheidsparameter in de waterproductie-installatie om de doeltreffendheid van de fysieke verwijdering regelmatig te controleren door middel van filteringsprocédés, in overeenstemming met de referentiewaarden en frequenties die in de volgende tabel zijn aangegeven; deze bepalingen zijn niet van toepassing op grondwaterbronnen waarin de

troebelheid wordt veroorzaakt door ijzer en mangaan onder een bepaald vast te stellen productieniveau.

In het laatste geval, of indien de productie-installatie niet voorziet in een behandeling om de troebelheid van het water te beheersen en uit de risicoanalyse niet blijkt dat een dergelijke behandeling nodig is, is monitoring van de troebelheid niet verplicht.

Operationele parameter	Referentiewaarde
Troebelheid in de waterproductie-installatie	0,3 nefelometrische eenheden, afgekort NTU, in 95% van de monsters, waarvan geen enkele 1 NTU overschrijdt.

Volume, in m ³ , per dag gedistribueerd of geproduceerd water binnen een verdelingsgebied	Minimale frequentie van monsterneming en analyse
--	--

≤ 1.000	Wekelijks
> 1.000 en < 10.000	Dagelijks, d.w.z. elke dag van het jaar
> 10.000	Doorlopend

Het operationele monitoringprogramma voorziet ook in de monitoring van de volgende parameters in onbehandeld water om de doeltreffendheid van de behandelingsprocédés tegen microbiologische risico's te controleren:

Operationele parameter	Referentiewaarde	Eenheid	Opmerkingen
Somatische colifagen afgekort als PFU/100 ml	50 voor onbehandeld water Deze parameter wordt gemeten als de risicobeoordeling aangeeft dat dit nodig is. Als dit in onbehandeld water wordt aangetroffen in concentraties boven 50 PFU/100 ml, wordt dit na bepaalde behandelingsfasen geanalyseerd om het door de geplaatste barrières gelogde verminderingpercentage te bepalen en om te beoordelen of het risico op overleving van pathogene virussen voldoende onder controle is.	Plaquevormende eenheden,	

4. De Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water, neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de controleprogramma's van waterleveranciers doorlopend worden geëvalueerd en bijgewerkt in overeenstemming met artikel R.258.

DEEL B. Parameters en frequenties

1. Algemeen kader

Bij een controleprogramma wordt ten minste rekening gehouden met alle parameters bedoeld in artikel R.253, met inbegrip van de parameters die belangrijk zijn voor het beoordelen van de impact van private distributie-installaties op de waterkwaliteit op het punt waarop aan de voorschriften wordt voldaan als bedoeld in artikel D.184, §1, met uitzondering van *legionellabacteriën*, waarvoor de Regering monitoring organiseert overeenkomstig artikel 193bis. Bij de keuze van de parameters die geschikt zijn voor de monitoring wordt rekening gehouden met de lokale omstandigheden van elk waterdistributiegebied.

Leveranciers controleren de in punt 2 opgesomde parameters met de relevante frequentie van monsterneming die in punt 3 is vastgesteld.

2. Lijst van parameters

Parameters van groep A

De volgende parameters, d.w.z. groep A, worden gecontroleerd met de frequenties die zijn aangegeven in punt 3 van de tabel:

- a) *Escherichia coli*, afgekort *E. coli*, intestinale enterokokken, colibacteriën, inventarisatie van kolonies bij 22°C;
- b) kleur, smaak, geur;
- c) troebelheid, pH, geleidbaarheid, temperatuur;
- d) ammonium, nitrieten en nitraten.

In bepaalde omstandigheden kunnen de volgende parameters worden toegevoegd aan groep A:

- (a) aluminium en ijzer, bij gebruik voor chemische behandeling van water;
- (b) vrije chloorresten wanneer desinfectie wordt uitgevoerd met natriumhypochloriet of chloorgas;
- (c) andere parameters waarnaar wordt verwezen in bijlage XXXI en die relevant worden geacht in het controleprogramma, indien van toepassing na een risicobeoordeling zoals beschreven in deel C.

Escherichia coli, d.w.z. *E. coli*, en intestinale enterokokken worden beschouwd als essentiële parameters, en de monitoringfrequenties ervan worden niet verlaagd als gevolg van een beoordeling van de risico's van het bevoorradingssysteem overeenkomstig deel C van deze bijlage. Ze worden altijd op zijn minst gemonitord aan de in punt 2 van tabel 1 vermelde frequenties.

Parameters van groep B

Om vast te stellen of aan de in artikel R.253 vastgestelde parameterwaarden wordt voldaan, worden alle andere parameters die niet in het kader van groep A worden geanalyseerd en die overeenkomstig bijlage XXXI, delen A, B en C, worden vastgesteld, ten minste gecontroleerd met de in punt 3 van de tabel aangegeven frequenties, tenzij een andere monsternemingsfrequentie wordt vastgesteld op basis van de risicobeoordeling van het toevoersysteem die overeenkomstig de artikelen R.251bis/4 tot en met R.251bis/8 en deel C van deze bijlage wordt uitgevoerd.

3. Frequenties van monsterneming

Minimale frequentie van monsterneming en analyse om na te gaan of aan de voorschriften is voldaan

Dagelijks verdeeld of geproduceerd volume water in een verdelingsgebied, zie de opmerkingen 1 en 2, m³

Aantal monsternemingen per jaar

Aantal monsternemingen per jaar

		Parameters van groep A
≤ 100, opmerking 3	6	1, opmerking 5
> 100 en ≤ 1.000	12	1
> 1.000 en ≤ 3.300	24	2
> 3.300 en ≤ 6.600	36	3
> 6.600 en ≤ 9.900	48	4
> 9.900 en ≤ 13.200	60	5
> 13.200 en ≤ 20.000	72	5
> 20.000 en ≤ 30.000	96	6
> 30.000 en ≤ 40.000	132	7
> 40.000 en ≤ 50.000	168	8
> 50.000 en ≤ 60.000	204	9
> 60.000 en ≤ 70.000	234	10
> 70 000 en ≤ 80 000	264	11

Parameters van groep B

> 80.000 en ≤ 90.000	294	12
> 90.000 en ≤ 100.000	324	13
> 100.000 en ≤ 120.000	360	14
> 120.000	360 + 30 voor elke nieuwe tranche van 10.000 m ³ /d	14 +
	1 voor elke nieuwe tranche van 25.000 m ³ /d	

Opmerking 1: een verdelingsgebied is een afgebakend geografisch gebied waarin het voor menselijke consumptie bestemde water afkomstig is van één of meerdere bronnen en waarin de kwaliteit als min of meer éénvormig kan worden beschouwd.

Opmerking 2: de volumes zijn gemiddelde volumes berekend over een kalenderjaar.

Opmerking 3: voor private waterverdeling van minder dan 100 m³ per dag die niet is vrijgesteld overeenkomstig artikel D.182, § 1, 3°, waarvoor een voorafgaande controle van de parameters van groep A en B een bevredigend resultaat heeft opgeleverd, kan het programma worden beperkt tot drie controles van de parameters van groep A per jaar. Wanneer de resultaten van de controles van de parameters van groep A alarmerend zijn, worden de inhoud en de frequenties van het controleprogramma herzien met het akkoord van de minister.

Opmerking 4: in het geval van een intermitterende kortetermijnbevoorrading is de controlefrequentie van water dat per watertankwagen of -boot wordt verdeeld als volgt vastgesteld:

-een eerste controle van de parameters van groep A;

- indien nodig, bijkomende controles die per geval worden bepaald door de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Opmerking 5: De minister of zijn afgevaardigde kan de frequentie van de monsternemingen verlagen, op voorwaarde dat alle overeenkomstig R.253 vastgestelde parameters ten minste om de zes jaar worden gecontroleerd en worden gemonitord indien een nieuwe waterbron in een waterbevoorradingssysteem wordt opgenomen of wijzigingen aan dat systeem worden aangebracht, waardoor mogelijk nadelige gevolgen voor de waterkwaliteit worden verwacht.

DEEL C. Beoordeling en beheer van risico's met betrekking tot een bevoorradingssysteem

1. Op basis van de resultaten van de risicobeoordeling met betrekking tot het bevoorradingssysteem wordt de lijst van parameters die in aanmerking worden genomen bij de monitoringactiviteiten uitgebreid, en worden de in deel B vastgestelde monsternemingsfrequenties verhoogd wanneer aan een van de volgende voorwaarden is voldaan:

- de lijst van parameters of de in deze bijlage vastgestelde frequenties zijn ontoereikend om te voldoen aan de verplichtingen die worden opgelegd door artikel R.255 en de delen A en B van deze bijlage;
- er is een aanvullende monitoring vereist voor de toepassing van artikel 255, §4;
- de in deel A, punt 1, onder a), bedoelde garanties moeten worden geboden;
- de frequenties van de monsternemingen worden verhoogd in het kader van de vaststelling en uitvoering van de preventieve maatregelen in de waterwinningsgebieden op basis van de risicobeoordeling met betrekking tot de waterwinningszones.

2. Op basis van de resultaten van de risicobeoordeling met betrekking tot het bevoorradingssysteem kunnen de in punt 2 van deel B vastgestelde lijst van parameters en de in punt 3 van deel B vastgestelde monsternemingsfrequenties worden verlaagd, op voorwaarde dat aan de volgende voorwaarden is voldaan:

- de monsternemingsfrequentie voor de parameters E. coli en de andere parameters van de families F1, F2 en F3, als bedoeld in punt 5, niet verlaagd tot onder de in punt 3 van deel B vastgestelde frequentie;
- voor alle andere parameters:

- i) worden de plaats en de frequentie van de monsterneming bepaald met inachtneming van de herkomst van de parameter en de variabiliteit en onderliggende trend van de concentratie ervan, rekening houdend met artikel D.184, §1;
- ii) om de minimale frequentie van de monsterneming van de parameters overeenkomstig punt 3 van deel B te verlagen, liggen alle resultaten van monsternemingen die op regelmatige tijdstippen over een periode van ten minste drie jaar zijn genomen op representatieve plaatsen van monsterneming in het hele verdelingsgebied lager dan zestig procent van de desbetreffende parameterwaarde;
- iii) om één of meerdere families van parameters uit de lijst van te controleren parameters te schrappen overeenkomstig punt 2 van deel B, liggen alle resultaten van monsternemingen die op regelmatige tijdstippen over een periode van ten minste drie jaar zijn genomen op representatieve plaatsen van monsterneming in het hele verdelingsgebied lager dan dertig procent van de desbetreffende parameterwaarde;
- iv) de schrapping van één of meerdere specifieke in punt 2 van deel B vastgestelde families van parameters uit de lijst van te controleren parameters is gebaseerd op de resultaten van de risicobeoordeling, ondersteund door de resultaten van de monitoring van de voor menselijke consumptie bestemde waterbronnen, en waarbij wordt bevestigd dat de menselijke gezondheid wordt beschermd tegen de schadelijke gevolgen van de aantasting van het voor menselijke consumptie bestemde water, in overeenstemming met de artikelen D.180, §1 en D.183, §1;
- v) de frequentie van de monsternemingen wordt uitsluitend verlaagd of één of meerdere families van parameters worden uitsluitend verwijderd uit de lijst van te controleren parameters zoals aangegeven in de punten ii) en iii), indien de risicobeoordeling bevestigt dat het onwaarschijnlijk is dat een redelijkerwijs te verwachten factor zal leiden tot een verslechtering van de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water. Als op 12 januari 2021 al monitoringresultaten beschikbaar waren waaruit blijkt dat aan de voorwaarden van punt 2, onder b), ii) tot en met v), is voldaan, mogen deze resultaten vanaf die datum worden gebruikt om de monitoring naar aanleiding van de beoordeling van de risico's in verband met het bevoorradingssysteem aan te passen. Als naar aanleiding van de risicobeoordeling met betrekking tot het bevoorradingssysteem die onder meer werd uitgevoerd overeenkomstig bijlage II, deel C, van Richtlijn 98/83/EG reeds aanpassingen aan de monitoring werden doorgevoerd, kan de minister de geldigheid daarvan bevestigen zonder te eisen dat wordt overgegaan tot een monitoring overeenkomstig punt 2, onder b), ii) en iii), over een nieuwe periode van ten minste drie jaar wordt uitgevoerd op representatieve plaatsen van monsterneming in het hele verdelingsgebied.
- In afwijking van punt 2, onder b), iii), wordt de minimale proefperiode van drie jaar teruggebracht tot één jaar voor de parameter "perchloraat" en, in verdelingsgebieden die worden bevoorrad uit waterbronnen die uitsluitend van grondwater afkomstig zijn, voor de parameter "gehalogeneerde azijnzuren".

3. Het in punt 2 bedoelde verzoek om de frequentie te verlagen heeft betrekking op één of meerdere families van parameters die als volgt zijn gegroepeerd:

Parameters van groep A, gemeten met hoge frequentie

F1. Microbiologische parameters: E coli, intestinale enterokokken, colibacteriën, gehalte aan kolonies bij 22 °C;

F2. Organoleptische parameters: kleur, geur, smaak;

F3. Operationele parameters: troebelheid, pH, geleidbaarheid, vrije chloorresten, temperatuur;

F4. Parameters van de stikstofbalans: nitraten, nitrieten, ammonium.

Parameters van groep B, gemeten met lage frequentie

F5. Pesticiden

F6. Polycyclische aromatische koolwaterstoffen, afgekort PAK;

- F7. Trihalomethanen, afgekort THM;
- F8. Gechloreerde solventen en andere koolwaterstoffen;
- F9. Metalen 1, bestanddelen van de uitrusting: Cu, Cr, Cd, Ni, Pb, Sb, Zn;
- F10. Metalen 2: As, Hg, Se;
- F11. Operationele metalen: Al, Fe, Mn;
- F12. Totale hardheid en kationen, Na, K, Ca, Mg;
- F13. Boor en fosfor;
- F14. Broomaat;
- F15. Cyaniden;
- F16. Anionen: anorganische anionen met uitzondering van bromaat en cyanide;
- F17. Organische stoffen: oxideerbaarheid of totale organische koolstof, afgekort TOC;
- F18. Aanvullende microbiologische parameters: clostridium perfringens, met inbegrip van sporen;
- F19. Per- en polyfluoralkylstoffen, afgekort PFAS;
- F20. Bisfenol A;
- F21. Chlorieten en chloraten;
- F22. Gehalogeneerde azijnzuren, afgekort AHAA5;
- F23. Perchloraten.

DEEL D. Methoden en plaatsen voor monsterneming

1. De plaatsen voor monsterneming worden zodanig bepaald dat overeenstemming met de in artikel D.184, §1 vastgestelde punten waar aan de voorschriften wordt voldaan, wordt gewaarborgd. In het geval van een verdelingsnetwerk, mag de waterleverancier echter monsters nemen in het verdelingsgebied of in de behandelingsinstallaties om specifieke parameters te controleren, indien kan worden aangetoond dat er geen ongunstige wijziging optreedt in de gemeten waarde van de desbetreffende parameters. Voor zover mogelijk wordt het aantal monsters gelijk over plaats en tijd verdeeld.

2. Monsterneming op conformiteitspunten moet aan de volgende vereisten voldoen:

(a) monsters voor bepaalde chemische parameters (in het bijzonder koper, lood en nikkel) worden genomen aan de kraan van de consument zonder er voorafgaand water uit te laten stromen. Er wordt willekeurig gedurende de dag een monster van één liter genomen. Een andere mogelijkheid is dat de leverancier gebruikmaakt van monsternemingsmethoden waarbij het water gedurende een specifieke door de minister gespecificeerde periode stilstaat, op voorwaarde dat deze methoden op het niveau van het verdelingsgebied niet leiden tot een lager aantal gevallen van niet-naleving dan het aantal dat wordt verkregen door de methode van willekeurige monsterneming gedurende de dag;

(b) de monsters voor microbiologische parameters op het conformiteitspunt worden genomen en behandeld overeenkomstig de norm NBN EN ISO 19458, monsternemingsmethode B.

3. Monsters voor het monitoren van legionellabacteriën in private distributie-installaties moeten worden genomen op punten waar een groot risico bestaat dat de legionellabacteriën zich verspreiden, op punten voor monsterneming die representatief zijn voor systemische blootstelling aan legionellabacteriën, of op beide punten. De bevoegde instantie bedoeld in artikel D.193bis, §1, stelt richtlijnen op voor monsternemingsmethoden voor het monitoren van legionellabacteriën.

4. Met uitzondering van monsternemingen uitgevoerd aan kranen van consumenten, voldoet de monsterneming op het verdelingsnetwerk aan de norm ISO 5667-5. Wat microbiologische parameters betreft, worden de monsters genomen en behandeld overeenkomstig de norm NBN EN ISO 19458, monsternemingsmethode A.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Namen, 1 juni 2023.

Voor de regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 4 bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Bijlage XXXIV van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

SPECIFICATIES VOOR DE ANALYSE VAN PARAMETERS

Overeenkomstig artikel D.188, §3, nemen de leveranciers en de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de nodige maatregelen om te garanderen dat de analysemethoden die worden gebruikt voor de controle en het aantonen van de conformiteit van het voor menselijke consumptie bestemde water, met uitzondering van de troebelheid, asbest en de organoleptische parameters van de F2-familie gedefinieerd in bijlage XXXIII, gevalideerd zijn en ondersteund worden overeenkomstig de norm EN ISO 17025 of een andere gelijkwaardige internationaal erkende norm.

De leveranciers en de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu verifiëren dat de laboratoria of de partijen die door de laboratoria worden ingeschakeld, systemen voor kwaliteitsbeheer toepassen die voldoen aan de norm EN ISO/IEC17025 of een andere gelijkwaardige internationaal erkende norm.

Om de gelijkwaardigheid tussen andere methoden en de in deze bijlage genoemde methoden te beoordelen, kunnen zij gebruikmaken van de norm EN ISO 17994, die reeds is vastgesteld als norm voor het beoordelen van de gelijkwaardigheid van microbiologische methoden, de norm EN ISO 16140 of een ander vergelijkbaar internationaal erkend protocol, teneinde de gelijkwaardigheid vast te stellen van methoden die zijn gebaseerd op andere dan kweekbeginselen, en die buiten het toepassingsgebied van de norm EN ISO 17994 vallen.

Bij gebrek aan een analysemethode die voldoet aan de in deel B vastgestelde minimale prestatiecriteria, zien de leveranciers en de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu erop toe dat de monitoring wordt uitgevoerd met behulp van de best beschikbare technieken die geen buitensporige kosten met zich meebrengen.

Deel A

Microbiologische parameters waarvoor analysemethoden zijn gespecificeerd

De gebruikte analysemethoden voor microbiologische parameters zijn de volgende:

- g) *Escherichia coli*, afgekort *E. coli* en colibacteriën, EN ISO 9308-1 of EN ISO 9308-2;
- h) Intestinale enterokokken, EN ISO 7899-2;
- i) telling van kolonies of inventarisatie van heterotrofe bacteriën bij 22 °C, EN ISO 6222;
- j) *Clostridium perfringens* (met inbegrip van sporen), EN ISO 14189;
- k) *Legionella*, EN ISO 11731, voor naleving van de in bijlage XXXI, deel D, aangegeven waarde; voor risicogebaseerde monitoring van de verificatie en als aanvulling op kweekgebaseerde methoden, kunnen ook methoden zoals ISO/TS 12869, snelle kweekmethoden, niet-kweekgebaseerde methoden en moleculaire methoden, met name Q-PCR, worden gebruikt.
- l) Somatische colifagen. Voor de operationele monitoring van somatische colifagen kunnen bijlage XXXIII, deel A, EN ISO 10705-2 en EN ISO 10705-3 worden gebruikt.

Deel B

Chemische parameters en indicatoren waarvoor prestatiekenmerken zijn gespecificeerd

1. Chemische parameters en indicatoren

Voor de in tabel 1 van deze bijlage vermelde parameters, laat de gebruikte analysemethode toe om ten minste de concentraties te meten die gelijk zijn aan de parameterwaarde, met een bepaalbaarheidsgrens, overeenkomstig artikel R.42sexies, 4°, van dertig procent of minder van de relevante parameterwaarde en met de in tabel 1 van deze bijlage vermelde meetonzekerheid. Het resultaat wordt uitgedrukt in ten minste hetzelfde aantal significante cijfers als de parameterwaarde als bedoeld in bijlage XXXI, delen B en C.

Voor de parameters in onderstaande tabel die ook in bijlage XI zijn opgenomen, mag de maximale bepaalbaarheidsgrens in het voor menselijke consumptie bestemde water bij de monitoring van drinkbaar grond- en oppervlaktewater bovendien niet hoger zijn dan in bijlage XI wordt aangegeven.

De in tabel 1 bedoelde meetonzekerheid mag niet worden gebruikt als bijkomende tolerantie voor de in bijlage XXXI vastgestelde parameterwaarden.

Tabel 1. Minimaal prestatiekenmerk "meetonzekerheid"

Parameters Meetonzekerheid

(zie opmerking 1)

percentage van de parameterwaarde, behalve voor pH

Opmerkingen

Aluminium

25

Ammonium

40

Acrylamide

30

Zie opmerking 11

Antimoon

40

Arseen

30

Benzo(a)pyreen

50

Zie opmerking 2

Benzeen

40

Bisfenol A

50

Boor

25

Bromaat

40

Cadmium

25

Chloriden

15

Chloraten

40

Chlorieten

40

Chroom

30

Geleidbaarheid

20

Koper

25

Cyanide

30

Zie opmerking 3

1,2-Dichloorethaan

40

Epichloorhydrine

30

Zie opmerking 11

Fluoride

20

Haloazijnzuren HAA5

50

Concentratie waterstofionen pH

0,2

Zie opmerking 4

IJzer

30

30

Lood

30

30

Mangaan

30

30

Kwik

30

30

Microcystine-LR	30	
	30	
Nikkel	25	
	25	
Nitraten	15	
	15	
Nitrieten	20	
	20	
Oxideerbaarheid	50	Zie opmerking 5
	50	Zie opmerking 5
Perchloraten	40	
Pesticiden	30	Zie opmerking 6
	30	Zie opmerking 6
PFAS	50	
	50	
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen		40
	Zie opmerking 7	40
	Zie opmerking 7	
Selenium	40	
	40	
Natrium	15	
	15	
Sulfaten	15	
	15	
Tetrachloorethyleen	40	Zie opmerking 8
	40	Zie opmerking 8
Trichloorethyleen	40	Zie opmerking 8
	40	Zie opmerking 8
Totaal trihalomethanen	40	Zie opmerking 7
	40	Zie opmerking 7
Totaal organische koolstof, afgekort TOC		30
	Zie opmerking 9	30
	Zie opmerking 9	
Troebelheid	30	Zie opmerking 10
	30	Zie opmerking 10
Uranium	30	
	30	
Vinylchloride	50	Zie opmerking 11
	50	
Zink	25	Zie opmerking 12

3. Opmerkingen met betrekking tot tabel 1

Opmerking 1 De meetonzekerheid is de absolute waarde van de parameter die de spreiding karakteriseert van de kwantitatieve waarden die aan een te meten grootte worden toegekend, op basis van de gebruikte informatie. Het prestatie criterium voor de meetonzekerheid, waarbij $k = 2$, is het percentage van de in de tabel aangegeven parameterwaarde of een striktere waarde. De meetonzekerheid wordt geraamd op het niveau van de parameterwaarde, tenzij anders vermeld.

- Opmerking 2 Als de meetonzekerheid niet kan worden bereikt, moet de best beschikbare techniek worden weerhouden, tot maximaal zestig procent.
- Opmerking 3 Met deze methode wordt het totale cyanidegehalte in al zijn vormen vastgesteld.
- Opmerking 4 De meetonzekerheid wordt uitgedrukt in pH-eenheden.
- Opmerking 5 Referentiemethode: EN ISO 8467.
- Opmerking 6 De prestatiekenmerken van de verschillende pesticiden worden alleen ter informatie gegeven. Wat de meetonzekerheid betreft, kunnen waarden dalen tot dertig procent voor verschillende pesticiden, terwijl hogere waarden tot tachtig procent kunnen worden toegestaan voor een aantal pesticiden, zoals deisopropylatrazine: vijftig procent.
- Opmerking 7 De prestatiekenmerken gelden voor alle stoffen, gespecificeerd aan 25% van de parameterwaarde in bijlage XXXI, deel B.
- Opmerking 8 De prestatiekenmerken gelden voor alle stoffen, gespecificeerd aan 50% van de parameterwaarde in bijlage XXXI, deel B.
- Opmerking 9 De meetonzekerheid van de meting moet worden geschat op het niveau van 3 mg/l totale organische koolstof, afgekort TOC. De norm EN 1484 - Richtlijnen voor de bepaling van de totale organische koolstof, afgekort TOC, en de opgeloste organische koolstof, afgekort DOC, wordt gebruikt om de onzekerheid van de testmethode te specificeren.
- Opmerking 10 De meetonzekerheid moet worden geraamd ter hoogte van 1,0 NTU, nephelometric Turbidity Units, in overeenstemming met EN ISO 7027 of een andere gelijkwaardige standaardmethode.
- Opmerking 11 De parameters acrylamide, epichloorhydrine en vinylchloride worden in de betrokken verdelingsgebieden gecontroleerd in functie van de kwaliteitscriteria die zijn gespecificeerd voor een product dat in de distributieketen wordt gebruikt.
- Opmerking 12 In drinkbaar onbehandeld water en in behandelingsinstallaties voldoet de meetonzekerheid bovendien aan de eis van artikel R.43bis-4, § 4.

4. Som van PFAS

De volgende stoffen worden geanalyseerd op basis van technische richtsnoeren die door de Europese Commissie zijn opgesteld en door de regering zijn goedgekeurd:

21. Perfluorobutaanzuur, afgekort PFBA;
22. Perfluorpentaanzuur, afgekort PFPeA;
23. Perfluorhexaanzuur, afgekort PFHxA;
24. Perfluorheptaanzuur, afgekort PFHpA;
25. Perfluoroctaanzuur, afgekort PFOA;
26. Perfluornonaanzuur, afgekort PFNA;
27. Perfluordecaanzuur, afgekort PFDA;
28. Perfluorundecaanzuur, afgekort PFnDA;
29. Perfluordodecaanzuur, afgekort PFDoDA;
30. Perfluortridecaanzuur, afgekort PFTrDA;
31. Perfluorbutaansulfonzuur, afgekort PFBS;
32. Perfluorpentaansulfonzuur, afgekort PFPeS;
33. Perfluorhexaansulfonzuur, afgekort PFHxS;
34. Perfluorheptaansulfonzuur, afgekort PFHpS;
35. Perfluoroctaansulfonzuur, afgekort PFOS;
36. Perfluorhexaansulfonzuur, afgekort PFHxS;
37. Perfluordecaansulfonzuur, afgekort PFDS;
38. Perfluorundecaansulfonzuur;

39. Perfluordodecaansulfonzuur;
40. Perfluortridecaansulfonzuur;

Deze stoffen worden gemonitord wanneer op basis van de beoordeling en het beheer van de risico's met betrekking tot de waterwinningszones, uitgevoerd in overeenstemming met artikel D.181, §1, 4° van de Code, wordt geconcludeerd dat deze stoffen waarschijnlijk aanwezig zijn in een bepaalde bevoorrading.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 1 juni 2023 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water

Namen, 1 juni 2023.

Voor de regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER